Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-242010130-20260910-2026-68-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/09/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Délibération publiée le
21 SEP. 2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO TARAVO
SÉANCE DU 10 SEPTEMBRE 2026

Convocations en date du 4 septembre 2026 **Délibération n° 2026-68**

Objet : Convention avec le CROEC de Corse

Le 10 septembre 2026 à 14h30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la pépinière d'entreprises TARRA, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

COMPOSITION DU CONSEIL

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Marie-Ange ANDRÉANI	X		
Paul-Marie BARTOLI	x		
Paul-Félix BENEDETTI	X		
Céline D'ORTOLI		X	
Paul-Joseph CAITUCOLI			x
Caroline CANETTI	x		
Rose-Marie CESARI	x		
Cécile CLAUS			x
Michel COLONNA	x		
Mathias COSTANZO			x
François DE PERETTI	x		
Santa DUVAL	x		
Ghislaine ETTORI	x		
Alain FAGGIANI		x	
Dominique FILONI	x		
Michel GIACOMONI			x
Patrice ISTRIA			x
Jean-Yves LEANDRI	x		
Ange-François LEANDRI	x		
Emmanuel LUCCHINI	x		
Vincent MICHELETTI			x

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Jeannine MONDOLONI	x		
Christophe MONDOLONI			x
José-Pierre MOZZICONACCI	x		
François NICOLAI	x		
Jacques NICOLAI	x		
Jean-Baptiste OLLANDINI	x		
Jean-Charles PAOLI	x		
François PAOLINI	x		
Jean PERENEY	x		
Angélique PIANELLI-CASANOVA	x		
Joseph PUCCI	x		
Anne RICCI BIANCHINI	x		
Margaux ROBINET-MONDOLONI		x	
Antoine ROCCA			x
François-Joseph SCANAVINO	x		
Don Georges SIMEONI	x		
Elisabeth TABERNER	x		
Ange TRAMONI	x		
Laurent TRAMONI		x	
Michel TRAMONI	x		

29 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 41 membres en exercice.

Procurations : 4 : Robinet-Mondoloni Margaux a donné procuration à Colonna Michel, Faggiani Alain a donné procuration à Taberner Elisabeth, D'Ortoli Céline a donné procuration à Duval Santa, Tramoni Laurent a donné procuration à De Peretti François.

Délibération du conseil communautaire en date du 10 septembre 2026 : n°2026-68

Objet : Convention avec le CROEC de Corse

Le Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables (CROEC) de Corse est l'institution ordinale régionale de la profession, créée par arrêté ministériel du 2 avril 2012. Composé de 12 membres élus pour quatre ans par les professionnels inscrits en Corse, il encadre près de 200 experts-comptables, 35 experts-comptables stagiaires et 200 sociétés d'expertise comptable, représentant environ 900 collaborateurs au service de près de 20 000 acteurs économiques régionaux. Il est présidé par Madame Marie-Dominique CAVALLI.

La technicité croissante des dossiers traités par TARRA (cumul d'activités des agents publics, délais post-liquidation judiciaire, articulation de plusieurs régimes d'aide) renforce l'intérêt d'un partenariat stabilisé avec une profession réglementée reconnue, dans une logique de fiabilisation de l'accompagnement délivré.

La convention vise à favoriser l'accompagnement des entrepreneurs, porteurs de projets et entreprises hébergés par TARRA, par un accès à une information économique, juridique, fiscale et comptable adaptée, une sensibilisation à la gestion et au pilotage de l'activité, et un renforcement de la mise en réseau des acteurs de l'accompagnement. Le CROEC de Corse s'engage à organiser, au sein de TARRA, des actions d'information, de sensibilisation ou d'accompagnement à raison de deux occurrences par an a minima (réunions d'information, ateliers pratiques, conférences ou interventions thématiques), selon un calendrier arrêté conjointement ainsi que la tenue de permanences au sein de notre structure à raison pour commencer d'une fois tous les deux mois.

TARRA met gracieusement à disposition du CROEC de Corse les espaces nécessaires, selon une programmation annuelle concertée, et assure la communication et l'orientation des porteurs de projets vers les actions proposées. Le CROEC de Corse mobilise en retour son expertise et son réseau, et relaie les dispositifs de TARRA. La convention est conclue à titre gratuit, la mise à disposition des locaux étant justifiée par le motif d'intérêt général attaché à la mission d'accompagnement gratuit des entrepreneurs relevant de la compétence de développement économique de la CCSVT.

La convention est conclue pour une durée de trois ans renouvelable.

Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les statuts de la Communauté de Communes,
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents ou représentés : 33
Nombre de suffrages exprimés : 33
Nombre de vote pour : 33
Nombre de vote contre : 0

Article 1 : d'autoriser le Président à signer la convention jointe en annexe.

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAIS-VALINCO-TARAVO

Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-242010130-20260910-2026-68-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/09/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Délibération publiée le
21 SEP. 2026

CONVENTION DE PARTENARIAT
CROEC DE CORSE-PEPINIERE D'ENTREPRISES TARRA

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5214-16 et L.5211-10 ;

Vu l'ordonnance n°45-2138 du 19 septembre 1945 relative au statut des experts-comptables, notamment son article 31 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais-Valinco-Taravo n°2026-68 du 10 septembre 2026 autorisant le Président à signer la présente convention ;

Vu la délibération du Conseil régional de l'Ordre des Experts-Comptables de Corse du 12 juin 2026 autorisant la Présidente à signer la présente convention ;

Entre les soussignés :

La Pépinière d'entreprises TARRA, située 1 Cuparchiata, 20110 VIGGIANELLO, géré par Communauté de Communes du Sartenais-Valinco-Taravo (CCSVT),

représentée par son Président,
Monsieur Ange-François Leandri,

Ci-après dénommée « **la Pépinière TARRA** »

d'une part,

Et

Le Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables de Corse, situé à Résidence les Jardins de Bodiccione Bat C2 – Boulevard Louis Campi - 20090 Ajaccio

représenté par sa Présidente,
Madame Marie-Dominique CAVALLI

Ci-après dénommé « **le CROEC de Corse** » d'autre part,

La Pépinière TARRA et le CROEC de Corse sont ci-après désignés individuellement comme une « **Partie** » et conjointement comme les « **Parties** ».

SOMMAIRE

Article 1 - Objet de la convention

Article 2 - Engagements de la Pépinière TARRA et du CROEC de Corse

Article 3 - Communication et valorisation du partenariat

Article 4 - Modalités financières

Article 5 - Durée et renouvellement de la convention

Article 6 - Résiliation de la convention

Article 7 - Responsabilité et assurance

Article 8 - Modification de la convention

Article 9 - Confidentialité et protection des données à caractère personnel

Article 10 - Règlement des litiges

Article 11 - Dispositions finales

PREAMBULE

La **Pépinière d'entreprises TARRA**, portée par la **Communauté de Communes du Sartenais-Valinco-Taravo (CCSVT)** dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, a pour vocation de contribuer au dynamisme économique de son territoire en favorisant l'émergence, la création et le développement des initiatives entrepreneuriales.

À ce titre, la Pépinière TARRA accompagne les porteurs de projets, les créateurs et les jeunes entreprises en leur proposant un environnement propice au développement de leur activité, notamment grâce à un accompagnement adapté, à la mise à disposition d'espaces de travail et à la création de synergies entre les différents acteurs économiques du territoire.

Son offre de services s'inscrit dans une démarche globale d'accueil et d'accompagnement des initiatives économiques, en complémentarité avec les dispositifs existants et les projets développés sur le territoire. Elle propose notamment différentes solutions d'hébergement et d'accueil, temporaires ou pérennes, telles que des espaces de travail partagés, des bureaux individuels, des salles de réunion ou de conférence, ainsi que des espaces permettant de favoriser les échanges et la mise en réseau des entrepreneurs.

Le **Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables de Corse (CROEC de Corse)**, représentant l'institution ordinale des experts-comptables au niveau régional, a pour mission de promouvoir la profession, d'accompagner ses membres et de contribuer au développement économique du territoire, notamment en favorisant l'accès des entreprises et des porteurs de projets à une information fiable, à des conseils adaptés et à un accompagnement de qualité.

Dans ce cadre, les Parties souhaitent renforcer leurs liens et développer une coopération visant à favoriser l'accompagnement des entrepreneurs, la diffusion d'informations utiles à la création et au développement des entreprises, ainsi que la mise en place d'actions communes à destination des adhérents, porteurs de projets et acteurs économiques accueillis au sein de la Pépinière TARRA.

La présente convention a ainsi pour objet de définir les modalités du partenariat entre la **Pépinière TARRA** et le **CROEC de Corse**, dans une démarche de complémentarité, de partage d'expertise et de soutien à l'entrepreneuriat sur le territoire du Sartenais-Valinco-Taravo.

Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de coopération entre la **Pépinière d'entreprises TARRA** et le **Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables de Corse (CROEC de Corse)**, afin de favoriser l'accompagnement des entrepreneurs, des porteurs de projets et des entreprises accueillis au sein de la Pépinière TARRA.

Dans le cadre de ce partenariat, les Parties souhaitent mettre en commun leurs compétences, leurs réseaux et leurs moyens afin de développer des actions contribuant à :

- faciliter l'accès des entrepreneurs et porteurs de projets à une information économique, juridique, fiscale et comptable adaptée à leurs besoins ;
- sensibiliser les créateurs et dirigeants d'entreprises aux enjeux liés à la gestion, au pilotage et à la pérennisation de leur activité ;
- favoriser les échanges entre les professionnels de l'accompagnement et les entrepreneurs du territoire ;
- organiser des actions d'information, de sensibilisation ou de formation sur des thématiques répondant aux besoins identifiés par les Parties ;
- renforcer la mise en réseau des acteurs économiques et institutionnels intervenant en faveur de la création et du développement des entreprises.

À ce titre, les Parties pourront notamment organiser conjointement des réunions d'information, ateliers, conférences ou tout autre événement répondant aux objectifs du présent partenariat.

Les modalités pratiques de mise en œuvre des actions envisagées pourront faire l'objet d'échanges préalables entre les Parties et seront définies d'un commun accord, en fonction des besoins identifiés et des disponibilités de chacun.

Le présent partenariat est conclu à titre non exclusif. La Pépinière TARRA conserve la faculté de conclure des conventions de partenariat comparables avec d'autres professionnels ou organismes intervenant dans l'accompagnement des entrepreneurs, dans le respect du principe d'égalité d'accès aux espaces et services qu'elle propose.

Le Conseil Régional de l'Ordre des experts-comptables est une institution créée par arrêté ministériel du 2 avril 2012. Composé de 12 membres, tous élus pour quatre ans par les professionnels inscrits en Corse. Il encadre près de 200 experts-comptables, 35 experts-comptables stagiaires, 200 sociétés d'expertise comptable dans leur rôle de conseil en Corse, avec 900 collaborateurs de cabinets au service de l'entreprise, de l'économie et de l'emploi. Les experts-comptables accompagnent près de 20 000 acteurs économiques.
Chargé d'organiser et assurer le contrôle qualité des experts-comptables, le Conseil régional veille au respect des normes, devoirs et intérêts professionnels.
Le Conseil a pour mission de représenter la profession et d'en assurer la promotion auprès de ses partenaires, publics et privés de la région. Interlocuteur des différents responsables de l'activité économique et sociale régionale, il se mobilise face aux problématiques actuelles : l'emploi, la croissance, la dynamisation économique des entreprises.

Article 2 – Engagement de la Pépinière TARRA et du CROEC de Corse

2.1 – Dispositions générales relatives à l'utilisation des espaces

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature par les deux Parties.

Dans le cadre de ce partenariat, la **Pépinière d'entreprises TARRA** met à disposition du **Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables de Corse (CROEC de Corse)** des espaces destinés à l'organisation de permanences, de rendez-vous individuels, de réunions d'information, d'ateliers, de conférences ou d'actions de sensibilisation à destination des publics accueillis par la Pépinière.

Préalablement à toute utilisation des espaces, le CROEC de Corse reconnaît avoir pris connaissance du règlement intérieur applicable au sein de la Pépinière TARRA et s'engage à le respecter.

Le CROEC de Corse veillera également au respect de ce règlement intérieur par les personnes extérieures qu'il pourra accueillir dans les locaux mis à disposition dans le cadre de la présente convention.

Tout manquement aux dispositions du règlement intérieur constaté lors de l'utilisation des espaces pourra engager la responsabilité du CROEC de Corse.

Le règlement intérieur de la Pépinière TARRA est porté à la connaissance des utilisateurs et est affiché dans les espaces concernés.

Le règlement intérieur de la Pépinière TARRA est annexé à la présente convention (Annexe 1) et en fait partie intégrante.

2.2 – Engagements de la Pépinière TARRA

Dans le cadre du présent partenariat, la **Pépinière d'entreprises TARRA** s'engage à :

- mettre gracieusement à disposition du **CROEC de Corse** un espace adapté permettant l'organisation de permanences, de rendez-vous individuels ainsi que d'actions collectives telles que des conférences, réunions d'information ou ateliers.

Cette mise à disposition pourra intervenir **selon une programmation annuelle arrêtée conjointement par les Parties**, sauf accord spécifique entre les Parties en fonction des besoins identifiés et des disponibilités des espaces.

- faciliter l'accueil des représentants du CROEC de Corse et des participants aux actions organisées dans le cadre du partenariat ;
- assurer une communication relative à la présence et aux actions du CROEC de Corse au sein de la Pépinière TARRA, notamment via ses supports de communication (site internet, réseaux sociaux et tout autre support approprié) ;
- informer et orienter les porteurs de projets, entrepreneurs et entreprises accueillis au sein de la Pépinière TARRA vers les actions proposées par le CROEC de Corse lorsque celles-ci répondent à leurs besoins.

2.3 – Engagements du CROEC de Corse

Dans le cadre du présent partenariat, le **Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables de Corse** s'engage à :

- organiser au sein de la Pépinière TARRA des actions d'information, de sensibilisation ou d'accompagnement à destination des entrepreneurs, porteurs de projets et entreprises accueillis par la structure.

Ces actions seront organisées **a minima deux fois par an**, selon un calendrier défini conjointement entre les Parties, et pourront prendre la forme de réunions d'information, ateliers pratiques, conférences ou interventions thématiques répondant aux besoins identifiés.

- mobiliser son expertise et son réseau afin de proposer des contenus adaptés aux problématiques rencontrées par les entrepreneurs et dirigeants d'entreprise ;
- associer la Pépinière TARRA aux actions de communication relatives aux événements organisés dans ses locaux ;
- relayer, lorsque cela est pertinent, les services et dispositifs proposés par la Pépinière TARRA auprès des entrepreneurs, créateurs d'entreprise et acteurs économiques rencontrés dans le cadre de ses missions ;
- respecter les conditions d'utilisation des espaces mises à disposition ainsi que le règlement intérieur de la Pépinière TARRA.

Article 3 – Communication et valorisation du partenariat

Dans le cadre du présent partenariat, les Parties s'engagent à assurer une communication régulière visant à valoriser les actions mises en œuvre conjointement et à promouvoir les objectifs de la présente convention auprès de leurs publics respectifs.

À ce titre, les Parties pourront notamment :

- relayer les actions organisées dans le cadre du partenariat sur leurs différents supports de communication (sites internet, réseaux sociaux, newsletters, publications institutionnelles ou tout autre support adapté) ;
- informer leurs adhérents, membres, partenaires et publics respectifs des actions, événements ou initiatives organisés dans le cadre de la présente convention ;
- valoriser le partenariat à travers des communications communes, notamment lors des événements organisés au sein de la Pépinière TARRA ou dans le cadre des actions portées par le CROEC de Corse.

Les Parties s'autorisent mutuellement à utiliser leurs dénominations, marques, logos et éléments d'identité visuelle exclusivement dans le cadre de la communication relative au présent partenariat et aux actions qui en découlent.

Toute utilisation des logos, visuels ou éléments de communication de l'une des Parties devra respecter sa charte graphique et faire l'objet d'une validation préalable par la Partie concernée.

Les supports de communication présentant les deux Parties ou faisant référence à leur partenariat devront être validés conjointement avant diffusion.

Chaque Partie demeure seule responsable des informations et contenus qu'elle diffuse sur ses propres supports de communication.

Les Parties s'engagent à préserver l'image, la réputation et les valeurs de leur partenaire dans l'ensemble des communications réalisées dans le cadre de la présente convention.

Article 4 – Modalités financières

La présente convention est conclue à titre gratuit et ne donne lieu à aucune contrepartie financière entre les Parties.

Dans le cadre du présent partenariat, la **Pépinière d'entreprises TARRA** met à disposition du **Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables de Corse (CROEC de Corse)**, à titre gracieux, les espaces nécessaires à la réalisation des actions prévues dans la présente convention, dans les conditions définies à l'article 2.

Cette mise à disposition à titre gracieux est justifiée par le motif d'intérêt général attaché à la mission d'accompagnement gratuit des entrepreneurs et porteurs de projets du territoire, laquelle relève de la compétence de développement économique de la Communauté de Communes du Sartenais-Valinco-Taravo, conformément à l'article L.2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Chaque Partie conserve à sa charge les frais, moyens humains et moyens matériels qu'elle engage pour la mise en œuvre des actions relevant de ses propres missions et obligations.

Les actions organisées dans le cadre du présent partenariat sont réalisées dans une logique de coopération et de complémentarité entre les Parties.

Toute action particulière nécessitant des moyens spécifiques, des prestations extérieures ou une participation financière dédiée pourra faire l'objet d'un accord écrit préalable entre les Parties précisant notamment les modalités de financement et de prise en charge des dépenses concernées.

Article 5 – Durée et renouvellement de la convention.

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par les deux Parties.

Elle est conclue pour une durée de **trois (3) ans** à compter de cette date.

À l'issue de cette période, la convention pourra être renouvelée par accord exprès et écrit des Parties, formalisé avant son terme.

Les Parties conviennent de se réunir, autant que de besoin et notamment avant l'échéance de la convention, afin de dresser un bilan des actions réalisées dans le cadre du partenariat et d'envisager les éventuelles adaptations ou évolutions à apporter.

Le renouvellement de la convention pourra notamment tenir compte :

- du bilan des actions menées ;
- des besoins identifiés auprès des entrepreneurs et porteurs de projets ;
- des objectifs communs poursuivis par les Parties ;
- des éventuelles évolutions de leurs missions respectives.

Article 6 – Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée avant son terme par l'une ou l'autre des Parties en cas de manquement grave ou répété de l'autre Partie à ses obligations contractuelles ou pour un motif d'intérêt général, après mise en demeure adressée par courrier recommandé avec accusé de réception restée sans effet dans un délai de trente (30) jours à compter de sa réception.

En cas de résiliation anticipée, les Parties s'engagent à échanger afin d'assurer, dans la mesure du possible, la continuité ou l'achèvement des actions déjà engagées auprès des bénéficiaires du partenariat.

La résiliation de la présente convention ne donnera lieu à aucune indemnité de part et d'autre.

Article 7 – Responsabilité et assurance

Chaque Partie demeure responsable des engagements, obligations et actions relevant de son propre champ d'intervention dans le cadre de la présente convention.

Le CROEC de Corse est responsable des personnes qu'il accueille dans les espaces mis à disposition par la Pépinière TARRA dans le cadre des actions organisées au titre du présent partenariat. Il veille notamment au respect des règles de fonctionnement et de sécurité applicables au sein des locaux.

La Pépinière TARRA demeure responsable de l'entretien général des locaux et des équipements mis à disposition dans les conditions habituelles d'utilisation.

Chaque Partie déclare être titulaire des assurances nécessaires couvrant les risques liés à son activité et aux actions qu'elle organise dans le cadre de la présente convention.

Les Parties s'engagent à informer leur partenaire de tout événement susceptible d'engager leur responsabilité dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Article 8 – Modification de la convention

Toute modification des dispositions de la présente convention devra faire l'objet d'un accord préalable entre les Parties et sera formalisée par voie d'avenant écrit signé par leurs représentants dûment habilités.

Les éventuels avenants feront partie intégrante de la présente convention et seront soumis aux mêmes règles que celles qui lui sont applicables.

Article 9 – Confidentialité et protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, les Parties peuvent être amenées à échanger des informations relatives aux actions menées, aux projets accompagnés ou aux personnes accueillies au sein de la Pépinière TARRA.

Les Parties s'engagent à respecter la confidentialité des informations dont elles auraient connaissance dans le cadre du partenariat et à ne pas les divulguer à des tiers sans l'accord préalable de la Partie concernée.

Cette obligation de confidentialité ne s'applique pas aux informations destinées à être rendues publiques dans le cadre des actions de communication prévues par la présente convention.

Dans la mesure où la mise en œuvre de la présente convention implique un traitement de données à caractère personnel relatives aux porteurs de projets, entrepreneurs et entreprises accueillis, les Parties s'engagent à respecter les dispositions du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Chaque Partie agit en qualité de responsable de traitement distinct pour les données qu'elle collecte et traite dans le cadre de ses missions propres. Les modalités de collecte, de conservation et, le cas échéant, de partage de ces données feront l'objet, si nécessaire, d'un document annexe précisant les finalités, durées de conservation et destinataires des traitements concernés.

Les obligations prévues au présent article demeureront applicables après l'expiration ou la résiliation de la convention.

Article 10 – Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable à tout différend qui pourrait naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

À défaut d'accord amiable dans un délai raisonnable, tout litige relatif à l'application ou à l'interprétation de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal administratif de Bastia, sous réserve de la qualification retenue pour la présente convention.

Article 11 – Dispositions finales

La présente convention exprime l'intégralité de l'accord intervenu entre les Parties concernant son objet.

Elle est établie en deux exemplaires originaux, chaque Partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire signé.

Fait à _____, le _____

En deux exemplaires originaux.

Pour la Pépinière d'entreprises TARRA
Représentée par son Vice Président
M. Jean Pereney

Signature :



Pour le Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables de Corse
Représenté par sa Présidente
Madame Marie-Dominique CAVALLI

Signature :

Annexes

Annexe 1 : Règlement intérieur de la Pépinière TARRA

Délibération publiée le

21 SEP. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-242010130-20260910-2026-69-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/09/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO TARAVO
SÉANCE DU 10 SEPTEMBRE 2026

Convocations en date du 4 septembre 2026 **Délibération n° 2026-69** Délibération publiée le

Objet : Convention avec la Mission Locale de Propriano

21 SEP. 2026

Le 10 septembre 2026 à 14h30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la pépinière d'entreprises TARRA, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

COMPOSITION DU CONSEIL

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Marie-Ange ANDRÉANI	X		
Paul-Marie BARTOLI	x		
Paul-Félix BENEDETTI	X		
Céline D'ORTOLI		X	
Paul-Joseph CAITUCOLI			x
Caroline CANETTI	x		
Rose-Marie CESARI	x		
Cécile CLAUS			x
Michel COLONNA	x		
Mathias COSTANZO			x
François DE PERETTI	x		
Santa DUVAL	x		
Ghislaine ETTORI	x		
Alain FAGGIANI		x	
Dominique FILONI	x		
Michel GIACOMONI			x
Patrice ISTRIA			x
Jean-Yves LEANDRI	x		
Ange-François LEANDRI	x		
Emmanuel LUCCHINI	x		
Vincent MICHELETTI			x

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Jeannine MONDOLONI	x		
Christophe MONDOLONI			x
José-Pierre MOZZICONACCI	x		
François NICOLAI	x		
Jacques NICOLAI	x		
Jean-Baptiste OLLANDINI	x		
Jean-Charles PAOLI	x		
François PAOLINI	x		
Jean PERENEY	x		
Angélique PIANELLI-CASANOVA	x		
Joseph PUCCI	x		
Anne RICCI BIANCHINI	x		
Margaux ROBINET-MONDOLONI		x	
Antoine ROCCA			x
François-Joseph SCANAVINO	x		
Don Georges SIMEONI	x		
Elisabeth TABERNER	x		
Ange TRAMONI	x		
Laurent TRAMONI		x	
Michel TRAMONI	x		

29 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 41 membres en exercice.

Procurations : 4 : Robinet-Mondoloni Margaux a donné procuration à Colonna Michel, Faggiani Alain a donné procuration à Taberner Elisabeth, D'Ortoli Céline a donné procuration à Duval Santa, Tramoni Laurent a donné procuration à De Peretti François.

Délibération du conseil communautaire en date du 10 septembre 2026 : n°2026-69

Objet : Convention avec la Mission Locale de Propriano

Les missions locales forment un réseau institué par la loi n° 89-905 du 19 décembre 1989, codifié aux articles L.5314-1 et suivants du code du travail. Elles assurent l'accueil, l'information, l'orientation et l'accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire vers l'emploi et la qualification, selon une approche globale intégrant formation, mobilité, logement, santé et accès aux droits. La Mission Locale de Propriano exerce cette mission de service public sur le territoire du Sartenais-Valinco-Taravo.

La note de synthèse recense la Mission Locale parmi les structures d'accompagnement déjà mobilisées par TARRA. Le rapprochement engagé vise à répondre à un enjeu territorial spécifique : les jeunes accompagnés par la Mission Locale identifient rarement l'entrepreneuriat comme une voie d'insertion professionnelle accessible, faute d'exposition concrète à cet univers. Ce projet est le plus récent des trois et le plus structurant en volume d'actions.

La convention vise à renforcer l'accompagnement des jeunes du territoire vers l'insertion professionnelle en faisant de l'entrepreneuriat une voie possible, parmi d'autres, de cette insertion. Le dispositif prévu est le plus étoffé des trois projets et repose sur plusieurs axes :

- Une orientation réciproque des publics entre les deux structures, selon leurs besoins respectifs ;
- Des permanences consacrées à l'entrepreneuriat à destination des jeunes suivis par la Mission Locale ;
- Des immersions au sein de TARRA, permettant la découverte d'un environnement entrepreneurial concret et la rencontre d'entrepreneurs hébergés ;
- Un parcours modulaire d'initiation à l'entrepreneuriat, composé de neuf ateliers thématiques de deux heures, pouvant être suivi en intégralité ou à la carte selon les besoins de chaque jeune, ces ateliers pourraient être réalisé par la ressource humaine de la CCSVT afin d'offrir un service complet et global sans impact financier pour la collectivité;
- Une contribution conjointe à l'animation du réseau territorial de l'entrepreneuriat ;
- Un challenge entrepreneurial annuel, ouvert aux jeunes accompagnés par la Mission Locale, pouvant déboucher sur un accompagnement des lauréats au sein de TARRA (bureau et accompagnement individualisé de trois mois).

Les neuf modules du parcours sont intégralement pris en charge par des intervenants de TARRA et de la CCSVT, ce qui distingue ce projet des deux précédents par la mobilisation directe de moyens humains internes : création d'entreprise, communication interpersonnelle et communication d'entreprise (Agata Greani, directrice de TARRA) ; gestion et comptabilité (Marie-Hélène Pisciottu, gestionnaire de TARRA) ; analyse transactionnelle et relations professionnelles (Jean Pereney, Vice-Président de la CCSVT) ; gestion des déchets professionnels (Antona Guittonneau, CCSVT) ; gestion de la ressource en eau (Jean-François Biancucci, CCSVT) ; compréhension du territoire (Véronique Venturini, docteure en géographie, CCSVT).

TARRA met gracieusement à disposition les espaces nécessaires, mobilise les intervenants des neuf ateliers, organise et coordonne le challenge annuel et assure l'accompagnement post-challenge des lauréats. La Mission Locale identifie et oriente les jeunes intéressés, prépare les groupes, évalue l'intérêt de chaque module et participe au jury du challenge. La convention est conclue à titre gratuit ; toute action nécessitant des moyens spécifiques ou une participation financière dédiée — notamment une éventuelle dotation associée au challenge annuel — fera l'objet d'un accord écrit préalable distinct.

La convention est conclue pour une durée de trois ans renouvelable.

Délibération publiée le

21 SEP. 2026

Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les statuts de la Communauté de Communes,
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents ou représentés : 33
Nombre de suffrages exprimés : 33
Nombre de vote pour : 33
Nombre de vote contre : 0

Article 1 : d'autoriser le Président à signer la convention jointe en annexe.

Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAIS-VALINCO-TARAVO

Délibération publiée le
21 SEP. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-242010130-20260910-2026-69-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/09/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Délibération publiée le
21 SEP. 2026

CONVENTION DE PARTENARIAT

MISSION LOCALE DE PROPRIANO — PÉPINIÈRE D'ENTREPRISES TARRA

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5214-16 et L. 5211-10 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article L. 2125-1 ;

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5314-1 à L. 5314-4 relatifs aux missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais-Valinco-Taravo n°*2026-69* du *10 septembre 2026* autorisant le Président à signer la présente convention ;

Entre les soussignés :

La Pépinière d'entreprises TARRA, située 1 Cuparchiata, 20110 VIGGIANELLO, gérée par la Communauté de Communes du Sartenais-Valinco-Taravo (CCSVT),

représentée par son Président,

Monsieur Ange-François LEANDRI,

Ci-après dénommée **« la Pépinière TARRA »**

d'une part,

ET

La Mission Locale Sud Corse, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège est situé Rue Vincentellu d'Istria – 20137 Porto-Vecchio.

représentée par Jean Christophe ANGELINI, Président, dûment habilité(e) aux fins des présentes, Ci-après dénommée **« la Mission Locale »**

d'autre part,

La Pépinière TARRA et la Mission Locale sont ci-après désignées individuellement comme une **« Partie »** et conjointement comme les **« Parties ».**

SOMMAIRE

Article 1 - Objet de la convention

Article 2 - Engagements de la Pépinière TARRA et de la Mission Locale

Article 3 - Communication et valorisation du partenariat

Article 4 - Modalités financières

Article 5 - Durée, bilan et renouvellement de la convention

Article 6 - Résiliation de la convention

Article 7 - Responsabilité et assurance

Article 8 - Modification de la convention

Article 9 - Confidentialité et protection des données à caractère personnel

Article 10 - Règlement des litiges

Article 11 - Dispositions finales

PRÉAMBULE

La **Pépinière d'entreprises TARRA**, portée par la **Communauté de Communes du Sartenais-Valinco-Taravo (CCSVT)** dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, a pour vocation de contribuer au dynamisme économique de son territoire en favorisant l'émergence, la création et le développement des initiatives entrepreneuriales.

À ce titre, la Pépinière TARRA accompagne les porteurs de projets, les créateurs et les jeunes entreprises en leur proposant un environnement propice au développement de leur activité, notamment grâce à un accompagnement adapté, à la mise à disposition d'espaces de travail et à la création de synergies entre les différents acteurs économiques du territoire.

Son offre de services s'inscrit dans une démarche globale d'accueil et d'accompagnement des initiatives économiques, en complémentarité avec les dispositifs existants et les projets développés sur le territoire. Elle propose notamment différentes solutions d'hébergement et d'accueil, temporaires ou pérennes, telles que des espaces de travail partagés, des bureaux individuels, des salles de réunion ou de conférence, ainsi que des espaces permettant de favoriser les échanges et la mise en réseau des entrepreneurs.

Les **missions locales**, réseau institué par la loi n° 89-905 du 19 décembre 1989 relative à la garantie de ressources et codifié aux articles L. 5314-1 et suivants du code du travail, assurent l'accueil, l'information, l'orientation et l'accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire vers l'emploi et la qualification, selon une approche globale intégrant les questions de formation, de mobilité, de logement, de santé et d'accès aux droits. **La Mission Locale de Propriano** exerce cette mission de service public sur le territoire du Sartenais-Valinco-Taravo, en lien avec les partenaires de l'insertion, de la formation et de l'emploi.

Dans ce cadre, les Parties souhaitent renforcer leurs liens et développer une coopération visant à faciliter l'accès des jeunes accompagnés par la Mission Locale à une première culture entrepreneuriale, à un environnement entrepreneurial concret et, lorsque cela est pertinent, à un accompagnement plus approfondi vers la création ou la reprise d'entreprise.

La présente convention a ainsi pour objet de définir les modalités du partenariat entre la Pépinière TARRA et la Mission Locale de Propriano, dans une démarche de complémentarité, de proximité et de soutien à l'insertion professionnelle des jeunes du territoire du Sartenais-Valinco-Taravo. Elle est conçue comme un cadre souple, appelé à évoluer dans son contenu et ses modalités de mise en œuvre, afin de s'adapter en continu aux besoins réels des jeunes accompagnés par la Mission Locale.

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de coopération entre la Pépinière d'entreprises TARRA et la Mission Locale de Propriano, afin de renforcer l'accompagnement des jeunes du territoire vers l'insertion professionnelle et de faire de l'entrepreneuriat une voie possible, parmi d'autres, de cette insertion.

Dans le cadre de ce partenariat, les Parties souhaitent mettre en commun leurs compétences, leurs réseaux et leurs moyens afin de développer des actions contribuant à :

- Orienter réciproquement les jeunes accompagnés par la Mission Locale et les porteurs de projets accueillis par la Pépinière TARRA, selon leurs besoins respectifs ;
- Organiser des permanences consacrées à l'entrepreneuriat à destination des jeunes suivis par la Mission Locale ;
- Proposer des immersions au sein de la Pépinière TARRA, permettant aux jeunes de découvrir un environnement entrepreneurial concret et de rencontrer des entrepreneurs hébergés ;
- Rendre le parcours modulaire d'initiation à l'entrepreneuriat porté par la pépinière TARRA, accessible au public de la mission locale en intégralité ou à la carte ;
- Contribuer conjointement à l'animation du réseau territorial de l'entrepreneuriat ;
- Organiser un challenge entrepreneurial annuel, ouvert aux jeunes accompagnés par la Mission Locale, pouvant déboucher sur un accompagnement des lauréats au sein de la Pépinière TARRA.

À ce titre, les Parties pourront notamment organiser conjointement des permanences, rendez-vous individuels, ateliers, immersions, conférences ou tout autre événement répondant aux objectifs du présent partenariat.

Les modalités pratiques de mise en œuvre des actions envisagées sont précisées à l'article 2 de la présente convention et pourront, en tant que de besoin, faire l'objet d'échanges complémentaires entre les Parties, notamment s'agissant du contenu du parcours d'initiation figurant en Annexe 2, de la nature des actions organisées et de leur fréquence, afin de s'adapter à l'évolution des besoins identifiés sur le territoire.

Le présent partenariat est conclu à titre non exclusif. La Pépinière TARRA conserve la faculté de conclure des conventions de partenariat comparables avec d'autres organismes intervenant dans l'accompagnement des jeunes et des entrepreneurs, dans le respect du principe d'égalité d'accès aux espaces et services qu'elle propose.

Article 2 - Engagements de la Pépinière TARRA et de la Mission Locale

2.1 - Dispositions générales relatives à l'utilisation des espaces

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature par les deux Parties.

Dans le cadre de ce partenariat, la Pépinière d'entreprises TARRA met à disposition de la Mission Locale des espaces destinés à l'organisation de permanences, de rendez-vous individuels, de réunions d'information, d'ateliers, d'immersions, de conférences ou d'actions de sensibilisation à destination des publics accueillis par la Pépinière.

Préalablement à toute utilisation des espaces, la Mission Locale reconnaît avoir pris connaissance du règlement intérieur applicable au sein de la Pépinière TARRA et s'engage à le respecter.

La Mission Locale veillera également au respect de ce règlement intérieur par les jeunes et les personnes extérieures qu'elle pourra accueillir dans les locaux mis à disposition dans le cadre de la présente convention.

Tout manquement aux dispositions du règlement intérieur constaté lors de l'utilisation des espaces pourra engager la responsabilité de la Mission Locale.

Le règlement intérieur de la Pépinière TARRA est porté à la connaissance des utilisateurs et est affiché dans les espaces concernés. Il est annexé à la présente convention (Annexe 1) et en fait partie intégrante.

2.2 - Engagements de la Pépinière TARRA

Dans le cadre du présent partenariat, la Pépinière d'entreprises TARRA s'engage à :

- Mettre gracieusement à disposition de la Mission Locale, lorsque cela est justifié, un espace adapté permettant l'organisation de permanences, de rendez-vous individuels, d'immersions ainsi que d'actions collectives telles que des ateliers, réunions d'information ou conférences ;
- Permettre au public accompagné par la Mission Locale d'assister gratuitement au parcours d'initiation à l'entrepreneuriat, proposé par TARRA et la CCSVT, dont le contenu et les intervenants figurent en Annexe 2 ;
- Arrêter conjointement avec la Mission Locale un calendrier prévisionnel des permanences, ateliers, immersions et du challenge annuel révisable à tout moment en fonction des besoins identifiés et des disponibilités des espaces et des intervenants ;
- Faciliter l'accueil des jeunes et des représentants de la Mission Locale lors des actions organisées dans le cadre du partenariat ;
- Organiser et coordonner le challenge entrepreneurial annuel, en y associant la Mission Locale et d'autres acteurs économiques du territoire ;
- Assurer, le cas échéant, l'accompagnement post-challenge du ou des lauréats issus des jeunes accompagnés par la Mission Locale, sous la forme d'un bureau et d'un accompagnement individualisé de trois mois au sein de la Pépinière ;
- Assurer une communication relative à la présence et aux actions de la Mission Locale au sein de la Pépinière TARRA, notamment via ses supports de communication (site internet, réseaux sociaux et tout autre support approprié) ;
- Orienter vers la Mission Locale les jeunes porteurs de projets dont la situation nécessite un accompagnement plus global, notamment en matière d'emploi, de formation, de mobilité, d'autonomie ou d'accès aux droits.

2.3 - Engagements de la Mission Locale

Dans le cadre du présent partenariat, la Mission Locale s'engage à :

- Identifier, informer et orienter vers la Pépinière TARRA les jeunes accompagnés manifestant un intérêt pour l'entrepreneuriat, disposant d'une idée ou souhaitant simplement mieux comprendre les possibilités offertes par la création ou la reprise d'entreprise ;
- Assurer la préparation en amont des jeunes participant aux permanences, ateliers ou immersions, ainsi que la constitution des groupes, en lien avec la Pépinière TARRA ;
- Identifier, selon l'intérêt exprimé par les jeunes, les modules susceptibles de répondre à leurs besoins ;
- Participer, en tant que de besoin, à l'organisation des permanences et à l'animation du réseau territorial de l'entrepreneuriat ;
- Appuyer la Pépinière TARRA pour l'organisation du challenge entrepreneurial annuel, notamment par la mobilisation des jeunes accompagnés et la participation à son jury ;
- Mobiliser son expertise et sa connaissance des jeunes accompagnés afin d'orienter les contenus proposés vers les besoins identifiés ;
- Relayer, lorsque cela est pertinent, les services et dispositifs proposés par la Pépinière TARRA auprès des jeunes, créateurs d'entreprise et acteurs économiques rencontrés dans le cadre de ses missions ;
- Respecter les conditions d'utilisation des espaces mis à disposition ainsi que le règlement intérieur de la Pépinière TARRA.

Article 3 - Communication et valorisation du partenariat

Dans le cadre du présent partenariat, les Parties s'engagent à assurer une communication régulière visant à valoriser les actions mises en œuvre conjointement et à promouvoir les objectifs de la présente convention auprès de leurs publics respectifs.

À ce titre, les Parties pourront notamment :

- Relayer les actions organisées dans le cadre du partenariat sur leurs différents supports de communication (sites internet, réseaux sociaux, newsletters, publications institutionnelles ou tout autre support adapté) ;
- Informer leurs publics respectifs des actions, événements ou initiatives organisés dans le cadre de la présente convention ;
- Valoriser le partenariat à travers des communications communes, notamment lors des événements organisés au sein de la Pépinière TARRA ou dans le cadre des actions portées par la Mission Locale.

Les Parties s'autorisent mutuellement à utiliser leurs dénominations, marques, logos et éléments d'identité visuelle exclusivement dans le cadre de la communication relative au présent partenariat et aux actions qui en découlent.

Toute utilisation des logos, visuels ou éléments de communication de l'une des Parties devra respecter sa charte graphique et faire l'objet d'une validation préalable par la Partie concernée.

Les supports de communication présentant les deux Parties ou faisant référence à leur partenariat devront être validés conjointement avant diffusion.

Chaque Partie demeure seule responsable des informations et contenus qu'elle diffuse sur ses propres supports de communication.

Les Parties s'engagent à préserver l'image, la réputation et les valeurs de leur partenaire dans l'ensemble des communications réalisées dans le cadre de la présente convention.

Article 4 - Modalités financières

La présente convention est conclue à titre gratuit et ne donne lieu à aucune contrepartie financière entre les Parties.

Dans le cadre du présent partenariat, la Pépinière d'entreprises TARRA met à disposition de la Mission Locale, à titre gracieux, les espaces nécessaires à la réalisation des actions prévues dans la présente convention, dans les conditions définies à l'article 2.

Cette mise à disposition à titre gracieux est justifiée par le motif d'intérêt général attaché à la mission d'accompagnement des jeunes vers l'insertion professionnelle et l'entrepreneuriat, laquelle relève de la compétence de développement économique de la Communauté de Communes du Sartenais-Valinco-Taravo, conformément à l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques, et fait écho à la mission de service public d'insertion des jeunes confiée aux missions locales par les articles L. 5314-1 et suivants du code du travail.

Chaque Partie conserve à sa charge les frais, moyens humains et moyens matériels qu'elle engage pour la mise en œuvre des actions relevant de ses propres missions et obligations, notamment la mobilisation de ses intervenants respectifs.

Les actions organisées dans le cadre du présent partenariat sont réalisées dans une logique de coopération et de complémentarité entre les Parties.

Toute action particulière nécessitant des moyens spécifiques, des prestations extérieures ou une participation financière dédiée (notamment une éventuelle dotation associée au challenge entrepreneurial annuel) pourra faire l'objet d'un accord écrit préalable entre les Parties précisant les modalités de financement et de prise en charge des dépenses concernées.

Article 5 - Durée, bilan et renouvellement de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par les deux Parties.

Elle est conclue pour une durée de trois (3) ans à compter de cette date.

Les Parties conviennent de réunir un comité de suivi, composé de représentants de la Pépinière TARRA et de la Mission Locale, au moins une fois par an, afin de dresser un bilan des actions mises en œuvre dans le cadre du partenariat (nombre de jeunes orientés, de participants aux permanences et aux ateliers, taux de suivi, retours qualitatifs) et d'ajuster, le cas échéant, le calendrier prévisionnel. Ce bilan permet notamment d'ajuster, au fil de l'eau, la fréquence et les modalités pratiques des actions prévues à l'article 2, afin de mieux répondre aux besoins des jeunes accompagnés.

À l'issue de la période de trois ans, la convention pourra être renouvelée par accord exprès et écrit des Parties, formalisé avant son terme.

Les Parties conviennent de se réunir, autant que de besoin et notamment avant l'échéance de la convention, afin de dresser un bilan global des actions réalisées dans le cadre du partenariat et d'envisager les éventuelles adaptations ou évolutions à apporter.

Le renouvellement de la convention pourra notamment tenir compte :

- Du bilan des actions menées ;
- Des besoins identifiés auprès des jeunes accompagnés ;
- Des objectifs communs poursuivis par les Parties ;
- Des éventuelles évolutions de leurs missions respectives.

Article 6 - Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée avant son terme par l'une ou l'autre des Parties en cas de manquement grave ou répété de l'autre Partie à ses obligations contractuelles ou pour un motif d'intérêt général, après mise en demeure adressée par courrier recommandé avec accusé de réception restée sans effet dans un délai de trente (30) jours à compter de sa réception.

En cas de résiliation anticipée, les Parties s'engagent à échanger afin d'assurer, dans la mesure du possible, la continuité ou l'achèvement des actions déjà engagées auprès des jeunes bénéficiaires du partenariat.

La résiliation de la présente convention ne donnera lieu à aucune indemnité de part et d'autre.

Article 7 - Responsabilité et assurance

Chaque Partie demeure responsable des engagements, obligations et actions relevant de son propre champ d'intervention dans le cadre de la présente convention.

La Mission Locale veille au respect par les jeunes qu'elle accompagne dans le cadre des actions organisées au titre de la présente convention, des règles de fonctionnement et de sécurité applicables au sein des locaux. Chaque partie demeure responsable, dans les conditions du droit commun, des dommages qui lui sont imputables et dont elle est légalement tenue de répondre. La Pépinière TARRA

demeure responsable de l'entretien général des locaux et des équipements mis à disposition dans les conditions habituelles d'utilisation.

Chaque Partie déclare être titulaire des assurances nécessaires couvrant les risques liés à son activité et aux actions qu'elle organise dans le cadre de la présente convention.

Les Parties s'engagent à informer leur partenaire de tout événement susceptible d'engager leur responsabilité dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Article 8 - Modification de la convention

Toute modification des dispositions de la présente convention devra faire l'objet d'un accord préalable entre les Parties et sera formalisée par voie d'avenant écrit signé par leurs représentants dûment habilités.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les ajustements relatifs aux modalités pratiques de mise en œuvre des actions prévues à l'article 2 (fréquence, calendrier, format des permanences, des ateliers et des immersions) pourront être convenus par simple accord écrit entre les référents désignés par chaque Partie, sans qu'il soit nécessaire de formaliser un avenant, dès lors que ces ajustements n'affectent pas l'économie générale de la convention.

Les éventuels avenants feront partie intégrante de la présente convention et seront soumis aux mêmes règles que celles qui lui sont applicables.

Article 9 - Confidentialité et protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, les Parties peuvent être amenées à échanger des informations relatives aux actions menées, aux jeunes accompagnés ou aux personnes accueillies au sein de la Pépinière TARRA.

Les Parties s'engagent à respecter la confidentialité des informations dont elles auraient connaissance dans le cadre du partenariat et à ne pas les divulguer à des tiers sans l'accord préalable de la Partie concernée.

Cette obligation de confidentialité ne s'applique pas aux informations destinées à être rendues publiques dans le cadre des actions de communication prévues par la présente convention.

Les informations à caractère personnel ou social recueillies par la Mission Locale dans le cadre de l'accompagnement des jeunes relèvent de sa seule responsabilité et de ses propres obligations de confidentialité ; elles ne sont transmises à la Pépinière TARRA qu'avec l'accord préalable de la personne concernée et dans la stricte mesure nécessaire à son orientation, une attention particulière étant portée à la situation des jeunes mineurs le cas échéant accompagnés.

Dans la mesure où la mise en œuvre de la présente convention implique un traitement de données à caractère personnel relatives aux jeunes, porteurs de projets et entreprises accueillis, les Parties s'engagent à respecter les dispositions du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Chaque Partie agit en qualité de responsable de traitement distinct pour les données qu'elle collecte et traite dans le cadre de ses missions propres. Les modalités de collecte, de conservation et, le cas échéant, de partage de ces données feront l'objet, si nécessaire, d'un document annexe précisant les finalités, durées de conservation et destinataires des traitements concernés.

Les obligations prévues au présent article demeureront applicables après l'expiration ou la résiliation de la convention.

Article 10 - Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable à tout différend qui pourrait naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

À défaut d'accord amiable dans un délai raisonnable, tout litige relatif à l'application ou à l'interprétation de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal administratif de Bastia, sous réserve de la qualification retenue pour la présente convention.

Article 11 - Dispositions finales

La présente convention exprime l'intégralité de l'accord intervenu entre les Parties concernant son objet.

Elle est établie en deux exemplaires originaux, chaque Partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire signé.

Fait à _____, le _____

En deux exemplaires originaux.

Pour la Pépinière d'entreprises TARRA
Représentée par son Vice-Président
M. Jean PERENEY

Signature :

Pour la Mission Locale Sud Corse
P/O la directrice
Mme. FOATA Dea

Signature :

ANNEXES

Annexe 1 : Règlement intérieur de la Pépinière TARRA

Annexe 2 : Contenu détaillé du parcours d'initiation à l'entrepreneuriat

Délibération publiée le

21 SEP. 2026

Annexe 2 — Contenu du parcours d'initiation à l'entrepreneuriat

Le parcours se compose de dix ateliers thématiques de deux heures chacun, organisés au sein de TARRA ou dans les locaux de la Mission Locale de Propriano, et animés par une équipe pluridisciplinaire associant l'expertise de la Pépinière TARRA à celle de plusieurs services de la CCSVT. Il peut être suivi en intégralité ou à la carte, module par module, selon les besoins identifiés par la Mission Locale pour chaque jeune.

N°	Atelier	Durée	Intervenant(e)
1	Initiation à la création d'entreprise	2h	Agata Greani — Directrice de TARRA, docteure en sciences de la communication
2	Initiation à la communication interpersonnelle	2h	Agata Greani — Directrice de TARRA, docteure en sciences de la communication
3	Initiation à la communication d'entreprise	2h	Agata Greani — Directrice de TARRA, docteure en sciences de la communication
4	Initiation à la gestion d'entreprise	2h	Marie-Hélène Pisciottu — Gestionnaire de TARRA, régisseur principal
5	Initiation à la comptabilité	2h	Marie-Hélène Pisciottu — Gestionnaire de TARRA, régisseur principal
6	Initiation à la gestion des ressources humaines	2h	Marylin Bonelli — Responsable des ressources humaines à la CCSVT
7	Initiation à l'analyse transactionnelle et aux relations professionnelles	2h	Jean Pereney — Vice-Président de la CCSVT, formateur en analyse transactionnelle
8	Initiation à la gestion des déchets professionnels	2h	Antona Guittonneau — Chargé de mission déchets à la CCSVT
9	Initiation à la gestion de la ressource en eau	2h	Jean-François Biancucci — Chargé de mission eau potable à la CCSVT
10	Comprendre son territoire pour entreprendre	2h	Véronique Venturini — Docteure en géographie, responsable du service développement de la CCSVT

La fréquence des modules, leur calendrier et les modalités de constitution des groupes sont définis conjointement par les Parties, selon les besoins identifiés parmi les jeunes accompagnés et les disponibilités des intervenants : module mensuel, cycles regroupés, sessions trimestrielles ou déclenchement à la demande.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-242010130-20260910-2026-70-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/09/2026
Pour l'autorité compétente par délégation
Délibération publiée le
21 SEP. 2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO TARAVO
SÉANCE DU 10 SEPTEMBRE 2026

Convocations en date du 4 septembre 2026 **Délibération n° 2026-70**

Objet : Convention avec l'ADIE

Le 10 septembre 2026 à 14h30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la pépinière d'entreprises TARRA, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

COMPOSITION DU CONSEIL

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Marie-Ange ANDRÉANI	X		
Paul-Marie BARTOLI	x		
Paul-Félix BENEDETTI	X		
Céline D'ORTOLI		X	
Paul-Joseph CAITUCOLI			x
Caroline CANETTI	x		
Rose-Marie CESARI	x		
Cécile CLAUS			x
Michel COLONNA	x		
Mathias COSTANZO			x
François DE PERETTI	x		
Santa DUVAL	x		
Ghislaine ETTORI	x		
Alain FAGGIANI		x	
Dominique FILONI	x		
Michel GIACOMONI			x
Patrice ISTRIA			x
Jean-Yves LEANDRI	x		
Ange-François LEANDRI	x		
Emmanuel LUCCHINI	x		
Vincent MICHELETTI			x

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Jeannine MONDOLONI	x		
Christophe MONDOLONI			x
José-Pierre MOZZICONACCI	x		
François NICOLAI	x		
Jacques NICOLAI	x		
Jean-Baptiste OLLANDINI	x		
Jean-Charles PAOLI	x		
François PAOLINI	x		
Jean PERENEY	x		
Angélique PIANELLI-CASANOVA	x		
Joseph PUCCI	x		
Anne RICCI BIANCHINI	x		
Margaux ROBINET-MONDOLONI		x	
Antoine ROCCA			x
François-Joseph SCANAVINO	x		
Don Georges SIMEONI	x		
Elisabeth TABERNER	x		
Ange TRAMONI	x		
Laurent TRAMONI		x	
Michel TRAMONI	x		

29 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 41 membres en exercice.

Procurations : 4 : Robinet-Mondoloni Margaux a donné procuration à Colonna Michel, Faggiani Alain a donné procuration à Taberner Elisabeth, D'Ortoli Céline a donné procuration à Duval Santa, Tramoni Laurent a donné procuration à De Peretti François.

Délibération du conseil communautaire en date du 10 septembre 2026 : n°2026-70

Objet : Convention avec l'ADIE

L'Association pour le Droit à l'Initiative Économique (ADIE) est une association solidaire fondée en 1989 par Maria Nowak, reconnue d'utilité publique par décret du 10 janvier 2005. Elle propose du microcrédit professionnel et un accompagnement aux personnes qui n'ont pas accès au crédit bancaire classique. Forte de 195 agences en France et Outre-mer, elle intervient en Corse depuis 1999 au travers de quatre agences (Ajaccio, Porto-Vecchio, Bastia-Cap Corse, Balagne-Cortenais et Plaine Orientale).

TARRA recense parmi les porteurs de projets accompagnés des profils pour lesquels l'accès au financement bancaire classique constitue un frein (absence d'apport, absence de garanties, création en zone rurale ou saisonnière). La note de synthèse relève à ce titre le besoin de renforcer les permanences partenariales existantes (ADIE déjà citée comme partenaire mobilisé), sans que cette présence ait, à ce jour, de cadre conventionnel stabilisé.

La convention vise à faciliter l'accès des porteurs de projets, entrepreneurs et entreprises accueillis par TARRA aux solutions de microcrédit professionnel et de financement de l'ADIE, par la mise en place d'un accompagnement de proximité. Les actions prévues sont :

- Une permanence de l'ADIE au sein de TARRA, à raison d'une fréquence trimestrielle a minima, sous forme de rendez-vous individuels ;
- Des rendez-vous en visioconférence avec un conseiller ADIE, selon une périodicité mensuelle, dans une salle équipée mise à disposition par TARRA ;
- Deux ateliers thématiques par an a minima : financement des exploitations agricoles (avant fin 2026) et microcrédit / entreprises saisonnières (avant la saison touristique) ;
- Une présentation annuelle des différentes sources de financement, réunissant les partenaires du financement et de l'accompagnement ;
- une communication croisée valorisant les dispositifs de chaque partie.

TARRA met gracieusement à disposition de l'ADIE les espaces nécessaires à ces actions ; l'ADIE s'engage en retour à mobiliser son expertise, à relayer les dispositifs de TARRA et à respecter le règlement intérieur de la structure. La convention est conclue à titre gratuit, sans contrepartie financière entre les parties, la mise à disposition gracieuse des locaux étant justifiée par le motif d'intérêt général attaché à la mission de financement solidaire de l'ADIE (association reconnue d'utilité publique) et à la compétence de développement économique de la CCSVT (article L.2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques).

La convention est conclue pour une durée de trois ans renouvelable par accord exprès des parties, avec un bilan annuel des actions menées.

Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les statuts de la Communauté de Communes,
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents ou représentés : 33
Nombre de suffrages exprimés : 33
Nombre de vote pour : 33
Nombre de vote contre : 0

Article 1 : d'autoriser le Président à signer la convention jointe en annexe.

Délibération publiée le

21 SEP. 2023

Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Jean-François LEANDRI

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAIS-VALINCO-TARAVO

Délibération publiée le

21 SEP. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-242010130-20260910-2026-70-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/09/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Délibération publiée le
21 SEP. 2026

CONVENTION DE PARTENARIAT
ADIE – PÉPINIÈRE D'ENTREPRISES TARRA

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5214-16 et L.5211-10 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article L.2125-1 ;

Vu le décret du 10 janvier 2005 portant reconnaissance d'utilité publique de l'Association pour le Droit à l'Initiative Économique (ADIE), publié au Journal officiel de la République française ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais-Valinco-Taravo n° 2026-70 du 10 septembre 2026 autorisant le Président à signer la présente convention

Entre les soussignés :

La Pépinière d'entreprises TARRA, située 1 Cuparchiata, 20110 VIGGIANELLO, gérée par la Communauté de Communes du Sartenais-Valinco-Taravo (CCSVT),

représentée par son Président,
Monsieur Ange-François LEANDRI,

Ci-après dénommée **« la Pépinière TARRA »**

d'une part,

Et

L'Association pour le Droit à l'Initiative Économique (ADIE), association régie par la loi du 1er juillet 1901, reconnue d'utilité publique par décret du 10 janvier 2005, dont le siège social est situé 23 rue des Ardennes, 75019 Paris, et dont la Direction régionale Corse est située à La Fabrique à projets, 3 Cours Favale, 20200 Bastia,

représentée en Corse par son Directeur territorial en Corse,
Monsieur Yvan FRANCHI, dûment habilité(e) aux fins des présentes,

Ci-après dénommée **« l'ADIE »**

d'autre part,

La Pépinière TARRA et l'ADIE sont ci-après désignées individuellement comme une **« Partie »** et conjointement comme les **« Parties ».**

SOMMAIRE

Article 1 - Objet de la convention

Article 2 - Engagements de la Pépinière TARRA et de l'ADIE

Article 3 - Communication et valorisation du partenariat

Article 4 - Modalités financières

Article 5 - Durée, bilan et renouvellement de la convention

Article 6 - Résiliation de la convention

Article 7 - Responsabilité et assurance

Article 8 - Modification de la convention

Article 9 - Confidentialité et protection des données à caractère personnel

Article 10 - Règlement des litiges

Article 11 - Dispositions finales

PRÉAMBULE

La Pépinière d'entreprises TARRA, portée par la **Communauté de Communes du Sartenais-Valinco-Taravo (CCSVT)** dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, a pour vocation de contribuer au dynamisme économique de son territoire en favorisant l'émergence, la création et le développement des initiatives entrepreneuriales.

À ce titre, la Pépinière TARRA accompagne les porteurs de projets, les créateurs et les jeunes entreprises en leur proposant un environnement propice au développement de leur activité, notamment grâce à un accompagnement adapté, à la mise à disposition d'espaces de travail et à la création de synergies entre les différents acteurs économiques du territoire.

Son offre de services s'inscrit dans une démarche globale d'accueil et d'accompagnement des initiatives économiques, en complémentarité avec les dispositifs existants et les projets développés sur le territoire. Elle propose notamment différentes solutions d'hébergement et d'accueil, temporaires ou pérennes, telles que des espaces de travail partagés, des bureaux individuels, des salles de réunion ou de conférence, ainsi que des espaces permettant de favoriser les échanges et la mise en réseau des entrepreneurs.

L'Association pour le Droit à l'Initiative Économique (ADIE), fondée en 1989 par Maria Nowak, économiste pionnière du microcrédit en France, est une association solidaire reconnue d'utilité publique par décret du 10 janvier 2005. Elle défend l'idée que toute personne, même sans capital ni diplôme, peut devenir entrepreneur si elle a accès au crédit et à un accompagnement professionnel, personnalisé, fondé sur la confiance, la solidarité et la responsabilité. Forte de 195 agences sur le territoire national et les Outre-mer, l'ADIE intervient en région Corse depuis 1999 au travers de quatre agences (Ajaccio, Porto-Vecchio, Bastia-Cap Corse et Balagne-Cortenais et Plaine Orientale), sous la responsabilité d'un Directeur territorial.

Dans ce cadre, les Parties souhaitent renforcer leurs liens et développer une coopération visant à faciliter l'accès des porteurs de projets, entrepreneurs et entreprises du territoire aux solutions de

financement et d'accompagnement, ainsi qu'à la diffusion d'informations utiles à la création et au développement des entreprises.

La présente convention a ainsi pour objet de définir les modalités du partenariat entre **la Pépinière TARRA** et **l'ADIE**, dans une démarche de complémentarité, de proximité et de soutien à l'entrepreneuriat sur le territoire du Sartenais-Valinco-Taravo.Elle est conçue comme un cadre souple, appelé à évoluer dans son contenu et ses modalités de mise en œuvre, afin de s'adapter en continu aux besoins réels des entrepreneurs et porteurs de projets du territoire.

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de coopération entre la Pépinière d'entreprises TARRA et l'Association pour le Droit à l'Initiative Économique (ADIE), afin de faciliter l'accès des porteurs de projets, entrepreneurs et entreprises accueillis au sein de la Pépinière TARRA aux solutions de financement et d'accompagnement proposées par l'ADIE.

Dans le cadre de ce partenariat, les Parties souhaitent mettre en commun leurs compétences, leurs réseaux et leurs moyens afin de développer des actions contribuant à :

- Faciliter l'accès des porteurs de projets et des entreprises du territoire aux solutions de microcrédit professionnel et de financement proposées par l'ADIE ;
- Proposer un accompagnement de proximité, notamment par l'organisation de permanences et de rendez-vous individuels, en présentiel et en visioconférence ;
- Organiser des ateliers thématiques répondant aux besoins identifiés par les Parties, notamment en matière de financement des exploitations agricoles et des entreprises saisonnières ;
- Proposer une présentation annuelle des différentes solutions de financement mobilisables par les entrepreneurs et porteurs de projets du territoire ;
- Renforcer la coopération avec le réseau France Services afin de faciliter l'accès des porteurs de projets aux démarches numériques ;
- Développer une communication croisée valorisant les dispositifs proposés par chacune des Parties.

À ce titre, **les Parties** pourront notamment organiser conjointement des permanences, rendez-vous individuels, ateliers, conférences ou tout autre événement répondant aux objectifs du présent partenariat.

Les modalités pratiques de mise en œuvre des actions envisagées sont précisées à **l'article 2** de la présente convention et pourront, en tant que de besoin, faire l'objet d'échanges complémentaires entre les Parties, notamment s'agissant du calendrier prévisionnel figurant en Annexe 2, de la nature des actions organisées et de leur fréquence, afin de s'adapter à l'évolution des besoins identifiés sur le territoire.

Le présent partenariat est conclu à titre non exclusif. La Pépinière TARRA conserve la faculté de conclure des conventions de partenariat comparables avec d'autres organismes intervenant dans l'accompagnement et le financement des entrepreneurs, dans le respect du principe d'égalité d'accès aux espaces et services qu'elle propose.

Article 2 - Engagements de la Pépinière TARRA et de l'ADIE

2.1 - Dispositions générales relatives à l'utilisation des espaces

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature par **les deux Parties.**

Dans le cadre de ce partenariat, **la Pépinière d'entreprises TARRA** met à disposition de **l'ADIE** des espaces destinés à l'organisation de permanences, de rendez-vous individuels, de rendez-vous en visioconférence, de réunions d'information, d'ateliers, de conférences ou d'actions de sensibilisation à destination des publics accueillis par la Pépinière.

Préalablement à toute utilisation des espaces, **l'ADIE** reconnaît avoir pris connaissance du règlement intérieur applicable au sein de la Pépinière TARRA et s'engage à le respecter.

L'ADIE veillera également au respect de ce règlement intérieur par les personnes extérieures qu'elle pourra accueillir dans les locaux mis à disposition dans le cadre de la présente convention.

Tout manquement aux dispositions du règlement intérieur constaté lors de l'utilisation des espaces pourra engager la responsabilité de l'ADIE.

Le règlement intérieur de **la Pépinière TARRA** est porté à la connaissance des utilisateurs et est affiché dans les espaces concernés. Il est annexé à la présente convention (Annexe 1) et en fait partie intégrante.

2.2 - Engagements de la Pépinière TARRA

Dans le cadre du présent partenariat, la Pépinière d'entreprises TARRA s'engage à :

- Mettre gracieusement à disposition de **l'ADIE** un espace adapté permettant l'organisation de permanences, de rendez-vous individuels ainsi que d'actions collectives telles que des conférences, réunions d'information ou ateliers ;
- Mettre à disposition, selon une périodicité mensuelle, une salle équipée permettant la tenue de rendez-vous en visioconférence avec un conseiller de **l'ADIE** cette périodicité pouvant être ajustée d'un commun accord entre les Parties en fonction des besoins exprimés ;
- Arrêter conjointement avec l'ADIE un calendrier prévisionnel des permanences, ateliers et actions organisés dans le cadre du partenariat, sauf accord spécifique entre les Parties en fonction des besoins identifiés et des disponibilités des espaces ; ce calendrier a vocation à être révisé, en tant que de besoin et à tout moment, pour tenir compte de l'évolution des besoins des entrepreneurs et porteurs de projets ;
- Faciliter l'accueil des représentants de l'ADIE et des participants aux actions organisées dans le cadre du partenariat ;

- Assurer une communication relative à la présence et aux actions de l'ADIE au sein de la Pépinière TARRA, notamment via ses supports de communication (site internet, réseaux sociaux et tout autre support approprié) ;

2.3 - Engagements de l'ADIE

Dans le cadre du présent partenariat, l'ADIE s'engage à :

- organiser au sein de **la Pépinière TARRA** une permanence, à raison d'une fréquence trimestrielle a minima, sous forme de rendez-vous individuels, à destination des porteurs de projets et entreprises du territoire souhaitant obtenir des informations sur les solutions de financement, étudier la possibilité de recourir au microcrédit professionnel ou bénéficier d'un premier échange avec un conseiller de **l'ADIE** cette fréquence pouvant être renforcée d'un commun accord si le volume de demandes constaté le justifie ; le démarrage de ces permanences est envisagé fin septembre ou début octobre 2026, sous réserve de la finalisation des modalités pratiques ;
- Proposer, selon une périodicité mensuelle, des rendez-vous en visioconférence avec un conseiller de l'ADIE, dans l'espace mis à disposition à cet effet par la Pépinière TARRA, cette périodicité pouvant être adaptée en concertation avec la Pépinière TARRA en fonction du nombre de demandes constatées ;
- Organiser, a minima deux fois par an, des ateliers thématiques répondant aux besoins identifiés par les **Parties**, portant notamment sur le financement des exploitations agricoles (organisé avant la fin de l'année) et sur le microcrédit et les problématiques rencontrées par les entreprises saisonnières (organisé en amont de la saison touristique et ouvert plus largement à l'ensemble des entreprises et porteurs de projets intéressés) ; Leur nombre et leurs thématiques pourront être augmentés en cours d'année si les besoins identifiés par les Parties le justifient ;
- Participer à une présentation annuelle des différentes sources de financement, organisée au sein de la Pépinière TARRA et réunissant les partenaires susceptibles d'intervenir dans le financement et l'accompagnement des entreprises du territoire ;
- Mobiliser son expertise et son réseau afin de proposer des contenus adaptés aux problématiques rencontrées par les entrepreneurs et porteurs de projets ;
- Associer la Pépinière TARRA aux actions de communication relatives aux événements organisés dans ses locaux ;
- Relayer, lorsque cela est pertinent, les services et dispositifs proposés par la Pépinière TARRA auprès des entrepreneurs, créateurs d'entreprise et acteurs économiques rencontrés dans le cadre de ses missions ;
- Respecter les conditions d'utilisation des espaces mis à disposition ainsi que le règlement intérieur de la Pépinière TARRA.

Article 3 - Communication et valorisation du partenariat

Dans le cadre du présent partenariat, **les Parties** s'engagent à assurer une communication régulière visant à valoriser les actions mises en œuvre conjointement et à promouvoir les objectifs de la présente convention auprès de leurs publics respectifs.

À ce titre, les Parties pourront notamment :

- Relayer les actions organisées dans le cadre du partenariat sur leurs différents supports de communication (sites internet, réseaux sociaux, newsletters, publications institutionnelles ou tout autre support adapté) ;
- Informer leurs adhérents, membres, partenaires et publics respectifs des actions, événements ou initiatives organisés dans le cadre de la présente convention ;
- Valoriser le partenariat à travers des communications communes, notamment lors des événements organisés au sein de **la Pépinière TARRA** ou dans le cadre des actions portées par **l'ADIE.**

Les Parties s'autorisent mutuellement à utiliser leurs dénominations, marques, logos et éléments d'identité visuelle exclusivement dans le cadre de la communication relative au présent partenariat et aux actions qui en découlent.

Toute utilisation des logos, visuels ou éléments de communication de l'une des Parties devra respecter sa charte graphique et faire l'objet d'une validation préalable par la Partie concernée.

Les supports de communication présentant les deux Parties ou faisant référence à leur partenariat devront être validés conjointement avant diffusion.

Chaque Partie demeure seule responsable des informations et contenus qu'elle diffuse sur ses propres supports de communication.

Les Parties s'engagent à préserver l'image, la réputation et les valeurs de leur partenaire dans l'ensemble des communications réalisées dans le cadre de la présente convention.

Article 4 - Modalités financières

La présente convention est conclue à titre gratuit et ne donne lieu à aucune contrepartie financière entre les Parties.

Dans le cadre du présent partenariat, **la Pépinière d'entreprises TARRA** met à disposition de **l'ADIE**, à titre gracieux, les espaces nécessaires à la réalisation des actions prévues dans la présente convention, dans les conditions définies à l'article 2.

Cette mise à disposition à titre gracieux est justifiée par le motif d'intérêt général attaché à la mission d'accompagnement et de financement solidaire des entrepreneurs et porteurs de projets du territoire, laquelle relève de la compétence de développement économique de la Communauté de Communes du Sartenais-Valinco-Taravo, conformément à l'article L.2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques, et fait écho à la mission d'intérêt général reconnue à l'ADIE par le décret du 10 janvier 2005 lui conférant la qualité d'association reconnue d'utilité publique.

Chaque Partie conserve à sa charge les frais, moyens humains et moyens matériels qu'elle engage pour la mise en œuvre des actions relevant de ses propres missions et obligations.

Les actions organisées dans le cadre du présent partenariat sont réalisées dans une logique de coopération et de complémentarité entre les Parties.

Toute action particulière nécessitant des moyens spécifiques, des prestations extérieures ou une participation financière dédiée pourra faire l'objet d'un accord écrit préalable entre les Parties précisant notamment les modalités de financement et de prise en charge des dépenses concernées.

Article 5 - Durée, bilan et renouvellement de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par les deux Parties.

Elle est conclue pour une durée de trois (3) ans à compter de cette date.

Les Parties conviennent de dresser un bilan annuel des actions mises en œuvre dans le cadre du partenariat, notamment à l'occasion de la présentation annuelle des solutions de financement mentionnée à l'article 2.3, afin d'apprécier l'atteinte des objectifs poursuivis et d'ajuster, le cas échéant, le calendrier prévisionnel figurant en Annexe 2. Ce bilan permet notamment d'ajuster, au fil de l'eau, la fréquence et les modalités pratiques des actions prévues à l'article 2, afin de mieux répondre aux besoins des entrepreneurs et porteurs de projets du territoire.

À l'issue de la période de trois ans, la convention pourra être renouvelée par accord exprès et écrit des Parties, formalisé avant son terme.

Les Parties conviennent de se réunir, autant que de besoin et notamment avant l'échéance de la convention, afin de dresser un bilan global des actions réalisées dans le cadre du partenariat et d'envisager les éventuelles adaptations ou évolutions à apporter.

Le renouvellement de la convention pourra notamment tenir compte :

- Du bilan des actions menées ;
- Des besoins identifiés auprès des entrepreneurs et porteurs de projets ;
- Des objectifs communs poursuivis par les Parties ;
- Des éventuelles évolutions de leurs missions respectives.

Article 6 - Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée avant son terme par l'une ou l'autre des Parties en cas de manquement grave ou répété de l'autre Partie à ses obligations contractuelles ou pour un motif d'intérêt général, après mise en demeure adressée par courrier recommandé avec accusé de réception restée sans effet dans un délai de trente (30) jours à compter de sa réception.

En cas de résiliation anticipée, les Parties s'engagent à échanger afin d'assurer, dans la mesure du possible, la continuité ou l'achèvement des actions déjà engagées auprès des bénéficiaires du partenariat.

La résiliation de la présente convention ne donnera lieu à aucune indemnité de part et d'autre.

Article 7 - Responsabilité et assurance

Chaque Partie demeure responsable des engagements, obligations et actions relevant de son propre champ d'intervention dans le cadre de la présente convention.

L'ADIE est responsable des personnes qu'elle accueille dans les espaces mis à disposition par la Pépinière TARRA dans le cadre des actions organisées au titre du présent partenariat. Elle veille notamment au respect des règles de fonctionnement et de sécurité applicables au sein des locaux.

La Pépinière TARRA demeure responsable de l'entretien général des locaux et des équipements mis à disposition dans les conditions habituelles d'utilisation.

Chaque Partie déclare être titulaire des assurances nécessaires couvrant les risques liés à son activité et aux actions qu'elle organise dans le cadre de la présente convention.

Les Parties s'engagent à informer leur partenaire de tout événement susceptible d'engager leur responsabilité dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Article 8 - Modification de la convention

Toute modification des dispositions de la présente convention devra faire l'objet d'un accord préalable entre les Parties et sera formalisée par voie d'avenant écrit signé par leurs représentants dûment habilités.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les ajustements relatifs aux modalités pratiques de mise en œuvre des actions prévues à l'article 2 (fréquence, calendrier, format des permanences et des ateliers) pourront être convenus par simple accord écrit entre les référents désignés par chaque Partie, sans qu'il soit nécessaire de formaliser un avenant, dès lors que ces ajustements n'affectent pas l'économie générale de la convention.

Les éventuels avenants feront partie intégrante de la présente convention et seront soumis aux mêmes règles que celles qui lui sont applicables.

Article 9 - Confidentialité et protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, les Parties peuvent être amenées à échanger des informations relatives aux actions menées, aux projets accompagnés ou aux personnes accueillies au sein de la Pépinière TARRA.

Les Parties s'engagent à respecter la confidentialité des informations dont elles auraient connaissance dans le cadre du partenariat et à ne pas les divulguer à des tiers sans l'accord préalable de la Partie concernée.

Cette obligation de confidentialité ne s'applique pas aux informations destinées à être rendues publiques dans le cadre des actions de communication prévues par la présente convention.

Les informations à caractère personnel ou financier recueillies par l'ADIE dans le cadre de l'instruction des demandes de financement relèvent de sa seule responsabilité et de ses propres obligations de confidentialité ; elles ne sont en aucun cas transmises à la Pépinière TARRA sans l'accord préalable de la personne concernée.

Dans la mesure où la mise en œuvre de la présente convention implique un traitement de données à caractère personnel relatives aux porteurs de projets, entrepreneurs et entreprises accueillis, les Parties s'engagent à respecter les dispositions du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Chaque Partie agit en qualité de responsable de traitement distinct pour les données qu'elle collecte et traite dans le cadre de ses missions propres. Les modalités de collecte, de conservation et, le cas échéant, de partage de ces données feront l'objet, si nécessaire, d'un document annexe précisant les finalités, durées de conservation et destinataires des traitements concernés.

Les obligations prévues au présent article demeureront applicables après l'expiration ou la résiliation de la convention.

Article 10 - Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable à tout différend qui pourrait naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

À défaut d'accord amiable dans un délai raisonnable, tout litige relatif à l'application ou à l'interprétation de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal administratif de Bastia, sous réserve de la qualification retenue pour la présente convention.

Article 11 - Dispositions finales

La présente convention exprime l'intégralité de l'accord intervenu entre les Parties concernant son objet.

Elle est établie en deux exemplaires originaux, chaque Partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire signé.

Fait à _____, le _____

En deux exemplaires originaux.

Pour la Pépinière d'entreprises TARRA

Représentée par son Vice Président

M. Jean PERENEY

Signature :

Pour l'ADIE

Représentée par son Directeur territorial

M. Yvan FRANCHI

Signature :

Annexes

Annexe 1 : Règlement intérieur de la Pépinière TARRA

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel des actions

Annexe 2 - Calendrier prévisionnel des actions

Action	**Échéance envisagée**
Finalisation du projet de convention	Été / rentrée 2026
Signature de la convention	Septembre 2026
Première permanence de l'ADIE	Fin septembre / début octobre 2026
Atelier sur le financement des exploitations agricoles	Avant décembre 2026
Mise en place des rendez-vous en visioconférence	Périodicité mensuelle, date de démarrage à définir
Atelier sur le microcrédit et les entreprises saisonnières	Avant la saison touristique
Présentation annuelle des différentes sources de financement	À programmer

Délibération publiée le

21 SEP. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-242010130-20260910-2026-71-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/09/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Délibération publiée le
21 SEP. 2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO TARAVO

SÉANCE DU 10 SEPTEMBRE 2026

Convocations en date du 4 septembre 2026 **Délibération n° 2026-71**

Objet : Modification du temps de travail – passage à temps complet (35 heures hebdomadaires) d'un agent au grade d'adjoint administratif principal de 2ème classe

Le 10 septembre 2026 à 14h30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la pépinière d'entreprises TARRA, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

COMPOSITION DU CONSEIL

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Marie-Ange ANDRÉANI	X		
Paul-Marie BARTOLI	x		
Paul-Félix BENEDETTI	X		
Céline D'ORTOLI		X	
Paul-Joseph CAITUCOLI			x
Caroline CANETTI	x		
Rose-Marie CESARI	x		
Cécile CLAUS			x
Michel COLONNA	x		
Mathias COSTANZO			x
François DE PERETTI	x		
Santa DUVAL	x		
Ghislaine ETTORI	x		
Alain FAGGIANI		x	
Dominique FILONI	x		
Michel GIACOMONI			x
Patrice ISTRIA			x
Jean-Yves LEANDRI	x		
Ange-François LEANDRI	x		
Emmanuel LUCCHINI	x		
Vincent MICHELETTI			x

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Jeannine MONDOLONI	x		
Christophe MONDOLONI			x
José-Pierre MOZZICONACCI	x		
François NICOLAI	x		
Jacques NICOLAI	x		
Jean-Baptiste OLLANDINI	x		
Jean-Charles PAOLI	x		
François PAOLINI	x		
Jean PERENEY	x		
Angélique PIANELLI-CASANOVA	x		
Joseph PUCCI	x		
Anne RICCI BIANCHINI	x		
Margaux ROBINET-MONDOLONI		x	
Antoine ROCCA			x
François-Joseph SCANAVINO	x		
Don Georges SIMEONI	x		
Elisabeth TABERNER	x		
Ange TRAMONI	x		
Laurent TRAMONI		x	
Michel TRAMONI	x		

29 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 41 membres en exercice.

Procurations : 4 : Robinet-Mondoloni Margaux a donné procuration à Colonna Michel, Faggiani Alain a donné procuration à Taberner Elisabeth, D'Ortoli Céline a donné procuration à Duval Santa, Tramoni Laurent a donné procuration à De Peretti François.

Délibération du conseil communautaire en date du 10 septembre 2026 : n°2026-71

Objet : Modification du temps de travail – passage à temps complet (35 heures hebdomadaires) d'un agent au grade d'adjoint administratif principal de 2ème classe

Le Président propose au Conseil communautaire d'approuver le passage à temps complet (de 30 heures à 35 heures hebdomadaires) d'un agent ayant le grade d'adjoint administratif principal de 2ème classe au sein de la pépinière d'entreprises TARRA.

Lors de son transfert auprès de la CCSVT en mars 2025 via une intégration directe, l'agent avait conservé son volume horaire de 30 heures issu de son précédent poste à la Mairie de Viggianello.

Ce format était adapté à la phase de lancement de la pépinière, mais ne correspond plus aux besoins actuels de la structure.

L'augmentation du temps de travail s'appuie sur quatre arguments majeurs :

- Élargissement des responsabilités : Ses missions vont aujourd'hui bien au-delà de la simple gestion administrative (accueil, gestion des réservations hors horaires, logistique événementielle, gestion des stocks et animation du lieu).
- Rôle de régisseur principal : Elle est chargée de l'encaissement des recettes et du suivi comptable, une fonction qui exige une forte disponibilité et une présence sécurisée sur le site.
- Continuité du service : La pépinière nécessite une couverture horaire large pour répondre aux demandes des usagers et éviter la perte de réservations de salles.
- Sécurisation de la structure : L'équipe de TARRA ne comptant que deux agents, la présence à temps complet permet de garantir le fonctionnement du site, notamment en cas d'absence de l'autre agent.

Pour acter cette modification validée en Bureau (7 juillet 2026) et en CST (5 août 2026), il est demandé au Conseil communautaire :

1. D'approuver le passage à 35 heures de l'agent.
2. De modifier le tableau des effectifs de l'établissement en conséquence (remplacement d'un poste à 30/35ème par un poste à temps complet).
3. D'autoriser le Président à effectuer les démarches administratives nécessaires (déclaration de vacance auprès du Centre de gestion, arrêtés, actes budgétaires).

Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les statuts de la Communauté de Communes,
Vu, l'avis favorable du CST en date du 5 août 2026,
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents ou représentés : 33
Nombre de suffrages exprimés : 33
Nombre de vote pour : 33
Nombre de vote contre : 0

Article 1 : d'approuver le passage à 35 heures de l'agent.

Article 2 : modifier le tableau des effectifs de l'établissement en conséquence (remplacement d'un poste à 30/35ème par un poste à temps complet).

Article 3 : d'autoriser le Président à effectuer les démarches administratives nécessaires (déclaration de vacance auprès du Centre de gestion, arrêtés, actes budgétaires).

Délibération publiée le

21 SEP. 2026

Article 4 : que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAIS-VALINCO-TARAVO

Délibération publiée le

21 SEP. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-242010130-20260910-2026-72-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/09/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Délibération publiée le

21 SEP. 2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO TARAVO

SÉANCE DU 10 SEPTEMBRE 2026

Convocations en date du 4 septembre 2026 **Délibération n° 2026-72**

Objet : Règlement intérieur

Le 10 septembre 2026 à 14h30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la pépinière d'entreprises TARRA, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

COMPOSITION DU CONSEIL

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Marie-Ange ANDRÉANI	X		
Paul-Marie BARTOLI	x		
Paul-Félix BENEDETTI	X		
Céline D'ORTOLI		X	
Paul-Joseph CAITUCOLI			x
Caroline CANETTI	x		
Rose-Marie CESARI	x		
Cécile CLAUS			x
Michel COLONNA	x		
Mathias COSTANZO			x
François DE PERETTI	x		
Santa DUVAL	x		
Ghislaine ETTORI	x		
Alain FAGGIANI		x	
Dominique FILONI	x		
Michel GIACOMONI			x
Patrice ISTRIA			x
Jean-Yves LEANDRI	x		
Ange-François LEANDRI	x		
Emmanuel LUCCHINI	x		
Vincent MICHELETTI			x

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Jeannine MONDOLONI	x		
Christophe MONDOLONI			x
José-Pierre MOZZICONACCI	x		
François NICOLAI	x		
Jacques NICOLAI	x		
Jean-Baptiste OLLANDINI	x		
Jean-Charles PAOLI	x		
François PAOLINI	x		
Jean PERENEY	x		
Angélique PIANELLI-CASANOVA	x		
Joseph PUCCI	x		
Anne RICCI BIANCHINI	x		
Margaux ROBINET-MONDOLONI		x	
Antoine ROCCA			x
François-Joseph SCANAVINO	x		
Don Georges SIMEONI	x		
Elisabeth TABERNER	x		
Ange TRAMONI	x		
Laurent TRAMONI		x	
Michel TRAMONI	x		

29 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 41 membres en exercice.

Procurations : 4 : Robinet-Mondoloni Margaux a donné procuration à Colonna Michel, Faggiani Alain a donné procuration à Taberner Elisabeth, D'Ortoli Céline a donné procuration à Duval Santa, Tramoni Laurent a donné procuration à De Peretti François.

Délibération du conseil communautaire en date du 10 septembre 2026 : n°2026-72

Objet : Règlement intérieur

Le Président rappelle aux membres du Conseil que le précédent règlement intérieur avait fait l'objet d'un examen et d'une validation lors de sa session du 5 mars 2021.

Aussi, compte tenu des évolutions réglementaires, notamment le décret sur les autorisations spéciales d'absence (ASA) ou la réforme sur le CST, et des nouveaux besoins de l'établissement dans le domaine, il est proposé d'adopter le nouveau règlement intérieur tel qu'il figure en annexe.

Il est précisé que ce document a reçu un avis favorable du CST lors de sa séance du 5 août 2026.

Outre les questions de forme (le CT est devenu le CST, ...) et le décret sur les ASA qui modifie les règles applicables, il est à noter que ce document intègre les problématiques d'addiction et encadre les modalités de contrôle.

Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les statuts de la Communauté de Communes,
Vu, l'avis favorable du CST en date du 5 août 2026,
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents ou représentés : 33
Nombre de suffrages exprimés : 33
Nombre de vote pour : 33
Nombre de vote contre : 0

Article 1 : d'adopter le règlement intérieur tel qu'il figure en annexe.

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAIS-VALINCO-TARAVO

Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-242010130-20260910-2026-72-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/09/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Délibération publiée le
21 SEP. 2026

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
Sartenais Valinco Taravo

Règlement Intérieur

Le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 2005 modifié relatif à l'hygiène et la sécurité ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale,

La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée par les lois du le 19 février 2007 et du 5 juillet 2010, définit le droit de la prévention applicable ainsi que l'organisation et les missions des principaux acteurs de la prévention

Préambule

Le présent règlement intérieur a pour but d'organiser la vie et les conditions d'exécution du travail dans l'établissement. Il pourra être complété par des notes de service ou circulaires internes, qui seront soumises aux mêmes consultations et formalités que le présent règlement, et modifié, autant que de besoin, pour suivre l'évolution de la réglementation ainsi que les nécessités de service.

Le présent règlement s'applique à tous les personnels employés par l'établissement quel que soit leur statut (titulaire, non titulaire, public, privé, saisonniers ou occasionnels). Il concerne l'ensemble des locaux et lieux d'exécution des tâches.

Dès son entrée en vigueur, un exemplaire du présent règlement sera notifié à chaque agent de l'établissement. Il sera en outre consultable au sein du service ressources humaines.

Tout agent recruté ultérieurement à son entrée en vigueur en recevra également un exemplaire.



Le temps de travail

L'organisation du temps de travail :

La durée annuelle de travail effectif est de 1607 heures maximum pour un agent à temps complet, heures supplémentaires non comprises mais journée de solidarité incluse.

La durée de travail effectif est considérée comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.

L'organisation du travail doit respecter les garanties minimales ci-dessous :

- la durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni 48 heures au cours d'une même semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période quelconque de douze semaines consécutives,
- le repos hebdomadaire, qui comprend en principe le dimanche, ne peut être inférieur à 35 heures,
- la durée quotidienne du travail peut être continue ou discontinue et ne peut excéder 10 heures,
- l'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à 12 heures,
- les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de 11 heures entre deux jours de travail consécutifs,
- une pause d'une durée minimale de 20 minutes doit être accordée pour toute période de travail de 6 heures consécutives,
- le temps de repas doit être d'une durée minimale de 45 minutes.

Le temps de travail hebdomadaire :

La durée légale du temps de travail est de 35 heures par semaine pour un agent à temps complet.

L'organe délibérant peut créer des postes à temps non complet. Les agents nommés sur ces postes sont employés pour la durée hebdomadaire fixée par délibération. Ils pourront également bénéficier d'un temps partiel sous certaines conditions.

Les agents à temps complet peuvent demander à leur employeur d'accomplir un temps partiel. Celui-ci leur sera accordé de droit ou sur autorisation selon leur situation. Dans tous les cas, il ne peut être inférieur au mi-temps.

L'ensemble des modalités liées au temps partiel est fixé par délibération après avis du Comité Social Territorial.

Horaire quotidien - Amplitude. Horaire en vigueur dans l'établissement.

Il peut être continu ou discontinu et peut excéder dix heures.

L'amplitude maximale de la journée est fixée à douze heures.

Le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures.

Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de onze heures entre 2 jours consécutifs de travail.

Une pause de 10 minutes est accordée toutes les 3 heures et une pause d'au moins 20 minutes est accordée par tranche de 6 heures de travail continu.

Référence : Art 6 du décret 2000-815 du 25 août 2000

1) Pour le personnel administratif (du lundi au vendredi) :

- Pour le personnel accueillant du public.

Les horaires de travail sont de 9 h 00 à 12 h et de 14 h 00 à 16 h 30.

- Pour les autres personnels administratifs.

Les plages horaires de présences obligatoires sont les suivantes :

10 h / 12 h ...14 h / 16 h

Le solde d'heures restantes devra être effectué sur les plages horaires suivantes :

8 h / 10 h .....12 h / 14 h ....16 h / 19 h

2) Pour le personnel technique (du lundi au samedi) :

Les jours et horaires de travail s'étaleront du lundi au samedi et sur une plage horaire variable de 6 h à 19 h 30 en fonction des besoins du service.

Un planning hebdomadaire fixe les horaires de travail des personnels conformément à la plage horaire citée ci-dessus.

Annualisation du temps de travail - notion de cycle de travail.

Les horaires de travail sont modulés suivant différents cycles de travail. La durée des cycles, les bornes quotidiennes et hebdomadaires de travail, les modalités de repos et de pause dans le respect des garanties minimales, sont définies ci-après :

Au sein de cet établissement, la durée de travail est de 35 heures.

Ces cycles peuvent être définis par service ou par nature de fonction.

Les agents travaillant en de ça des heures hebdomadaires en fonction de la période hivernale, peut être invité à effectuer des tournées plus longues pendant les périodes estivales.

Les heures supplémentaires et heures complémentaires :

Les agents à temps complet peuvent être amenés à titre exceptionnel, à effectuer des heures supplémentaires.

Après accord du responsable hiérarchique et de l'autorité territoriale, les heures supplémentaires pourront être soit :

- Récupérées dans des conditions compatibles avec le bon fonctionnement et la continuité du service,
- Rémunérées dans la limite des possibilités statutaires.

Les agents à temps non complet peuvent être amenés exceptionnellement à effectuer des heures complémentaires jusqu'à 35 heures puis des heures supplémentaires au-delà. Celles-ci pourront également être récupérées ou rémunérées après accord du responsable hiérarchique et de l'autorité territoriale.

L'ensemble des modalités liées aux heures supplémentaires et complémentaires est fixé par délibération après avis du Comité Social Territorial.

Les astreintes et permanences :

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration. La durée de cette intervention est considérée comme un temps de travail effectif, ainsi que le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail.

La permanence correspond à l'obligation faite à un agent de se trouver sur son lieu de travail habituel, ou un lieu désigné par son chef de service, pour nécessités de service, un samedi, un dimanche, ou lors d'un jour férié.

Ces périodes d'astreinte ou de permanence donnent lieu :

- Pour les agents de l'ensemble des cadres d'emplois hormis ceux de la filière technique, une indemnité ou une compensation pour les astreintes et les permanences,
- Pour les agents de l'ensemble des cadres d'emplois de la filière technique, une indemnité pour rémunérer les astreintes et les permanences mais pas de possibilité de repos compensateur.

Les cas de recours aux astreintes ou aux permanences, la liste des emplois concernés et les modalités d'organisation sont fixés par la délibération en date **du 2 juillet 2018** après avis du Comité technique du **26 juin 2018.**

Les congés annuels :

Tout agent en activité a droit, pour une année de services accomplis, du 1er janvier au 31 décembre, à un congé annuel d'une durée égale à cinq fois ses obligations hebdomadaires de service. Les agents arrivant au sein de l'établissement en cours d'année, ont une durée de congés calculée au prorata de leur temps de présence.

Des jours de congés supplémentaires dits de fractionnement sont attribués lorsque l'agent utilise ses congés annuels en dehors de la période du 1er mai N au 31 octobre N.

Ceux-ci sont attribués de la façon suivante :

- 1 jour supplémentaire si l'agent a pris 5, 6 ou 7 jours en dehors de la période précitée,
- 2 jours supplémentaires si l'agent a pris au moins 8 jours en dehors de la période précitée.

Les congés annuels doivent être demandés, au supérieur hiérarchique, par l'agent préalablement à son départ. La demande doit être formulée via le formulaire prévu à cet effet au moins 10 jours avant le départ de l'agent.

Les congés annuels sont ensuite accordés par le supérieur hiérarchique en fonction des nécessités de service.

Les agents doivent prendre la totalité de leurs congés annuels ainsi que les jours de fractionnement avant le 31 décembre. Néanmoins, en cas de congés pour indisponibilité physique prévus par l'article 57 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale (congé de maladie, de longue maladie, maternité...), le report des congés annuels qui n'ont pu être pris de ce fait est automatique. Toutefois, si l'**agent** n'a pas pu prendre tout ou partie de ses **congés** du fait d'une absence prolongée pour raison de santé, les **congés** non pris sont automatiquement reportés. Ce **report est** limité à 4 semaines de **congés** sur une période de 15 mois maximum.

En outre, l'autorité territoriale peut autoriser le report des congés sur l'année suivante et en fixer les modalités.

Les jours fériés :

Un jour de repos (exemple : jour de temps partiel) tombant un jour férié ne donne droit à aucune récupération ni gratification.

Le travail des jours fériés peut être gratifié par une indemnité prévue par la réglementation à l'appui d'une délibération de l'organe délibérant.

La fête du 1er mai doit, quant à elle, être obligatoirement chômée et payée, à l'exception des établissements ou des services qui en raison de la nature de leur activité ne peuvent interrompre le travail.

Par conséquent, le travail du 1er mai exercé dans le cadre de l'obligation de la continuité du service est obligatoirement compensé :

- soit les agents perçoivent des heures supplémentaires au taux des heures du dimanche et jours fériés à la condition qu'un régime indemnitaire ait été institué,
- soit la journée du 1er mai est récupérée heure pour heure.

La journée de solidarité :

En application des dispositions de l'article L. 3133-7 du Code du travail et des articles L. 621-1 à L. 621-3 du Code général de la fonction publique, une journée de solidarité est instituée en vue d'assurer le financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées.

Cette journée prend la forme d'une journée de travail supplémentaire non rémunérée pour les agents à temps complet. Pour les agents à temps partiel ou à temps non complet, cette durée est calculée au prorata de leur temps de travail.

L'accomplissement de la journée de solidarité est fixé au Lundi de Pentecôte. Ce jour est par conséquent un jour de travail normal pour l'ensemble du personnel.

Le compte épargne temps (CET) :

Le CET est ouvert à la demande de l'agent titulaire exerçant ses fonctions de manière continue depuis au moins un an, via le formulaire prévu à cet effet.

Le CET peut être alimenté, par journées entières, avant le 31 décembre de chaque année par des :

Le nombre total des jours inscrits sur le CET ne peut excéder soixante jours.

En fonction des possibilités ouvertes par délibération après avis du Comité Social Territorial, le CET peut être utilisé au choix de l'agent par :

- le maintien des jours en vue d'une utilisation ultérieure (dans la limite des 60 jours),
- la pose de congés annuels, en fonction des nécessités de service (sauf si ceux-ci sont posés à l'issue d'un congé maternité, d'adoption, de paternité, ou d'un congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie),
- le paiement forfaitaire des jours (au-delà des 20 jours sur le CET),
- la prise en compte des jours au titre du régime de retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP) (au-delà des 20 jours sur le CET).

Les autorisations d'absence :

Ces autorisations d'absence sont fixées sur décision après avis du Comité Social Territorial.

Les autorités territoriales ont la possibilité sous couvert de négociation avec les organisations syndicales de modifier le nombre de jours octroyés.

Elles doivent être prises au moment de l'évènement et sur justificatif.

Le supérieur hiérarchique peut néanmoins refuser certaines autorisations d'absence pour nécessités de service à l'exception des autorisations relatives au mariage, au PACS, au décès d'un proche ou à l'annonce d'un handicap ou d'une maladie chez l'enfant.

Les autorisations d'absence pour soigner un enfant malade ou en assurer momentanément la garde :

Ces autorisations d'absence peuvent être accordées :

- aux agents parents d'un enfant de moins de 16 ans ou sans limite d'âge dans le cas d'un enfant handicapé,
- sous présentation d'un certificat médical ou de toute pièce justifiant la présence d'un des parents auprès de l'enfant.

Ces autorisations sont accordées par famille et par année civile.

Le nombre de jours octroyé est égale aux obligations hebdomadaires plus un jour (soit 6 jours pour un agent à temps complet). Il est possible de porter à deux fois les obligations hebdomadaires de service plus deux jours (soit 12 jours pour un agent à temps complet) lorsque :

- l'agent assume seul la charge de l'enfant,
- le conjoint de l'agent est à la recherche d'un emploi,

- le conjoint de l'agent ne bénéficie d'aucune autorisation d'absence rémunérée pour soigner un enfant ou en assurer momentanément la garde.

Les autorisations d'absence pour évènements familiaux :

Type d'évènement	Lien de parenté	Nombre de jours octroyés
Mariage ou PACS	Agent	5
	Enfant	3
	Ascendant, frère, sœur, oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-sœur	1
Décès	Du conjoint mariage, Pacs, vie maritale enfant, père, mère, beau-père, belle-mère	3
	Ascendants, frère, sœur, oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-sœur	3
Maladie très grave et/ou hospitalisation	Conjoint, enfant, père, mère,	4 jours
	Ascendants, frère, sœur, oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-sœur	2
Naissance Adoption cumulable avec les 11 jours de congé paternité	Père	3
Annonce de la survenue d'un handicap ou d'une maladie grave chez un enfant		5
Déménagement	Propre à l'agent	1
Rentrée des classe		½
Fête de fin d'année des enfants scolarisés		½
Don du sang		Le temps du don

Ces absences doivent intervenir strictement au moment de l'évènement. Ils seront pris de façon consécutive (avant et après un week-end) - comprenant ou pas le jour de l'évènement.

Les mêmes conditions s'appliquant à tous les agents de l'établissement. L'agent doit fournir la preuve matérielle de l'événement sur présentation d'une pièce justificative (acte de décès, certificat médical...).

Les autorisations d'absence sont à distinguer des congés annuels. Lorsque l'événement survient durant une période où l'agent est absent du service, notamment pour congés annuels ou congés de maladie, aucune autorisation d'absence ne peut lui être accordée et aucune récupération n'est possible.

Pour certains événements (en cas de décès, par exemple), des autorisations d'absence supplémentaires pour délais de route peuvent être accordées aux agents, lorsqu'ils doivent effectuer des déplacements. Ces délais de route sont laissés à l'appréciation de l'autorité territoriale.

Trajet aller + retour avion, 2 jours supplémentaires.

Les autorisations d'absence liées à la maternité :

Objet	Durée	Modalités
Aménagement des horaires de travail	1h par jour maximum à partir du 1er jour du 3ème mois de grossesse	Autorisation susceptible d'être accordée sous réserve des nécessités horaires du service + sur demande de l'agent + avis du médecin de prévention préalables -
Séances préparatoires à l'accouchement	Durée des séances	Autorisation susceptible d'être accordée après avis du médecin de prévention au vu des pièces justificatives
Examens médicaux obligatoires (art L 1225-16 du code du travail)	Durée de l'examen	Autorisation accordée de droit pour la mère (circulaire FPT) La personne liée à elle (mariage, pacs, vie maritale) bénéficie également d'une autorisation d'absence pour trois examens obligatoires au maximum -
Actes médicaux nécessaires pour la procréation médicalement assistée (art. L 1225-16 du code du travail)	Durée de l'examen	Autorisation accordée de droit pour la mère. La personne liée à elle (mariage, pacs, vie maritale) bénéficie également d'une autorisation d'absence -
Allaitement L 1225- 30 du code du Travail	1h par jour maximum, à prendre en 2 fois pendant une année à compter de la naissance	Susceptible d'être accordée si proximité du lieu de garde de l'enfant -

Le congé complémentaire lié à la paternité en cas d'hospitalisation immédiate de l'enfant après la naissance.

Congé de paternité et d'accueil d'enfant :

Le père, le conjoint de la mère ou la personne liée à elle par un PACS ou vivant maritalement avec elle a droit à **un congé supplémentaire** en cas d'hospitalisation immédiate de l'enfant

après la naissance. Ce congé est d'une durée maximale de 30 jours et doit être pris dans les 4 mois suivant la naissance. Il se cumule avec les 11 jours de congé de paternité (ou 18 jours en cas de naissances multiples) et aux trois jours de naissance.

Les autorisations d'absence liées à la maternité :

Les femmes enceintes peuvent bénéficier d'une autorisation d'absence à compter de leur troisième mois de grossesse, dans la limite d'une heure par jour.

Elles peuvent également bénéficier d'autorisations d'absence de droit pour les examens médicaux liés au suivi de grossesse et d'autres pour les séances préparatoires à l'accouchement.

Les autorisations d'absence liées à des motifs syndicaux et professionnels :

Type d'évènement	Nombre de jours octroyés
Représentants des organisations syndicales pour participer aux congrès ou réunions des organismes directeurs des unions fédérations ou confédérations de syndicats **non représentées au Conseil Commun de la FP**	10 jours par an
Représentants des organisations syndicales pour participer aux congrès ou réunions des organismes directeurs des unions fédérations ou confédérations de syndicats **représentées au Conseil Commun de la FP**	20 jours par an
Représentants aux CAP et organismes statutaires (CT, CHSCT, conseil de discipline...)	Le délai de route, la durée de la réunion et le délai de préparation et/ou de compte rendu de la réunion à équivalence de la durée de la réunion
Concours et examens	Le(s) jour(s) des épreuves
Formation professionnelle	Le temps de la formation
Visite devant le médecin de prévention dans le cadre de la surveillance médicale obligatoire des agents (tous les 2 ans) Examens médicaux complémentaires, pour les agents soumis à des risques particuliers, les handicapés et les femmes enceintes.	Le temps de la visite ou des examens

Autorisations d'absence pour motif civiques :

Objet	*Durée*	*Modalités*
Jury d'assises (Rép. Min. n° 1303 du 17 juil. 1997)	Durée de la session	De droit et obligatoire sous peine de sanction financière Rémunération maintenue, déduction de l'indemnité de session possible.

Mandat électif	Autorisation d'absence pour participation aux séances plénières des assemblées locales ainsi qu'aux réunions des commissions. Crédit d'heures accordé pour administration de la commune et préparation des réunions Aux maires commune d'au - 10 000 hts : 140h/trimestre commune - de 10 000 hts : 105h/trimestre Aux adjoints commune d'au - 30 000 hts : 140h/trimestre commune de 10 000 à 29 999 hts : 105h/trimestre commune - de 10 000 : 52h30/trimestre Aux conseillers municipaux commune d'au - 100 000 hts : 52h30/trimestre commune de 30 000 à 99 999 hts : 35h/trimestre commune de 10 000 à 29 999 hts : 21h/trimestre commune de 3500 à 9 999 hts : 10h30/trimestre A partir du 01/01/2016 : commune de - de 3 500 habitants : 7h/trimestre Conseiller départemental ou régional : 105h/trimestre - Président ou Vice-Président CD	De droit Information par écrit 3 jours avant de la date et durée de l'absence envisagée Pas de report du crédit d'un trimestre sur l'autre Si pertes de revenu et pas d'indemnités de fonction : compensation possible par la commune (limitée à 24h par élu et par an) Le crédit d'heures est réduit en cas de travail à temps partiel.
Sapeurs-pompiers volontaires formation initiale	30 jours au moins répartis au cours de la période probatoire (1 à 3 ans) de l'engagement dont au moins 10 jours la première année	Autorisation d'absence ne pouvant être refusée qu'en cas de nécessité impérieuse de service Φ Obligation de motivation de la décision de refus, notification à l'intéressé et transmission au SDIS Φ Information de l'autorité territoriale par le SDIS deux mois au moins à l'avance sur les dates et la durée des actions de formation Φ Établissement recommandé d'une convention entre l'autorité territoriale et le SDIS pour encadrer les modalités de délivrance des autorisations d'absence
Sapeurs-pompiers volontaires formation de prévention	Sapeurs-pompiers volontaires Interventions	
Sapeurs-pompiers volontaires Interventions	Durée des interventions	

<u>Les absences pour accident de service ou de trajet et pour congés de maladie</u> :

En cas d'accident de service ou de trajet, les agents doivent en informer au plus vite leur supérieur hiérarchique ou le service des ressources humaines afin que la déclaration d'accident soit effectuée et que les démarches administratives soient entreprises.

En cas de maladie, les agents doivent prévenir rapidement leur supérieur hiérarchique ou le service des ressources humaines.

Les agents stagiaires et titulaires doivent, ensuite, conserver le volet 1 et envoyer les volets 2 et 3 de leur certificat médical, dans les 48 heures, au service des ressources humaines.

Les agents non titulaires doivent, quant à eux, envoyer les volets 1 et 2 de leur certificat médical, à la CPAM et le volet 3 au service des ressources humaines dans les 48 heures également.



L'accès et l'usage des locaux et du matériel

Les locaux :

Le personnel n'a accès aux locaux de la collectivité (ou de l'établissement public) que pour l'exécution de son travail et ne dispose d'aucun droit d'entrée ou de maintien dans les locaux en dehors des heures de travail, sauf pour motif tenant à l'intérêt du service.

Les locaux sont exclusivement réservés aux activités professionnelles des agents.

Par conséquent, sauf autorisation expresse donnée par l'autorité territoriale, il est interdit :

- d'y accomplir des travaux personnels,
- d'y introduire des personnes extérieures au service,
- de vendre, d'échanger et de distribuer des marchandises.

Les agents devront maintenir en état de propreté et de sécurité les locaux, maîtriser les dépenses en énergie et signaler sans tarder à sa hiérarchie toute anomalie constatée.

L'affichage sur les murs est interdit en dehors des panneaux muraux réservés à cet effet.

Des panneaux d'affichage sont mis à disposition du service ressources humaines et des organisations syndicales, à l'entrée du bâtiment.

L'usage du matériel :

Tout agent est tenu de conserver en bon état le matériel qui lui est confié pour l'exécution de son travail et ne peut l'utiliser qu'à des fins professionnelles.

Toute appropriation personnelle ou utilisation à titre personnel du matériel appartenant à la collectivité sans autorisation est strictement interdite.

Il est également interdit d'envoyer toute correspondance personnelle aux frais de la collectivité.

Seul le matériel fourni par la collectivité peut être utilisé par l'agent. L'utilisation de matériel personnel dans le cadre de l'activité professionnelle est soumise à autorisation expresse du responsable.

Les agents doivent veiller à maintenir en état de sécurité les valeurs, les matériels et les locaux placés sous leur responsabilité après leur départ.

Lors de sa cessation de fonctions, l'agent doit restituer tous les matériels (clés, badge, outils...) et documents en sa possession appartenant à la collectivité (ou l'établissement).

L'utilisation de véhicules de service et frais de déplacement :

Tout déplacement à l'extérieur de la résidence administrative nécessite un ordre de mission.

La conduite d'un véhicule de service est strictement subordonnée à la possession du permis de conduire en état de validité. L'agent s'engage à informer immédiatement sa hiérarchie en cas de rétention, de suspension ou d'annulation de son permis de conduire.

Il est interdit :

- de dévier, pour des besoins personnels, des itinéraires fixés dans le cadre de la mission,
- de transporter dans un véhicule de l'établissement, y compris à titre gracieux, toutes personnes ou marchandises, en dehors de ceux ou celles liés à la mission.

Toute utilisation d'un véhicule de service doit figurer sur un carnet de bord mentionnant la date, la destination, le kilométrage parcouru et le nom du conducteur.

L'autorité territoriale peut autoriser par écrit (ordre de mission) un agent à utiliser son véhicule personnel pour les besoins du service. Dans ce cas, le propriétaire doit s'assurer personnellement contre les risques encourus. Les frais occasionnés par cette utilisation sont remboursés selon la réglementation en vigueur.

L'agent qui se déplace, pour les besoins du service, hors de sa résidence administrative et familiale a droit, le cas échéant, à des indemnités de repas et de nuitée.

Les tenues de travail :

Lorsque l'établissement fournit des tenues de travail, celles-ci doivent être portées par les agents.



Les droits et obligations des agents

La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 précise les droits et obligations des fonctionnaires qui sont dans la plupart des cas applicables à tous les agents employés par la collectivité (ou l'établissement) à l'exception du droit à un déroulement de carrière pour les agents non titulaires.

Ces droits et obligations s'exercent dans les limites fixées par le cadre règlementaire.

Les principaux droits :

- Le droit à la rémunération après service fait.
- Le droit d'accès à son dossier individuel.
- Le droit à la formation professionnelle.
- La liberté d'opinions politiques, syndicales, philosophiques ou religieuses...
- La liberté d'expression.
- Le droit syndical.
- Le droit de grève.
- Le droit à participation dans les instances existantes : CAP, CT, COS, Amicale du personnel...
- Le droit à la protection juridique de l'agent à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.
- Le droit à la protection contre le harcèlement dans les relations de travail.

Les principales obligations :

- L'obligation de servir, d'effectuer les tâches confiées avec assiduité et de satisfaire aux nécessités de service.
- L'obligation de non cumul d'activités et de rémunération.
- L'obligation de secret professionnel et de discrétion professionnelle.
- L'obligation de réserve.
- L'obligation de neutralité.
- L'obligation de non-ingérence dans une entreprise en relation avec sa collectivité (ou son établissement).
- L'obligation d'obéissance hiérarchique sauf dans le cas où l'ordre donné est manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public.

Les sanctions disciplinaires :

L'agent qui, dans l'exercice de ses fonctions, ne respecte pas l'une de ses obligations s'expose à une sanction disciplinaire et, le cas échéant, à une sanction pénale.

Pour les agents fonctionnaires, les sanctions disciplinaires sont réparties en quatre groupes :

- Premier groupe : l'avertissement, le blâme, l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours.
- Deuxième groupe : l'abaissement d'échelon, l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de quatre à quinze jours.
- Troisième groupe : la rétrogradation, l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de seize jours à deux ans.
- Quatrième groupe : la mise à la retraite d'office, la révocation.

Les sanctions des 2ème, 3ème et 4ème groupes nécessitent la saisine du conseil de discipline. Pendant toute la procédure l'agent peut se faire assister de défenseurs de son choix.

La décision prononçant une sanction des 2èmes, 3èmes ou 4èmes groupes est susceptible de recours devant le conseil de discipline de recours.

Pour les agents stagiaires, les sanctions disciplinaires sont :

- l'avertissement,
- le blâme,
- l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours,
- l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de quatre à quinze jours,
- l'exclusion définitive du service.

Les deux dernières nécessitent la saisine du conseil de discipline.

Pour les agents non titulaires, les sanctions disciplinaires sont :

- l'avertissement,
- le blâme,
- l'exclusion temporaire de fonctions avec retenue de traitement pour une durée maximale de six mois pour les agents recrutés pour une durée déterminée et d'un an pour les agents sous contrat à durée indéterminée,
- le licenciement sans préavis ni indemnité de licenciement.

Il n'y a pas de saisine du conseil de discipline pour les agents non titulaires.

Quelle que soit la sanction disciplinaire, l'agent dispose d'un délai suffisant pendant lequel il prend connaissance de son dossier pour organiser sa défense.



Hygiène et sécurité

L'autorité territoriale veille à la mise en œuvre de toutes les mesures de prévention des risques professionnels nécessaires pour assurer les conditions d'hygiène et de sécurité de nature à préserver la santé et l'intégrité physique des agents.

Conformément à la réglementation en vigueur, l'autorité territoriale désigne un assistant de prévention chargé de l'assister et de la conseiller dans la démarche d'évaluation des risques professionnels, dans la mise en place d'une politique de prévention des risques ainsi que dans la mise en œuvre des règles de santé, de sécurité et d'hygiène au travail. Il constitue notamment le relais entre l'autorité territoriale et les agents en matière de prévention des risques professionnels.

La désignation de l'assistant de prévention fera l'objet d'un arrêté de l'autorité territoriale, pris à l'issue de la procédure d'appel à concurrence mise en œuvre à cet effet.

L'assistant de prévention désigné sera notamment chargé de tenir à jour le registre de santé et de sécurité au travail, qui est mis à la disposition des agents dans le bureau des ressources humaines. Ce registre constitue un outil de communication permettant à chaque agent ou usager du service de faire-part librement de ses observations et préoccupations en matière d'hygiène, de santé et de sécurité au travail.

De manière générale, le recours au service prévention du Cdg2A pourra constituer pour l'établissement un appui technique et permettre de bénéficier de conseils adaptés pour toute situation mettant en jeu l'hygiène, la sécurité et la santé des agents sur leur lieu de travail.

Le respect des consignes de sécurité :

Chaque agent doit avoir pris connaissance des consignes de sécurité qui leur ont été données lors de l'embauche (livret de sécurité) accompagnées de la fiche de poste.

Chacun doit les respecter et les faire respecter, en fonction de ses responsabilités hiérarchiques. Le refus d'un agent de se soumettre à ces prescriptions peut entraîner des sanctions disciplinaires et engager sa responsabilité.

La sécurité des personnes :

Chaque agent doit veiller à sa sécurité personnelle, à celle de ses collègues et de toute personne présente dans les locaux de l'établissement.

L'autorité territoriale, ou le supérieur hiérarchique, peut retirer un agent de son poste de travail s'il estime qu'il n'est pas apte à l'occuper en toute sécurité.

En outre, tout agent ayant un motif raisonnable de penser qu'une situation de travail présente un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé peut se retirer de son poste, après en avoir informé son supérieur hiérarchique. Il doit cependant s'assurer que ce retrait ne créé pas pour autrui une nouvelle situation de danger.

Aucune sanction ni retenue de rémunération ne peut être effectuée à l'encontre d'un agent qui utilise son droit de retrait en ayant un motif raisonnable. En revanche, si le droit de retrait n'est pas validé comme présentant un danger grave et imminent pour autrui, cela sera considéré comme un abandon de poste qui pourra être sanctionné.

L'autorité territoriale ne pourra demander à l'agent qui a exercé son droit de retrait de reprendre son activité sans que la situation ait été améliorée.

En cas de divergence sur la réalité du danger ou de la façon de le faire cesser, Comité Social Territorial compétent sera saisi par l'autorité territoriale pour avis.

Les matériels de secours et dispositifs de sécurité :

Il est interdit de manipuler des matériels de secours en dehors de leur utilisation normale et d'en rendre l'accès difficile.

Il est interdit de neutraliser tout dispositif de sécurité.

La lutte et protection contre les incendies :

L'établissement doit être doté d'un protocole de lutte contre les incendies indiquant le rôle de chacun et les gestes essentiels à accomplir en cas de réalisation du risque.

Les issues de secours et postes d'incendie doivent rester libres d'accès en permanence. Il est interdit de les encombrer par du matériel ou des marchandises. Il est interdit de manipuler les matériels de secours (extincteurs...) en dehors des exercices ou de leur utilisation normale et de neutraliser tout dispositif de sécurité.

Un plan d'évacuation doit être affiché à chaque étage de l'établissement.

Les membres du personnel doivent être informés du protocole en vigueur.

Ils doivent également être formés en matière de lutte contre les risques incendie. Chacun doit connaître le fonctionnement et les conditions d'utilisation des extincteurs de l'établissement. Chaque agent doit participer aux exercices d'évacuation organisés par l'établissement.

Les équipements de travail et moyens de protection :

Les agents seront équipés, par l'établissement, de tous vêtements et moyens de protection collectifs et/ ou individuels utiles et adaptés destinés à garantir de bonnes conditions d'hygiène et de sécurité dans l'exercice de leurs fonctions (chaussures de travail, gants adaptés aux fonctions, vêtements).

Le renouvellement et l'entretien de ces équipements sont assurés par l'établissement en fonction de l'usage.

Chaque équipement de travail et moyen de protection doit être utilisé conformément à son objet. Le refus d'un agent de se soumettre à ces prescriptions peut entraîner des sanctions disciplinaires et engage sa responsabilité.

Les formations et habilitations :

Certaines activités nécessitent des autorisations de conduite (débroussailleuses, véhicules...) ou des habilitations délivrées au vu de l'aptitude professionnelle, médicale et d'une formation spécifique.

Ces formations et habilitations, listées dans le document unique de la collectivité, sont obligatoires pour l'exécution du travail.

Les locaux, ateliers, vestiaires et sanitaires :

Les vestiaires et sanitaires sont maintenus en état de propreté et d'hygiène. Les armoires individuelles verrouillées, mises à disposition du personnel, pour y déposer vêtements et objets personnels ne doivent être utilisées que pour cet usage. Il est interdit d'y déposer des substances et préparations dangereuses, des boissons alcoolisées ou des substances illicites.

Il est mis à la disposition des agents les moyens d'assurer leur propreté individuelle : des vestiaires, des lavabos, des cabinets d'aisance, des douches dans le secteur du Taravo.

Un lieu de restauration est également à disposition des agents qui souhaitent prendre leur repas sur place. Ces locaux doivent être maintenus en état de parfaite propreté.

Une attention particulière doit être portée au rangement des ateliers ainsi qu'au stockage des produits chimiques ou dangereux.

Les visites médicales :

Les agents sont tenus de se soumettre aux visites médicales obligatoires, aux visites d'embauche (auprès d'un médecin agréé et d'un médecin de prévention) et de reprise du travail, ainsi qu'à d'éventuels examens complémentaires.

Les vaccinations :

Chaque agent est tenu d'être à jour de la ou des vaccinations rendues obligatoires par le poste occupé.

Le tabac :

Il est interdit de fumer dans l'ensemble des lieux publics, notamment :

- les locaux recevant du public,
- les locaux communs (vestiaires, bureaux, hall,),
- les locaux contenant de substances et préparations dangereuses (carburants, peintures, colles, solvants, produits phytosanitaires, produits d'entretien...).

Il est également interdit de fumer dans les véhicules et engins utilisés par plusieurs agents.

L'alcool et les substances illicites :

Il est formellement interdit de pénétrer ou de demeurer dans l'établissement en état d'ébriété ou sous l'emprise de stupéfiants.

Il est également interdit d'introduire, de distribuer, de consommer ou d'inciter à consommer des boissons alcoolisées ou autres produits stupéfiants.

En outre, toute personne, en état apparent d'ébriété pourra se voir proposer un dépistage par éthylotest qui sera effectué par l'autorité territoriale et en présence d'un tiers. Trois cas de figure peuvent alors se présenter :

- Si l'agent refuse de se soumettre au contrôle, il y aura présomption d'état d'ébriété et il s'exposera à une sanction disciplinaire pour refus du dépistage.
- Si le contrôle est positif, l'agent sera retiré de son poste de travail et un avis médical sera demandé.
- Si le contrôle est négatif, les capacités de l'agent à travailler en sécurité seront évaluées. Au vu de ces éléments, l'agent pourra soit retourner à son poste de travail, soit être retiré de son poste et mis en sécurité. Dans ce dernier cas, un avis médical sera demandé.

En application du Code du Travail et du Code Général de la Fonction Publique, il est instauré des tests de dépistage (alcool et/ou drogue) justifiés par la nature des tâches à accomplir, proportionné au but recherché et nécessaire à la protection de la santé et de la sécurité.

Ces contrôles ne seront ni systématiques, ni généralisés, ils concerneront les postes « à risque » notamment lorsque les agents :

- Conduisent des véhicules ou des engins ;
- Manipulent des machines ou matières dangereuses ;
- Exercent des fonctions susceptibles de mettre en danger leur sécurité ou celle d'autrui.

Ces conditions sont cumulatives, elles concernent les postes de :

- Chauffeur/Ripper.
- Agents d'exploitation des services publics d'eau potable et d'assainissement.

Les modalités de contrôle de sont les suivantes :

- Alcoolémie : éthylotest.
- Stupéfiants : test salivaire.

Tout agent peut demander une contre-expertise et bénéficier du respect du respect du contradictoire avant toute mesure disciplinaire.

Des actions de prévention seront mises en œuvre.

Le harcèlement moral et sexuel :

Le harcèlement moral :

Aucun agent ne doit subir les agissements répétés de harcèlement moral qui ont pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel.

Le harcèlement sexuel :

Aucun agent, qu'il soit titulaire ou non titulaire, ne doit subir les faits :

- soit de harcèlement sexuel, constitué par des propos ou comportements à connotation sexuelle répétés qui soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante,
- soit assimilés au harcèlement sexuel, consistant en toute forme de pression grave, même non répétée, exercée dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle, que celui-ci soit recherché au profit de l'auteur des faits ou au profit d'un tiers.

Aucune mesure concernant notamment le recrutement, la titularisation, la formation, la notation, la discipline, la promotion, l'affectation et la mutation ne peut être prise à l'égard d'un agent :

- parce qu'il a subi ou refusé de subir les faits de harcèlement,
- parce qu'il a formulé un recours auprès d'un supérieur hiérarchique ou engagé une action en justice visant à faire cesser ces faits,
- ou bien parce qu'il a témoigné de tels faits ou qu'il les a relatés.

Tout agent ayant procédé aux agissements définis ci-dessus, est passible d'une procédure pénale et d'une sanction disciplinaire.

Délibération publiée le

21 SEP. 2026



Mise en œuvre du règlement

L'entrée en vigueur :

Le présent règlement a reçu un avis favorable du Comité Social Territorial le 5 août 2026.

Il a été adopté par l'organe délibérant de la Communauté de communes du Sartenais Valinco Taravo du 10 septembre 2026.

Un exemplaire de ce règlement a été remis à chaque agent et a été affiché au sein de la structure.

Les modifications du règlement intérieur :

Toute modification ultérieure ou tout retrait sera soumis à l'avis préalable du Comité Social Territorial de l'établissement.

Le règlement intérieur pourra évoluer en fonction des textes législatifs et règlementaires ultérieurs.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-242010130-20260910-2026-73-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/09/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Délibération publiée le
21 SEP. 2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO TARAVO
SÉANCE DU 10 SEPTEMBRE 2026

Convocations en date du 4 septembre 2026 **Délibération n° 2026-73**

Objet : Poste chargé de mission « Habitat » – Prolongement du contrat de l'agent dédié

Le 10 septembre 2026 à 14h30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la pépinière d'entreprises TARRA, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

COMPOSITION DU CONSEIL

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Marie-Ange ANDRÉANI	X		
Paul-Marie BARTOLI	x		
Paul-Félix BENEDETTI	X		
Céline D'ORTOLI		X	
Paul-Joseph CAITUCOLI			x
Caroline CANETTI	x		
Rose-Marie CESARI	x		
Cécile CLAUS			x
Michel COLONNA	x		
Mathias COSTANZO			x
François DE PERETTI	x		
Santa DUVAL	x		
Ghislaine ETTORI	x		
Alain FAGGIANI		x	
Dominique FILONI	x		
Michel GIACOMONI			x
Patrice ISTRIA			x
Jean-Yves LEANDRI	x		
Ange-François LEANDRI	x		
Emmanuel LUCCHINI	x		
Vincent MICHELETTI			x

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Jeannine MONDOLONI	x		
Christophe MONDOLONI			x
José-Pierre MOZZICONACCI	x		
François NICOLAI	x		
Jacques NICOLAI	x		
Jean-Baptiste OLLANDINI	x		
Jean-Charles PAOLI	x		
François PAOLINI	x		
Jean PERENEY	x		
Angélique PIANELLI-CASANOVA	x		
Joseph PUCCI	x		
Anne RICCI BIANCHINI	x		
Margaux ROBINET-MONDOLONI		x	
Antoine ROCCA			x
François-Joseph SCANAVINO	x		
Don Georges SIMEONI	x		
Elisabeth TABERNER	x		
Ange TRAMONI	x		
Laurent TRAMONI		x	
Michel TRAMONI	x		

29 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 41 membres en exercice.

Procurations : 4 : Robinet-Mondoloni Margaux a donné procuration à Colonna Michel, Faggiani Alain a donné procuration à Taberner Elisabeth, D'Ortoli Céline a donné procuration à Duval Santa, Tramoni Laurent a donné procuration à De Peretti François.

Délibération du conseil communautaire en date du 10 septembre 2026 : n°2026-73

Objet : Poste chargé de mission « Habitat » – Prolongement du contrat de l'agent dédié

En raison des projets en cours (OPAH-RU volets autonomie, habitat dégradé, précarité énergétique, organisation des copropriétés) et à venir (OPAH-RU volet copropriété, PACTE, ...), le Président propose au Conseil communautaire de créer, à compter du 1er décembre 2026, un emploi permanent de « Chargé de mission HABITAT » relevant de la catégorie hiérarchique B et du grade *Rédacteur* à temps complet dont la durée hebdomadaire de service est fixée à 35 heures (35/35ème).

Cet emploi doit être pourvu par un fonctionnaire.

Le Président demande que le Conseil communautaire l'autorise à recruter un agent contractuel, dans l'hypothèse où la vacance d'emploi ne serait pas pourvue par un fonctionnaire titulaire ou stagiaire conformément aux conditions fixées à l'article L. 332-8, 2°du code général de la fonction publique.

Dans l'hypothèse d'un recrutement d'un agent contractuel au titre de l'article L. 332-8 du code général de la fonction publique, il est précisé :

- Emploi permanent.
- Grade : Rédacteur territorial.
- Durée : 3 ans.
- La nature des fonctions : Chargé de mission habitat – OPAH-RU / PACTE.
- Les niveaux de recrutement :
    - Niveau MASTER 2 minimum.
    - Expérience en matière de politique de l'habitat (dispositifs de financement, dispositifs opérationnels de type OPAH, OPAH-RU, PACTE, suivi et animation y compris accompagnement des demandeurs, ...).
- Les niveaux de rémunération : le traitement sera calculé par référence à l'indice brut 452 / indice majoré 401 (échelon 7).
- Régime RIFSEP applicable.

Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les statuts de la Communauté de Communes,
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents ou représentés : 33
Nombre de suffrages exprimés : 33
Nombre de vote pour : 33
Nombre de vote contre : 0

Article 1 : de créer, à compter du 1er décembre 2026, un emploi permanent de « Chargé de mission HABITAT » relevant de la catégorie hiérarchique B et du grade *Rédacteur* à temps complet dont la durée hebdomadaire de service est fixée à 35 heures (35/35ème).

Article 2 : de l'autoriser à recruter un agent contractuel, dans l'hypothèse où la vacance d'emploi ne serait pas pourvue par un fonctionnaire titulaire ou stagiaire conformément aux conditions fixées à l'article L. 332-8, 2°du code général de la fonction publique.

Article 3 : que la rémunération sera calculée par référence à l'indice brut 452 / indice majoré 401 (échelon 7).

Article 4 : que le régime indemnitaire instauré par la délibération n°2018-39 du 23 avril 2018 est applicable.

Délibération publiée le

21 SEP. 2026

Article 5 : que les crédits correspondants seront inscrits au budget.

Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI



Délibération publiée le

21 SEP. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-242010130-20260910-2026-74-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/09/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Délibération publiée le
21 SEP. 2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO TARAVO

SÉANCE DU 10 SEPTEMBRE 2026

Convocations en date du 4 septembre 2026 **Délibération n° 2026-74**

Objet : Rapport Social Unique (RSU)

Le 10 septembre 2026 à 14h30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la pépinière d'entreprises TARRA, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

COMPOSITION DU CONSEIL

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Marie-Ange ANDRÉANI	X		
Paul-Marie BARTOLI	x		
Paul-Félix BENEDETTI	X		
Céline D'ORTOLI		X	
Paul-Joseph CAITUCOLI			x
Caroline CANETTI	x		
Rose-Marie CESARI	x		
Cécile CLAUS			x
Michel COLONNA	x		
Mathias COSTANZO			x
François DE PERETTI	x		
Santa DUVAL	x		
Ghislaine ETTORI	x		
Alain FAGGIANI		x	
Dominique FILONI	x		
Michel GIACOMONI			x
Patrice ISTRIA			x
Jean-Yves LEANDRI	x		
Ange-François LEANDRI	x		
Emmanuel LUCCHINI	x		
Vincent MICHELETTI			x

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Jeannine MONDOLONI	x		
Christophe MONDOLONI			x
José-Pierre MOZZICONACCI	x		
François NICOLAI	x		
Jacques NICOLAI	x		
Jean-Baptiste OLLANDINI	x		
Jean-Charles PAOLI	x		
François PAOLINI	x		
Jean PERENEY	x		
Angélique PIANELLI-CASANOVA	x		
Joseph PUCCI	x		
Anne RICCI BIANCHINI	x		
Margaux ROBINET-MONDOLONI		x	
Antoine ROCCA			x
François-Joseph SCANAVINO	x		
Don Georges SIMEONI	x		
Elisabeth TABERNER	x		
Ange TRAMONI	x		
Laurent TRAMONI		x	
Michel TRAMONI	x		

29 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 41 membres en exercice.

Procurations : 4 : Robinet-Mondoloni Margaux a donné procuration à Colonna Michel, Faggiani Alain a donné procuration à Taberner Elisabeth, D'Ortoli Céline a donné procuration à Duval Santa, Tramoni Laurent a donné procuration à De Peretti François.

Délibération du conseil communautaire en date du 10 septembre 2026 : n°2026-74

Objet : Rapport Social Unique (RSU)

Le Président rappelle que depuis le 1er janvier 2021, les collectivités territoriales et établissements publics doivent élaborer annuellement un Rapport Social Unique (RSU) réunissant l'ensemble des données relatives à leurs ressources humaines.

Permettant d'apprécier la situation des collectivités et établissements publics à la lumière des données sociales regroupées sous plusieurs items (effectifs, recrutements, formation, absentéisme, temps de travail, conditions de travail, rémunération, droits sociaux, ...), le RSU constitue l'outil de référence pour renforcer la lisibilité de l'emploi public territorial.

Conformément aux articles L. 231-1 à L. 231-4 et L. 232-1 du CGFP, les données à partir desquelles est élaboré le rapport social unique sont renseignées dans une base de données sociales et les centres de gestion rendent accessibles aux collectivités et établissements définis à l'article L.4 un portail numérique dédié au recueil des données sociales de la fonction publique territoriale.

Il précise que le document précité a été présenté en CST le 5 août 2026 et qu'il a reçu un avis favorable.

Le document sera rendu public via le site internet.

Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les statuts de la Communauté de Communes,
Vu, l'avis favorable du CST en date du 5 août 2026,
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents ou représentés : 33
Nombre de suffrages exprimés : 33
Nombre de vote pour : 33
Nombre de vote contre : 0

Article 1 : d'émettre un avis favorable sur le Rapport Social Unique.

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAIS-VALINCO-TARAVO

Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-242010130-20260910-2026-75-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/09/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Délibération publiée le
21 SEP. 2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO TARAVO

SÉANCE DU 10 SEPTEMBRE 2026

Convocations en date du 4 septembre 2026 **Délibération n° 2026-75**

Objet : Création de deux postes au grade d'agent de maîtrise et suppression d'un poste d'adjoint technique territorial et d'un poste d'adjoint technique principal de deuxième classe

Le 10 septembre 2026 à 14h30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la pépinière d'entreprises TARRA, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

COMPOSITION DU CONSEIL

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Marie-Ange ANDRÉANI	X		
Paul-Marie BARTOLI	x		
Paul-Félix BENEDETTI	X		
Céline D'ORTOLI		X	
Paul-Joseph CAITUCOLI			x
Caroline CANETTI	x		
Rose-Marie CESARI	x		
Cécile CLAUS			x
Michel COLONNA	x		
Mathias COSTANZO			x
François DE PERETTI	x		
Santa DUVAL	x		
Ghislaine ETTORI	x		
Alain FAGGIANI		x	
Dominique FILONI	x		
Michel GIACOMONI			x
Patrice ISTRIA			x
Jean-Yves LEANDRI	x		
Ange-François LEANDRI	x		
Emmanuel LUCCHINI	x		
Vincent MICHELETTI			x

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Jeannine MONDOLONI	x		
Christophe MONDOLONI			x
José-Pierre MOZZICONACCI	x		
François NICOLAI	x		
Jacques NICOLAI	x		
Jean-Baptiste OLLANDINI	x		
Jean-Charles PAOLI	x		
François PAOLINI	x		
Jean PERENEY	x		
Angélique PIANELLI-CASANOVA	x		
Joseph PUCCI	x		
Anne RICCI BIANCHINI	x		
Margaux ROBINET-MONDOLONI		x	
Antoine ROCCA			x
François-Joseph SCANAVINO	x		
Don Georges SIMEONI	x		
Elisabeth TABERNER	x		
Ange TRAMONI	x		
Laurent TRAMONI		x	
Michel TRAMONI	x		

29 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 41 membres en exercice.

Procurations : 4 : Robinet-Mondoloni Margaux a donné procuration à Colonna Michel, Faggiani Alain a donné procuration à Taberner Elisabeth, D'Ortoli Céline a donné procuration à Duval Santa, Tramoni Laurent a donné procuration à De Peretti François.

Délibération du conseil communautaire en date du 10 septembre 2026 : n°2026-75

Objet : Création de deux postes au grade d'agent de maîtrise et suppression d'un poste d'adjoint technique territorial et d'un poste d'adjoint technique principal de deuxième classe

Le Président rappelle au Conseil que conformément à l'article L. 313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaires au fonctionnement des services, et de modifier le tableau des effectifs en cas de création ou de suppression de postes.

Le Président indique au Conseil que deux agents de l'établissement, occupant actuellement un poste d'adjoint technique territorial et un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe, ont brillamment passé et réussi l'examen professionnel d'accès au grade d'agent de maîtrise.

Afin de permettre la nomination de ces agents suite à cette réussite à l'examen professionnel et de valoriser leur parcours, il est nécessaire de créer deux emplois d'Agent de maîtrise.

Parallèlement, et suite à leur nomination dans ce nouveau grade, les postes qu'ils occupent actuellement deviendront vacants et n'auront plus d'utilité au sein du tableau des effectifs. Il est donc proposé de procéder à leur suppression.

Il est donc proposé :

- De créer, à compter du 1er novembre 2026, deux (2) postes d'Agent de maîtrise (Catégorie C, filière technique, emploi permanent) à temps complet (35/35èmes).
- De supprimer, à compter de la date de nomination des agents dans leur nouveau grade, les emplois permanents suivants à temps complet (35/35èmes) :
  - Un (1) poste d'Adjoint technique territorial.
  - Un (1) poste d'Adjoint technique principal de 2ème classe.
- De modifier le tableau des effectifs en conséquence. Le tableau des effectifs mis à jour sera annexé à la présente délibération.

Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les statuts de la Communauté de Communes,
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents ou représentés : 33
Nombre de suffrages exprimés : 33
Nombre de vote pour : 33
Nombre de vote contre : 0

Article 1 : de créer, à compter du 1er novembre 2026, deux (2) postes d'Agent de maîtrise (Catégorie C, filière technique, emploi permanent) à temps complet (35/35èmes).

Article 2 : de supprimer, à compter de la date de nomination des agents dans leur nouveau grade, les emplois permanents suivants à temps complet (35/35èmes) :

- Un (1) poste d'Adjoint technique territorial.
- Un (1) poste d'Adjoint technique principal de 2ème classe.

Délibération publiée le

21 SEP. 2026

Article 3 : de modifier le tableau des effectifs en conséquence.

Article 4 : que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI

COMMUNAUTE DE COMMUNES
3
ETANG-DE-BERRE
ETANGS-VALLONS
ETANGS-VALINCO-TARAVO

Délibération publiée le

21 SEP. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-242010130-20260910-2026-76-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/09/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Délibération publiée le
21 SEP. 2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO TARAVO

SÉANCE DU 10 SEPTEMBRE 2026

Convocations en date du 4 septembre 2026 **Délibération n° 2026-76**

Objet : Convention de dépotage

Le 10 septembre 2026 à 14h30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la pépinière d'entreprises TARRA, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

COMPOSITION DU CONSEIL

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Marie-Ange ANDRÉANI	X		
Paul-Marie BARTOLI	x		
Paul-Félix BENEDETTI	X		
Céline D'ORTOLI		X	
Paul-Joseph CAITUCOLI			x
Caroline CANETTI	x		
Rose-Marie CESARI	x		
Cécile CLAUS			x
Michel COLONNA	x		
Mathias COSTANZO			x
François DE PERETTI	x		
Santa DUVAL	x		
Ghislaine ETTORI	x		
Alain FAGGIANI		x	
Dominique FILONI	x		
Michel GIACOMONI			x
Patrice ISTRIA			x
Jean-Yves LEANDRI	x		
Ange-François LEANDRI	x		
Emmanuel LUCCHINI	x		
Vincent MICHELETTI			x

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Jeannine MONDOLONI	x		
Christophe MONDOLONI			x
José-Pierre MOZZICONACCI	x		
François NICOLAI	x		
Jacques NICOLAI	x		
Jean-Baptiste OLLANDINI	x		
Jean-Charles PAOLI	x		
François PAOLINI	x		
Jean PERENEY	x		
Angélique PIANELLI-CASANOVA	x		
Joseph PUCCI	x		
Anne RICCI BIANCHINI	x		
Margaux ROBINET-MONDOLONI		x	
Antoine ROCCA			x
François-Joseph SCANAVINO	x		
Don Georges SIMEONI	x		
Elisabeth TABERNER	x		
Ange TRAMONI	x		
Laurent TRAMONI		x	
Michel TRAMONI	x		

29 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 41 membres en exercice.

Procurations : 4 : Robinet-Mondoloni Margaux a donné procuration à Colonna Michel, Faggiani Alain a donné procuration à Taberner Elisabeth, D'Ortoli Céline a donné procuration à Duval Santa, Tramoni Laurent a donné procuration à De Peretti François.

Délibération du conseil communautaire en date du 10 septembre 2026 : n°2026-76

Objet : Convention de dépotage

Le Président rappelle aux membres du Conseil que des conventions sont établies pour une durée de 3 ans pour les apporteurs de matière de vidange à la STEP de Capu Laurosu.

Il rappelle que les précédentes conventions ont été signées en 2023.

Cette convention fixe notamment les modalités de réception des produits, les conditions d'accès, les conditions d'admissibilité des sous-produits, l'utilisation des installations mises à disposition, les modalités de rémunérations ou les sanctions en cas de manquement.

Il précise enfin que le tarif est actualisé chaque année à l'occasion du budget.

Le projet de convention est joint en annexe

Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les statuts de la Communauté de Communes,
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents ou représentés : 33
Nombre de suffrages exprimés : 33
Nombre de vote pour : 33
Nombre de vote contre : 0

Article 1 : d'autoriser le Président à signer le projet de convention en annexe.

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAIS-VALINCO-TARAVO

Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-242010130-20260910-2026-76-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/09/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Délibération publiée le
21 SEP. 2026

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
Sartenais Valinco Taravo

Convention pour le dépotage de sous-produits d'assainissement

Entre les soussignés :

La Communauté de communes du SARTENAIS VALINCO TARAVO, Etablissement public de coopération intercommunale, identifié sous le numéro **SIRET 242 010 130 00019**.
Représentée par :
Ange-François LEANDRI,
Agissant en sa qualité de Président,
Autorisé à l'effet des présentes par délibération du Conseil communautaire en date du 7 novembre 2023,
Désignée dans ce qui suit par « **L'EXPLOITANT** »,

Et,

La société « ..... »,

Dont le siège social est situé : .....

.....

Identifiée sous le numéro SIRET : .....

Représentée par : .....

Agissant en sa qualité de : .....

Désignée dans ce qui suit par le « **VIDANGEUR** »

CHAPITRE 1 : OBJET

ARTICLE 1.1 : Vocation du site de dépotage

Le site de Capu Laurosu admet les sous-produits admis sont les suivants :

- Matières de vidanges,
- Matières de curages.

Les graisses ne sont pas acceptées.

ARTICLE 1.2 : Règlement

Le présent document a pour objet de fixer les conditions techniques (Règles pour l'admission, le contrôle et le traitement des sous-produits), administratives et financières dans lesquelles sont admis les produits précités.

Cette activité n'est pas un service public obligatoire. Il est ouvert aux seuls professionnels de l'assainissement afin de faciliter leur activité et dans un souci de préservation de l'environnement.

Il n'y a pas d'obligation de réception de la part de l'**EXPLOITANT** autre que celles définies dans le présent règlement.

ARTICLE 1.3 : Appellations

L'appellation « matières de vidanges » désigne des matières d'origine exclusivement domestique à l'exclusion de toute autre provenance (Artisanale, Agricole ou Industrielle). Elles ont pour origine les dispositifs de décantation-digestion d'installations d'assainissement autonome, semi-collectifs ou hameaux (Fosses septiques, fosses toutes eaux).

Le dépotage des résidus de WC chimiques (Camping-car, Caravanes, Installations provisoires, ...) est strictement interdit.

L'appellation « matières de curages » désigne des matières provenant de curage de regards, de réseaux d'égouts et de postes de relevage d'eaux usées.

L'appellation « graisses » désigne exclusivement les graisses collectées auprès des sites de restauration et assimilés.

CHAPITRE 2 : LIEU DE RÉCEPTION ET HEURES D'OUVERTURE

ARTICLE 2.1 : Lieu de réception

Les installations sont situées Ld Capu Laurosu, 20 110 PROPRIANO.

Conformément à la réglementation en vigueur, le rejet en tout autre point est interdit.

ARTICLE 2.2 : Heures d'ouverture

L'**EXPLOITANT** s'engage à recevoir et à traiter à la station d'épuration uniquement les matières de vidange et de curage des réseaux d'assainissement suivant les modalités décrites dans la présente convention. Tout autre usage des bâches de réception est interdit.

Le service de réception est ouvert :

Du Lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 16h - 1er camion accepté à l'ouverture dès 08h15. Les créneaux ouverts sont de ½h en ½h et les réservations sont réalisées exclusivement par le biais d'une plateforme numérique selon les disponibilités.

Afin de planifier l'exploitation de la station :

Le **VIDANGEUR** communiquera à l'**EXPLOITANT** ses prévisions de dépotage le plus tôt possible, idéalement 48h à l'avance.

En fonction des aléas de son activité, le **VIDANGEUR** pourra solliciter l'**EXPLOITANT** pour une prise de rendez-vous jusqu'à 1 heure avant l'heure souhaitée de dépotage et selon les créneaux disponibles et dans la fosse de destination appropriée.

Pour toute opération exceptionnelle (en volume, en nature de produit…), le **VIDANGEUR** contactera l'**EXPLOITANT** le plus en amont possible afin que l'**EXPLOITANT** puisse vérifier ses capacités et organiser son exploitation en conséquence.

ARTICLE 2.3 : Procédure de prise de rendez vous

Le **VIDANGEUR** prendra rendez-vous par téléphone ou par mail (admin.eu@ccsvt.fr).

ARTICLE 2.4 : Limitation – Impossibilité de dépoter

Toute modification de la disponibilité du dépotage est signalée au **VIDANGEUR** par tout moyen, y compris affichage au poste de contrôle du dépotage. Les horaires peuvent être modifiés en cas de :

- Pont, veille ou lendemain de fêtes,
- Cas de force majeure,
- Opération programmée, dans ce cas, l'**EXPLOITANT** informera le **VIDANGEUR** au moins 48 heures à l'avance en précisant la durée prévisionnelle d'intervention,
- Problèmes techniques ou en cas d'accident exigeant une intervention immédiate. Ces interruptions devront être portées à la connaissance du **VIDANGEUR** dès le diagnostic effectué par l'**EXPLOITANT**,
- Interdiction de dépoter pour raison de capacité de réception atteinte.

Il est suggéré au **VIDANGEUR** de prendre contact avec l'**EXPLOITANT** au préalable afin de mieux coordonner leurs exploitations et disponibilités d'accueil et de traitement. Dans les cas spécifiques d'impossibilité de dépoter cités ci-dessus le **VIDANGEUR** ne pourra prétendre à une quelconque indemnité.

CHAPITRE 3 : CONDITIONS D'ACCÈS

ARTICLE 3.1 : Demande d'autorisation préalable de dépotage

Tout **VIDANGEUR** doit disposer d'une autorisation d'accès préalable. Pour cela, il en fait la demande par écrit à l'**EXPLOITANT** du site de dépotage.

L'autorisation est valable UN AN. Au terme de sa validité, une nouvelle autorisation préalable de dépotage devra être obtenue par le **VIDANGEUR**.

Cette demande est à adresser à :

CC du SARTENAIS VALINCO TARAVO
Maison des Douaniers
Avenue NAPOLEON III
20 110 PROPRIANO

A réception, un dossier complet est adressé au **VIDANGEUR**. Il comprendra :

➢ Le règlement présent pour l'admission des sous-produits de l'assainissement.

➢ Un document à compléter attestant que le **VIDANGEUR** a pris connaissance du règlement et s'engage à le respecter,

➢ Un projet de protocole sécurité Chargement-Déchargement : ce document annuel a pour objectif de prévenir des risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et le matériel de l'**EXPLOITANT** et l'opération de chargement/déchargement du **VIDANGEUR**. Il comprend toutes les informations utiles à l'évaluation des risques de toute nature générés par l'opération, et les mesures de prévention et de sécurité qui doivent être observées à chacune des phases de sa réalisation. Il est rédigé dans le cadre d'un échange préalable entre l'**EXPLOITANT** et le **VIDANGEUR** avec visite sur site puis signé par les deux parties. Ce protocole est adapté à chaque professionnel en fonction des sous-produits apportés.

Le **VIDANGEUR** retournera les pièces suivantes avant le premier dépotage et avant chaque renouvellement de son autorisation :

➢ Le document attestant qu'il a pris connaissance du règlement et s'engage à le respecter, dûment complété et signé.

➢ Son numéro de SIRET et code APE.

➢ La copie de son récépissé de déclaration en Préfecture pour l'exercice de l'activité de transport par route de déchets. Une copie de ce document doit, par ailleurs, être disponible dans chacun des véhicules du **VIDANGEUR**.

➢ Le projet de protocole de sécurité Chargement-Déchargement, dûment complété et signé après visite des installations avec l'**EXPLOITANT**.

ARTICLE 3.2 : Badges d'accès des camions

A l'issue de la signature de la présente convention et préalablement à tout dépotage, les camions du **VIDANGEUR** devront s'enregistrer auprès de l'**EXPLOITANT** à la Station de Capu Laurosu.

ARTICLE 3.3 : Bordereau d'identification et de suivi des sous-produits d'assainissement

Le **VIDANGEUR** est garant de la traçabilité du sous-produit ou regroupement de sous-produits de même nature provenant de lieux ou de producteurs différents. A ce titre, il remet obligatoirement à l'entrée du site le (ou les) bordereau(x) d'identification et de suivi des sous-produits de l'assainissement correspondants par lieux de pompage et producteur dûment rempli (s) par le (ou les) producteur(s) concerné(s) et le **VIDANGEUR**.

Ces bordereaux sont fournis par le **VIDANGEUR**.

Ces bordereaux sont complétés par le site pour la partie traitement, et retournés aux producteurs par le **VIDANGEUR**. En cas d'impossibilité de signature immédiate (ex : crise sanitaire, etc...), le bordereau sera visé ultérieurement.

Si le produit apporté est refusé par le site, le **VIDANGEUR** s'engage à retourner copie du bordereau complété à l'**EXPLOITANT** après traitement du produit dans un centre de traitement adéquat.

Les parties « Collecteur » et « Transporteur » du bordereau doivent être convenablement remplies : les adresses complètes, nom des responsables à contacter si problème, signature des documents, le code déchets doit être indiqué par le producteur selon le décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets.

Le bordereau est établi en 4 volets du carnet à souche :

- Volet n°1 est conservé par l'exploitant lors de la prise en charge de son produit par le **VIDANGEUR**.
- Volet n°2 est conservé par le site ayant accepté le sous-produit.
- Volet n°3 est retourné par le **VIDANGEUR** au producteur après que le sous-produit ait été pris en charge par le site.
- Volet n°4 est conservé par le **VIDANGEUR**.

L'absence de remise de bon tamponné par le vidangeur au producteur, dans un délai de 1 mois, sera signalée par le producteur auprès de la CCSVT qui en informera les Services de l'État.

CHAPITRE 4 : CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ DES SOUS-PRODUITS

ARTICLE 4.1 : Nature des produits acceptés

Sont acceptés les produits non dangereux relevant d'une des natures de produits suivants en référence à la classification des déchets (Décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement reprenant le décret 2002-540 du 18 avril 2002 abrogé) :

- Boues issues de l'assainissement non-collectif (20-03-04).
- Déchets provenant du nettoyage des égouts (20-03-06).

Il est rappelé que sont interdits les :

- Déchets de séparateurs à graisses ne contenant que des graisses (19-08-09).

En raison des traitements spécifiques apportés à chaque produit, seuls sont autorisés les regroupements de sous-produits relevant du même code déchets issus de lieux de pompage différents. **Tout produit d'origine industrielle est exclu**.

En cas de modification d'une filière de traitement ou d'indisponibilité, l'**EXPLOITANT** se réserve le droit de refuser, temporairement ou définitivement, les produits d'une nature précitée ci-dessus. Les **VIDANGEURS** en seront préalablement informés.

Il est notamment interdit :

- Tout produit tel que défini par le décret « Classification des déchets » (Décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement reprenant le décret 2002-540 du 18 avril 2002 abrogé), en particulier hydrocarbures, acides ou solvants organiques chlorés ou non, y compris lixiviats de décharge.
- Tout produit dont le traitement consisterait en une dilution sans diminution de la pollution.
- De mélanger les produits dont les catégories sont différentes

ARTICLE 4.2 : Caractéristiques communes à tous les produits

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux usées autres que domestiques doivent :

- Être neutralisées à un pH compris entre **5,5 et 8,5** à l'exception des graisses. A titre exceptionnel, en cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre **5,5 et 9,5,**
- Être ramenées à une température inférieure ou au plus égale à **25°C**,
- Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles :
  - de nuire à la conservation des ouvrages de collecte et de traitement,
  - de porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou à la station d'épuration,
  - d'endommager le système de collecte, la station d'épuration et leurs équipements connexes (Notamment liquides ou vapeurs corrosifs, acide, base),
  - d'empêcher l'évacuation des boues vers une filière de Compostage autorisée,
  - de dégager directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou des vapeurs toxiques ou inflammables ou explosives,

- présentant une concentration en radio-éléments dépassant celle prescrite par le décret 66450 du 20 juin 1966, concernant la protection contre les rayonnements ionisants,
- de provoquer des moussages dans le système de collecte, le système de traitement et leurs équipements connexes,
- de nuire au fonctionnement du système de traitement et la qualité de son rejet, notamment à la vie bactérienne des filières biologiques, et la dévolution finale des boues.
- d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatiques, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,...) à l'aval des points de déversement.
- présenter un équitox non-conforme à la norme NF EN ISO 6341, concernant la toxicité des effluents.

➢ Ne pas produire une inhibition de la nitrification supérieure à 10 % des performances initiales des micro-organismes nitrifiants pour un rapport de 40 % d'affluent dans les conditions des tests pratiqués selon les normes en vigueur.

➢ Sont notamment interdits :

- Les solvants chlorés,
- Les lixiviats,
- Les refus de filtres,
- Les graviers,
- Les ordures ménagères même broyées,
- Les fosses de WC chimiques,
- Les apports riches en chlorures et en sulfates,
- Les hydrocarbures et lubrifiants, huiles usées, graisses et fécules,
- Les graisses d'origine industrielle,
- Les produits provenant de la vidange des bacs à graisses d'origine industrielle,
- Des composés cycliques hydroxylés et leurs dérivés, dérivés chlorés, toute substance de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de coloration anormales dans les rejets,
- Tout élément susceptible de favoriser une dégradation prématurée des ouvrages (liquides ou vapeurs corrosifs, acides, bases),
- Toute matière inflammable ou susceptible de provoquer des explosions,
- Toute substance qui nuise à une valorisation des boues,
- Tout autre déchet à risques non répertoriés.

➢ Autres substances :

Paramètres	Concentrations limites
Indice phénols	0.3 mg/l
Chrome hexavalent	0.1mg/l
Cyanures	0.1 mg/l

Paramètres	Concentrations limites
Manganèse et composés (en Mn)	1 mg/l
Etain et composés (en Sn)	2 mg/l
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5 mg/l
Somme des métaux (Zn+Pb+Cd+Cr+Cu+Hg+Ni)	10 mg/l
Composés organiques halogénés (AOX ou EOX)	1 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
Fluor et composés (en F)	15 mg/l
Sulfures	1 mg/l
Sulfates	500 mg/l
MEH (matières Extractibles à l'Hexane) (Excepté les graisses)	40 mg/l
Chlorures	500 mg/l
Plomb et composés (en Pb)	0.5 mg/l
Cuivre et composés (en Cu)	0.5 mg/l
Chrome et composés (en Cr)	0.5 mg/l
Nickel et composés (en Ni)	0.5 mg/l
Zinc et composés (en Zn)	2 mg/l
Arsenic et composés (en As)	0.05 mg/l
Mercure (en Hg)	0.05 mg/l
Cadmium (en Cd)	0.05 mg/l
Agents de Surface	0.3 mg/l
Agents de Surface anioniques	3 mg/l
Agents de Surface cationiques	0.01 mg/l
Agents de Surface non ioniques	3 mg/l
Les matières devront respecter les valeurs limites pour les substances toxiques, nocives ou bioaccumulables telles que définies dans l'arrêté du 02/02/1998.	

ARTICLE 4.3 : Caractéristiques propres à chaque produit

➢ Matières de vidange issues de l'assainissement non collectif (20-03-04) :
- pH compris entre 5,5 et 8,5
- Pompables
- Ne contenant pas de quantité de filasses préjudiciables au dégrillage

➢ Déchets provenant du nettoyage des égouts (20-03-06) :
- pH compris entre 5,5 et 8,5
- Déchets de réseau d'assainissement eaux usées exclusivement
- Des restrictions pourront être prises suivant les taux de métaux lourds, PCB-HAP, Hydrocarbures
- Absence de goudrons

ARTICLE 4.4 : Quantités admissibles

La quantité de produits apportée doit être compatible avec la capacité de traitement des installations (y compris la maintenance) et des règlements que doit respecter l'**EXPLOITANT**.

L'**EXPLOITANT** se réserve le droit de limiter, temporairement ou définitivement, les capacités de traitement d'un ou plusieurs produits. Une information préalable sera alors réalisée.

Il est suggéré au **VIDANGEUR** de prendre contact avec l'**EXPLOITANT** au préalable afin de mieux coordonner leurs exploitations et disponibilités d'accueil et de traitement.

La capacité de traitement de la station est limitée à 100 m3 par jour pour l'ensemble des VIDANGEURS. Au-delà de cette capacité, aucune société n'est autorisée à déverser.

ARTICLE 4.5 : Contrôle des produits

L'opération de dépotage sera supervisée par l'**EXPLOITANT**, chargé d'en contrôler la bonne exécution et de vérifier l'état de propreté des installations de réception au terme de l'opération.

Dès leur arrivée sur le site et avant envoi en traitement, les produits sont contrôlés par l'**EXPLOITANT** afin de :

- Vérifier la conformité du produit avec la déclaration faite sur le bordereau d'identification et de suivi du produit,
- S'assurer que le produit dépoté est conforme en pH, aspect et odeurs.

En cas de non-conformité détectée, le **VIDANGEUR** stoppe son dépotage. Il ressort du site de dépotage avec une inscription de refus inscrite sur le bordereau d'identification et de suivi du produit. Il doit alors se diriger vers un centre de traitement adéquat autorisé.

Comptabilisation :

L'unité de réception n'étant pas équipée d'un pont bascule, les quantités à facturer par l'**EXPLOITANT** au **VIDANGEUR** seront établies par l'**EXPLOITANT** sur les bases suivantes :

- Volume calculé par sonde de débit.

CHAPITRE 5 : UTILISATION DES INSTALLATIONS MISES À DISPOSITION

ARTICLE 5.1 : Cadre général

Les installations auxquelles le **VIDANGEUR** a accès lui sont indiquées lors de son acceptation sur le site. Toute modification lui est signalée.

Le **VIDANGEUR** s'engage à :

- Effectuer le dépotage par ses propres moyens en personnel,

- Après chaque opération, les installations (local à dépotage et particulièrement le dégrilleur) ainsi que le poste de déchargement (zone parking) doivent faire l'objet d'un nettoyage méticuleux avec el point d'eau mis à disposition.
- L'utilisation du point d'eau pour le nettoyage, l'entretien, des véhicules est interdite,
- L'utilisation du point d'eau pour le remplissage des réservoirs de fonctionnement des véhicules est interdite,
- Respecter le personnel de l'**EXPLOITANT** et des autres sociétés de curage,
- Respecter le protocole sécurité chargement / déchargement qu'il signe,
- Respecter les règles de circulation en vigueur sur le site,
- Respecter les règles de sécurité en vigueur sur le site,
- Renvoyer le Bordereau de Suivi de Déchet, tamponné par l'**EXPLOITANT**, au **PRODUCTEUR** du déchet.

L'**EXPLOITANT** s'engage à veiller à ce que le **VIDANGEUR** dispose des moyens matériels pour effectuer son dépotage dans les conditions décrites dans le présent règlement. Le lavage des véhicules n'est pas permis.

Les personnels de l'**EXPLOITANT** et du **VIDANGEUR** s'engagent à travailler ensemble dans les meilleures conditions et donc à établir entre eux des échanges courtois et polis.

ARTICLE 5.2 : Dépotage des matières de vidange

Les matières de vidange passent par un dégrilleur qui empêche une accumulation de filasses dans la cuve tampon avant envoi en tête de station.

CHAPITRE 6 : NON RESPECT DES CONDITIONS D'ACCEPTATION - SANCTIONS ENCOURUES

ARTICLE 6.1 : Conditions de refus

L'**EXPLOITANT** se réserve le droit de refuser un produit sur le site de dépotage si les conditions prévues au présent règlement ne sont pas respectées.

ARTICLE 6.2 : Produit non-conforme / Responsabilité

Le **VIDANGEUR** est seul responsable, vis-à-vis de la CCSVT, propriétaire des ouvrages, du bon usage de ces équipements de récupération des matières de vidange et de curage des réseaux d'assainissement.

Dans le cas où la responsabilité du VIDANGEUR serait appelée en garantie de sinistre, ce dernier devra justifier d'une couverture en responsabilité civile couvrant les capitaux nécessaires par sinistre et par année d'assurance.

Dans ce cas, de façon à préserver les personnels, les installations ou le niveau de rejet des eaux traitées, l'**EXPLOITANT** pourra suspendre sans préavis l'accès du **VIDANGEUR** auteur des désordres sans que cela puisse entraîner une quelconque indemnisation par l'**EXPLOITANT** au **VIDANGEUR**.

ARTICLE 6.3 : Non-respect des obligations techniques

Le non-respect par l'un des camions du **VIDANGEUR**, des conditions d'admissions des matières visées au chapitre 4 entraînera après mise en demeure son interdiction d'accès au site de l'**EXPLOITANT**.

Tout retrait d'autorisation d'accès au site, après mise en demeure préalable par l'**EXPLOITANT** sera notifiée au **VIDANGEUR** en question, et la mesure d'interdiction sur site, ainsi que les éventuels frais inhérents à cette mise en œuvre seront à la charge du **VIDANGEUR**.

Cette sanction n'est pas exclusive de l'action en responsabilité visée à l'article 6.2 de la présente convention.

ARTICLE 6.4 : Non-respect des obligations financières

Le manquement par le **VIDANGEUR** à ses obligations financières envers l'**EXPLOITANT** dûment informé par l'**EXPLOITANT** entraînera la résiliation de plein droit sans indemnité pour le **VIDANGEUR** de la convention à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi par l'**EXPLOITANT** d'une lettre recommandée avec accusé de réception contenant mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.

En tout état de cause, la résiliation de la présente convention ne peut avoir pour effet de dispenser le **VIDANGEUR** du solde dont il resterait redevable envers le service d'assainissement.

ARTICLE 6.5 : Sanctions encourues

Sans préjudice des sanctions financières encourues précitées et d'éventuels recours juridictionnels, le professionnel encourt les sanctions suivantes :

➢ **Avertissement écrit simple pour :**

- Fausse déclaration,
- Apport de produit non-conforme,
- Non-respect des consignes données par l'**EXPLOITANT**,
- Détérioration légère des installations de réception, communes ou annexes,
- Non transmission régulière du volet destiné au producteur du bordereau de suivi,
- En cas de refus de dépotage, non transmission à l'**EXPLOITANT** de la copie du volet destiné au producteur du bordereau de suivi.

➢ **Avertissement écrit avant exclusion temporaire :**

- Au bout de deux avertissements simples pendant une période de douze (12) mois,
- Détérioration des installations (selon gravité).

➢ **Exclusion temporaire ou définitive :**

- Récidive des points précédents,
- Non reprise de produit non-conforme après dépotage,
- Non remise en état après dégradation ou non-paiement de la facture correspondante,
- Détérioration grave des installations.
- Dépotage dans le réseau public d'assainissement.

Les exclusions peuvent concerner soit le **VIDANGEUR**, soit les produits d'un producteur déterminé.

CHAPITRE 7 : RÉMUNÉRATION

En contrepartie des charges qui lui incombent, concernant tant la surveillance, l'entretien des installations, le traitement des effluents, l'évacuation des boues en résultant, l'**EXPLOITANT** facturera au **VIDANGEUR**, les quantités dépotées à la station d'épuration par application d'un prix au m3, appliqué aux volumes forfaitaires $\mathbf{R_o}$ (cf. article 4.5).

Le prix est fixé par délibération du Conseil communautaire.

CHAPITRE 8 : APPLICATION

ARTICLE 8.1 : Durée

La présente convention est établie pour une durée de 3 ans.

ARTICLE 8.2 : Modalités de facturation et de règlement

L'**EXPLOITANT** présentera au **VIDANGEUR**, à la fin de chaque mois, une facture, accompagnée d'un mémoire récapitulant les volumes à facturer (cf. articles 7 & 8). Celui-ci sera complété d'une copie du registre de dépotage pour le mois considéré.

Le **VIDANGEUR** ne pourra pas contester les quantités facturées si celles-ci sont conformes à celles enregistrées dans le registre.

Le **VIDANGEUR** disposera d'un délai de trente (30) jours pour le règlement de chaque facture. Passé ce délai, l'**EXPLOITANT** sera en droit de demander des intérêts sur la somme due, calculés au taux légal en vigueur.

ARTICLE 8.3 : Assurances

Le **VIDANGEUR** devra contracter des assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par les conditions d'exécution de la présente Convention. Il devra, en outre, souscrire une assurance garantissant sa responsabilité pour les dommages causés aux ouvrages de la station d'épuration.

Le **VIDANGEUR** veillera à ce que les dommages corporels aient une garantie illimitée et que soient notifiés, dans le contrat d'assurance, les dommages matériels, les dommages sur existants, les dommages après livraison, les dommages immatériels et pollution.

Le **VIDANGEUR** devra fournir chaque année à l'**EXPLOITANT** une attestation d'assurance délivrée par sa Compagnie d'assurance.

ARTICLE 8.4 : Dénonciation

La dénonciation de la présente convention ne peut avoir pour effet de dispenser le **VIDANGEUR** des redevances ou de toutes autres sommes dont elle serait redevable envers l'**EXPLOITANT**.

La dénonciation de la convention devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par l'une ou l'autre des parties trois mois au moins avant l'échéance.

ARTICLE 8.5 : Prise d'effet

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature.

ARTICLE 8.6 : Résiliation

L'**EXPLOITANT** dispose de la faculté de résilier unilatéralement la présente convention, sans encourir le versement d'aucune indemnité au bénéfice du **VIDANGEUR**, en cas de non-respect des prescriptions de la présente convention.

La résiliation intervient après une mise en demeure ou demande de justification, par courrier recommandé avec accusé de réception, demeurée sans effet.

ARTICLE 8.7 : Du règlement des litiges et contestations

Les contestations et litiges qui interviendraient dans la réalisation des dispositions de la présente convention seront, préalablement à toute action contentieuse devant la juridiction compétente, soumises à l'arbitrage d'un organisme ou d'une personne choisie d'un commun accord entre les parties.

Fait à ..... Le .....

Pour l'EXPLOITANT : **Pour le VIDANGEUR :**

Exemple : BORDEREAU IDENTIFICATION

cerfa
Formulaire CERFA
n° 12571*01

Bordereau de suivi des déchets

Décret n° 2005-635 du 30 mai 2005
Arrêté du 29 juillet 2005
Page n° /

- À REMPLIR PAR L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -

Bordereau n° :

1. Émetteur du bordereau
☐ Producteur du déchet ☐ Collecteur de petites quantités de déchets relevant d'une même rubrique *(joindre annexe 1)*
☐ Personne ayant transformé ou réalisé un traitement dont la provenance des déchets reste identifiable *(joindre annexe 2)* ☐ Autre détenteur
N° SIRET :
NOM :
Adresse :
Tél. : Fax :
Mél :
Personne à contacter :

2. Installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue
Entreposage provisoire ou reconditionnement
☐ oui *(cadres 13 à 19 à remplir)*
☐ non
N° SIRET :
NOM :
Adresse :
Tél. : Fax :
Mél :
Personne à contacter :
N° de CAP (le cas échéant) :
Opération d'élimination / valorisation prévue (code D/R) :

3. Dénomination du déchet
Rubrique déchet :
Dénomination usuelle :
Consistance : ☐ solide ☐ liquide ☐ gazeux

4. Mentions au titre des règlements ADR, RID, ADNR, IMDG (le cas échéant)

5. Conditionnement : ☐ benne ☐ citerne ☐ GRV ☐ fût ☐ autre (préciser) Nombre de colis :

6. Quantité ☐ **réelle** ☐ **estimée** tonne(s)

7. Négociant (le cas échéant)
N° SIREN :
NOM :
Adresse :
Récépissé n° : Département :
Limite de validité :
Personne à contacter :
Tél. : Fax :
Mél :

- À REMPLIR PAR LE COLLECTEUR-TRANSPORTEUR -

8. Collecteur-transporteur
N° SIREN :
NOM :
Adresse :
Tél. : Fax :
Mél :
Personne à contacter :
Récépissé n° : Département :
Limite de validité :
Mode de transport :
Date de prise en charge : / /
Signature :
☐ Transport multimodal *(Cadres 20 et 21 à remplir)*

- DÉCLARATION GÉNÉRALE DE L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -

9. Déclaration générale de l'émetteur du bordereau : Je soussigné certifie que les renseignements portés dans les cadres ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi.
NOM : Date : / / Signature et cachet :

- À REMPLIR PAR L'INSTALLATION DE DESTINATION -

10. Expédition reçue à l'installation de destination
N° SIRET :
NOM :
Adresse :
Personne à contacter :
Quantité réelle présentée : tonne(s)
Date de présentation : / /
Lot accepté : ☐ oui ☐ non
Motif du refus :
Signataire : Signature et cachet :
Date : / /

11. Réalisation de l'opération :
Code D/R :
Description :
Je soussigné certifie que l'opération ci-dessus a été effectuée
NOM :
Date : / / Signature et cachet :

12. Destination ultérieure prévue *(dans le cas d'une transformation ou d'un traitement aboutissant à des déchets dont la provenance reste identifiable le nouveau bordereau sera accompagné de l'annexe 2 du formulaire CERFA n° 12571*01)* :
Traitement prévu (code D/R) :
N° SIRET :
NOM :
Adresse :
Personne à contacter :
Tél. : Fax :
Mél :

L'original du bordereau suit le déchet.

Exemple : MODÈLE DE PROTOCOLE CHARGEMENT / DÉCHARGEMENT

Sartenais Valinco Taravo

PROTOCOLE DE SECURITE

PARTIES INTERESSEES	
ENTREPRISE D'ACCUEIL	ENTREPRISE DE TRANSPORT
Nom : CC du SARTENAIS VALINCO TARAVO	Nom :
Nom du site : STEP Capu Laurosu	
Adresse : Route des plages – 20 110 PROPRIANO	Adresse :
Tél : 04 95 24 95 72	Tél :
Mail : admin.eu@ccsvt.fr	Mail :
RESPONSABLE	RESPONSABLE
Nom :	Nom :

DEROULEMENT DE L'OPERATION			
	Chargement		Réalisé par l'entreprise d'accueil
	Déchargement		Réalisé par l'entreprise de transport

Heures d'ouvertures pour les opérations de chargement et de déchargement		
Matin	De h	A h
Après-midi	De h	A h

DESCRIPTION DE LA MARCHANDISE ET DU MODE DE LIVRAISON												
Marchandises												
Nom :												
Poids :							Quantité :					
Nature												
	Déchets				Matières dangereuses				Autres :			
Etat												
	Solide				Liquide				Gazeux			
Conditionnement												
	Vrac		Palette		Bidon		GRV*		Tube		Tank		Autres :
Si matières dangereuses												
	Classe :				Groupe emballage :				N°ONU :			
Mode de livraison												
	Dépotage gravitaire				Dépotage par pompe				Dépotage sous pression			
	Hayon				Autre :							

*Grand Récipient pour Vrac

VEHICULES ET MATERIELS DE MANUTENTION EMBARQUES							
Type de véhicule							
	Porteur moins de 3,5 t		Porteur plus de 3,5 t		Ensemble articulé		Camion remorque

Caractéristiques du véhicule :							
	Plateau		Bâché traditionnel		Benne		Citerne
	Carrossé		Débâchable depuis le sol		Frigorifique		Autres :
Matériel de manutention :							
	Aucun		Diable		Grue auxiliaire		Transpalette
	Hayon élévateur				Autres :		

MATERIEL MIS A DISPOSITION PAR L'ENTREPRISE D'ACCUEIL			
	Quai		Diable
	Chariot élévateur		Transpalette manuel
	Pont roulant		Passerelle de débâchage ou autres dispositifs
	Transpalette électrique		Autres :

DESCRIPTION DE L'OPERATION		
Phases de travail	Mesures de prévention	Qui met en œuvre ?

EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELS								
								

	PROTECTIONS COLLECTIVES
	Aire de dépotage / (dé)chargement munie de rétention
	Poste de dépotage sous clefs
	Balisage / signalisation de l'opération
	Douche de sécurité : rince œil fixe et mobile (diphotérine)
	Garde-corps sur la citerne de l'ensemble routier
	Extincteurs
	Point d'eau
	Kit pollution accidentelle
	Autre :

SIGNATURES	Entreprise d'accueil	Entreprise de transport
Date		
Nom		
Fonction		
Visa et cachet		

PLAN DU SITE

CONSIGNES GENERALES DU SITE
Circulation du véhicule
Les véhicules doivent respecter le code de la route et les règles relatives à la circulation dans l'enceinte de l'établissement.
Nota concernant un véhicule citerne affecté au transport et au dépotage ou empotage de matières dangereuses
Ce matériel agréé est réputé en bon état et conforme aux réglementations en vigueur. Il reste sous la garde et la responsabilité de l'entreprise de transport et cela jusqu'à l'achèvement du dépotage. Ce matériel est soumis aux inspections réglementaires. Les visites devront avoir été effectuées et devront être justifiées par présentation des rapports de visite, certificats d'épreuve, etc. .... Par le représentant de l'entreprise de transport aux responsables de l'entreprise d'accueil. Les vérifications périodiques devront être renouvelées à la charge et sous la commande de l'entreprise de transport.
La CCSVT se dégage de toute responsabilité pendant le transport du produit.

CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

Défense de fumer dans les usines et au poste de dépotage	Il est interdit :
	• D'entrer dans l'usine sans autorisation de stationner devant les issues de secours, les bornes d'incendie. • De pénétrer dans l'usine et d'y séjourner en état d'ivresse. • De toucher à une quelconque partie d'un équipement sans y être autorisé préalablement. • D'utiliser des appareils photographiques sans autorisation écrite de la Direction.

En cas de fuite, d'incendie ou autres alertes.

PROTEGER	ALERTER	SECOURIR
• Ne jamais déplacer le blessé sauf en cas de danger imminent. • Protéger la victime et se protéger soi-même. • Eloigner les autres personnes. • Mettre en place un balisage efficace. Ne pas transporter la victime.	Appeler un secouriste ou les secours extérieurs. Leur indiquer : • L'adresse du lieu de l'accident. • La nature de l'accident. • Le nombre de blessés. • L'état apparent du/des blessés. • Fixer un point de rendez-vous pour guider les secours. Ne raccrochez pas le premier, faire répéter le message.	• Rassurer la victime. • Ne pas la laisser seule. • Couvrir la victime. Ne pas la faire boire.

Numéro d'appel d'urgences 15 ou 18 ou 112

En cas de fuite, d'incendie ou autres alertes

Accident – Fuite – Incendie		En cas d'alerte par sirène
Appel des pompiers : 18 ou 112. Protéger la victime. Soyez précis dans votre message.	 	• Mettez votre poste de travail en sécurité. • Installations électriques hors tension. • Moteur contact coupé. • Toute flamme éteinte. • Portes et fenêtres fermées. • Ventilation arrêtée. • Puis pieds quitter les lieux.

Délibération publiée le

21 SEP. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-242010130-20260910-2026-77-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/09/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Délibération publiée le
21 SEP. 2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO TARAVO

SÉANCE DU 10 SEPTEMBRE 2026

Convocations en date du 4 septembre 2026 **Délibération n° 2026-77**

Objet : Décision budgétaire modificative n°3 Budget annexe EAU

Le 10 septembre 2026 à 14h30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la pépinière d'entreprises TARRA, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

COMPOSITION DU CONSEIL

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Marie-Ange ANDRÉANI	X		
Paul-Marie BARTOLI	X		
Paul-Félix BENEDETTI	X		
Céline D'ORTOLI		X	
Paul-Joseph CAITUCOLI			X
Caroline CANETTI	X		
Rose-Marie CESARI	X		
Cécile CLAUS			X
Michel COLONNA	X		
Mathias COSTANZO			X
François DE PERETTI	X		
Santa DUVAL	X		
Ghislaine ETTORI	X		
Alain FAGGIANI		X	
Dominique FILONI	X		
Michel GIACOMONI			X
Patrice ISTRIA			X
Jean-Yves LEANDRI	X		
Ange-François LEANDRI	X		
Emmanuel LUCCHINI	X		
Vincent MICHELETTI			X

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Jeannine MONDOLONI	X		
Christophe MONDOLONI			X
José-Pierre MOZZICONACCI	X		
François NICOLAI	X		
Jacques NICOLAI	X		
Jean-Baptiste OLLANDINI	X		
Jean-Charles PAOLI	X		
François PAOLINI	X		
Jean PERENEY	X		
Angélique PIANELLI-CASANOVA	X		
Joseph PUCCI	X		
Anne RICCI BIANCHINI	X		
Margaux ROBINET-MONDOLONI		X	
Antoine ROCCA			X
François-Joseph SCANAVINO	X		
Don Georges SIMEONI	X		
Elisabeth TABERNER	X		
Ange TRAMONI	X		
Laurent TRAMONI		X	
Michel TRAMONI	X		

29 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 41 membres en exercice.

Procurations : 4 : Robinet-Mondoloni Margaux a donné procuration à Colonna Michel, Faggiani Alain a donné procuration à Taberner Elisabeth, D'Ortoli Céline a donné procuration à Duval Santa, Tramoni Laurent a donné procuration à De Peretti François.

Délibération du conseil communautaire en date du 10 septembre 2026 : n°2026-77

Objet : Décision budgétaire modificative n°3 Budget annexe EAU

Le Président propose au Conseil d'approuver une décision budgétaire modificative sur le budget annexe EAU.

Cette décision découle de correction de montant sur les crédits affectés aux amortissements.

BUDGET ANNEXE EAU			
INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
21531 (999) Travaux réseau divers	+ 5 000 €	040 / 21352	+ 5 000 €
TOTAL	+ 5 000 €	TOTAL	+ 5 000 €

Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les statuts de la Communauté de Communes,
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents ou représentés : 33
Nombre de suffrages exprimés : 33
Nombre de vote pour : 33
Nombre de vote contre : 0

Article 1 : d'approuver la décision budgétaire modificative détaillée ci-dessus.

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAIS-VALINCO-TARAVO

Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-242010130-20260910-2026-78-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/09/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Délibération publiée le
21 SEP. 2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO TARAVO

SÉANCE DU 10 SEPTEMBRE 2026

Convocations en date du 4 septembre 2026 **Délibération n° 2026-78**

Objet : Décision budgétaire modificative n°1 Budget annexe ASSAINISSEMENT

Le 10 septembre 2026 à 14h30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la pépinière d'entreprises TARRA, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

COMPOSITION DU CONSEIL

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Marie-Ange ANDRÉANI	X		
Paul-Marie BARTOLI	x		
Paul-Félix BENEDETTI	X		
Céline D'ORTOLI		X	
Paul-Joseph CAITUCOLI			x
Caroline CANETTI	x		
Rose-Marie CESARI	x		
Cécile CLAUS			x
Michel COLONNA	x		
Mathias COSTANZO			x
François DE PERETTI	x		
Santa DUVAL	x		
Ghislaine ETTORI	x		
Alain FAGGIANI		x	
Dominique FILONI	x		
Michel GIACOMONI			x
Patrice ISTRIA			x
Jean-Yves LEANDRI	x		
Ange-François LEANDRI	x		
Emmanuel LUCCHINI	x		
Vincent MICHELETTI			x

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Jeannine MONDOLONI	x		
Christophe MONDOLONI			x
José-Pierre MOZZICONACCI	x		
François NICOLAI	x		
Jacques NICOLAI	x		
Jean-Baptiste OLLANDINI	x		
Jean-Charles PAOLI	x		
François PAOLINI	x		
Jean PERENEY	x		
Angélique PIANELLI-CASANOVA	x		
Joseph PUCCI	x		
Anne RICCI BIANCHINI	x		
Margaux ROBINET-MONDOLONI		x	
Antoine ROCCA			x
François-Joseph SCANAVINO	x		
Don Georges SIMEONI	x		
Elisabeth TABERNER	x		
Ange TRAMONI	x		
Laurent TRAMONI		x	
Michel TRAMONI	x		

28 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 41 membres en exercice.

Procurations : 4 : Robinet-Mondoloni Margaux a donné procuration à Colonna Michel, Faggiani Alain a donné procuration à Taberner Elisabeth, D'Ortoli Céline a donné procuration à Duval Santa, Tramoni Laurent a donné procuration à De Peretti François.

Délibération du conseil communautaire en date du 10 septembre 2026 : n°2026-78

Objet : Décision budgétaire modificative n°1 Budget annexe ASSAINISSEMENT

Le Président propose au Conseil d'approuver une décision budgétaire modificative sur le budget annexe ASSAINISSEMENT.

Cette décision découle de correction de montant sur les crédits affectés aux amortissements ou devant l'être.

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT			
FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
011 – 611 Contrats et prestations de services	+340,05 €	775 – Quote-part des subventions d'investissement transférées	+ 15 000 €
042 – 6862 Charges financières à répartir	- 340,05 €	R002 – Résultat reporté	- 15 000 €
TOTAL	0 €	TOTAL	0 €

Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les statuts de la Communauté de Communes,
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents ou représentés : 33
Nombre de suffrages exprimés : 33
Nombre de vote pour : 33
Nombre de vote contre : 0

Article 1 : d'approuver la décision budgétaire modificative détaillée ci-dessus.

Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAIS-VALINCO-TARAVO

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-242010130-20260910-2026-79-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/09/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Délibération publiée le
21 SEP. 2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO TARAVO

SÉANCE DU 10 SEPTEMBRE 2026

Convocations en date du 4 septembre 2026 **Délibération n° 2026-79**

Objet : Elaboration d'une stratégie foncière

Le 10 septembre 2026 à 14h30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la pépinière d'entreprises TARRA, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

COMPOSITION DU CONSEIL

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Marie-Ange ANDRÉANI	X		
Paul-Marie BARTOLI	x		
Paul-Félix BENEDETTI	X		
Céline D'ORTOLI		X	
Paul-Joseph CAITUCOLI			x
Caroline CANETTI	x		
Rose-Marie CESARI	x		
Cécile CLAUS			x
Michel COLONNA	x		
Mathias COSTANZO			x
François DE PERETTI	x		
Santa DUVAL	x		
Ghislaine ETTORI	x		
Alain FAGGIANI		x	
Dominique FILONI	x		
Michel GIACOMONI			x
Patrice ISTRIA			x
Jean-Yves LEANDRI	x		
Ange-François LEANDRI	x		
Emmanuel LUCCHINI	x		
Vincent MICHELETTI			x

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Jeannine MONDOLONI	x		
Christophe MONDOLONI			x
José-Pierre MOZZICONACCI	x		
François NICOLAI	x		
Jacques NICOLAI	x		
Jean-Baptiste OLLANDINI	x		
Jean-Charles PAOLI	x		
François PAOLINI	x		
Jean PERENEY	x		
Angélique PIANELLI-CASANOVA	x		
Joseph PUCCI	x		
Anne RICCI BIANCHINI	x		
Margaux ROBINET-MONDOLONI		x	
Antoine ROCCA			x
François-Joseph SCANAVINO	x		
Don Georges SIMEONI	x		
Elisabeth TABERNER	x		
Ange TRAMONI	x		
Laurent TRAMONI		x	
Michel TRAMONI	x		

29 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 41 membres en exercice.

Procurations : 4 : Robinet-Mondoloni Margaux a donné procuration à Colonna Michel, Faggiani Alain a donné procuration à Taberner Elisabeth, D'Ortoli Céline a donné procuration à Duval Santa, Tramoni Laurent a donné procuration à De Peretti François.

Délibération du conseil communautaire en date du 10 septembre 2026 : n°2026-79

Objet : Elaboration d'une stratégie foncière

Le Président rappelle qu'une part significative des équipements structurants exploités par la CCSVT au titre de ses compétences eau potable et assainissement (stations d'épuration, réservoirs, ouvrages de captage et périmètres de protection immédiats) est implantée sur des parcelles dont la CCSVT n'est pas propriétaire, ou dont la propriété n'est pas juridiquement établie de manière incontestable.
Cette situation emporte quatre conséquences directes :

- Une exposition contentieuse : le propriétaire d'une parcelle supportant un ouvrage public sans titre peut engager une action en indemnisation, voire en démolition, devant le juge judiciaire ;

- Un blocage opérationnel : renouvellement, extension et mise aux normes ne peuvent être engagés sans maîtrise foncière préalable ;

- Une perte de financement : les partenaires financiers conditionnent le versement des subventions à la maîtrise foncière des emprises ;

- Une obligation règlementaire, l'article L.1321-2 du code de la santé publique impose l'acquisition en pleine propriété du périmètre de protection immédiate d'un captage destiné à la consommation humaine.

Cependant, dans le cadre des problématiques inhérentes à la gestion du foncier, trois configurations peuvent être distinguées :

	A — DUP en cours de validité	**B — Occupation sans titre**	**C — Équipements projetés**
Ouvrages	Captages, sources, PPI	STEP, réservoirs anciens	Projets aux schémas directeurs
Nouvelle DUP	Non	Oui	Oui
Exposition contentieuse	Faible	Élevée	Nulle
Servitude envisageable	Non	Selon l'ouvrage	Non
Durée estimée	12 à 18 mois	24 à 36 mois	30 à 36 mois

A cet effet, il est proposé une méthode visant à décliner pour l'ensemble des situations rencontrées une stratégie foncière, établie en quatre grandes phases :

Délibération publiée le
21 SEP. 2026

Phase	Contenu et livrables
0 — Diagnostic	Recensement exhaustif des équipements et emprises (tableau de bord foncier) ; relevés de propriété et identification des indivisions et successions non liquidées (fiche parcellaire) ; qualification juridique de l'occupation ; audit des DUP ; levé topographique et document d'arpentage ; saisine de France Domaines. Recours au GIRTEC pour la reconstitution des titres et le cas échéant, procédure des biens vacants et sans maître.
1 — Voie amiable	Séquence formalisée et intégralement traçable, chaque étape par LRAR : courrier d'information ; proposition écrite chiffrée avec plan d'emprise ; rendez-vous et compte rendu ; relance à 60 jours ; mise en demeure de se prononcer à 120 jours, mentionnant l'engagement de l'expropriation à défaut de réponse.
2 — Administrative	Délibération autorisant la saisine du préfet ; dossier d'enquête préalable ; arrêté d'ouverture d'enquête ; enquête publique puis enquête parcellaire avec notification individuelle ; arrêté de DUP ; arrêté de cessibilité dans les six mois.
3 — Judiciaire	Saisine du juge de l'expropriation ; ordonnance d'expropriation emportant transfert de propriété ; notification des offres ; jugement fixant l'indemnité principale et de remploi ; paiement ou consignation, puis prise de possession.

Selon ce principe, un accord amiable demeure possible et met fin à la procédure. L'expropriation n'est pas une alternative à la négociation : elle en constitue le filet de sécurité.

Il est proposé au conseil communautaire :

- De valider la méthode d'acquisition foncière exposée ;
- D'approuver le principe d'un engagement de la procédure d'expropriation en cas de refus exprès ou d'absence de réponse du propriétaire à l'issue de la phase amiable ;
- D'autoriser le Président à engager les mesures préalables décrites en phase 0.

Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les statuts de la Communauté de Communes,
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents ou représentés : 33
Nombre de suffrages exprimés : 33
Nombre de vote pour : 33
Nombre de vote contre : 0

Article 1 : de valider la méthode d'acquisition foncière exposée.
Article 2 : d'approuver le principe d'un engagement de la procédure d'expropriation en cas de refus exprès ou d'absence de réponse du propriétaire à l'issue de la phase amiable.
Article 3 : d'autoriser le Président à engager les mesures préalables décrites en phase 0.

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAIS-VALINCO-TARAVO

Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI

Délibération publiée le

21 SEP. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-242010130-20260910-2026-80-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/09/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Délibération publiée le

21 SEP. 2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO TARAVO

SÉANCE DU 10 SEPTEMBRE 2026

Convocations en date du 4 septembre 2026 **Délibération n° 2026-80**

Objet : Travaux de restauration hydromorphologique et amélioration du fonctionnement de la plaine alluviale du Baracci / Recherche de financement

Le 10 septembre 2026 à 14h30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la pépinière d'entreprises TARRA, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

COMPOSITION DU CONSEIL

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Marie-Ange ANDRÉANI	X		
Paul-Marie BARTOLI	X		
Paul-Félix BENEDETTI	X		
Céline D'ORTOLI		X	
Paul-Joseph CAITUCOLI			X
Caroline CANETTI	X		
Rose-Marie CESARI	X		
Cécile CLAUS			X
Michel COLONNA	X		
Mathias COSTANZO			X
François DE PERETTI	X		
Santa DUVAL	X		
Ghislaine ETTORI	X		
Alain FAGGIANI		X	
Dominique FILONI	X		
Michel GIACOMONI			X
Patrice ISTRIA			X
Jean-Yves LEANDRI	X		
Ange-François LEANDRI	X		
Emmanuel LUCCHINI	X		
Vincent MICHELETTI			X

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Jeannine MONDOLONI	X		
Christophe MONDOLONI			X
José-Pierre MOZZICONACCI	X		
François NICOLAI	X		
Jacques NICOLAI	X		
Jean-Baptiste OLLANDINI	X		
Jean-Charles PAOLI	X		
François PAOLINI	X		
Jean PERENEY	X		
Angélique PIANELLI-CASANOVA	X		
Joseph PUCCI	X		
Anne RICCI BIANCHINI	X		
Margaux ROBINET-MONDOLONI		X	
Antoine ROCCA			X
François-Joseph SCANAVINO	X		
Don Georges SIMEONI	X		
Elisabeth TABERNER	X		
Ange TRAMONI	X		
Laurent TRAMONI		X	
Michel TRAMONI	X		

29 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 41 membres en exercice.

Procurations : 4 : Robinet-Mondoloni Margaux a donné procuration à Colonna Michel, Faggiani Alain a donné procuration à Taberner Elisabeth, D'Ortoli Céline a donné procuration à Duval Santa, Tramoni Laurent a donné procuration à De Peretti François.

Délibération du conseil communautaire en date du 10 septembre 2026 : n°2026-80

Objet : Travaux de restauration hydromorphologique et amélioration du fonctionnement de la plaine alluviale du Baracci / Recherche de financement

Le Président rappelle aux membres du Conseil qu'une étude a été menée en partenariat avec la CDC pour établir le diagnostic écologique du Baracci.

Il précise que les études hydrauliques et hydromorphologiques réalisées par AQUA Conseils mettent en évidence une dégradation progressive de l'équilibre morphodynamique du cours d'eau se traduisant par :

- incision progressive du lit mineur ;
- phénomènes d'érosion régressive ;
- recul important de certaines berges ;
- dégradation du mur de soutènement protégeant les stations de pompage ;
- fragilisation du talus de la RD257 ;
- perturbation des écoulements par des aménagements anthropiques anciens ;
- vitesses localement très élevées pouvant atteindre 2,7 à 3 m/s sur certains secteurs ;
- altération des échanges entre le lit mineur et le lit majeur ;
- accumulation d'embâcles sur plusieurs secteurs vulnérables ;
- dégradation locale de la ripisylve ;
- développement ponctuel d'espèces végétales indésirables ;
- réduction de certaines fonctionnalités écologiques du corridor rivulaire.

Le projet concerne le cours inférieur du Baracci, entre le lieu-dit Mulinu Novu et l'embouchure qui intègre le secteur des stations de pompage situées en aval du pont de *Filetta*, ainsi que le secteur de la RT40.

Les enjeux principaux concernent la restauration des processus morphodynamiques, la reconquête des habitats aquatiques, l'amélioration du transit sédimentaire, la restauration de la ripisylve, la préservation et la restauration des champs d'expansion des crues, la sécurisation durable des captages AEP et l'adaptation au changement climatique.

Le projet vise avant tout la restauration durable du fonctionnement naturel du Baracci conformément aux objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau, du SDAGE de Corse 2022-2027 et des politiques d'intervention de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

I. Restauration hydromorphologique
   - restaurer le profil d'équilibre du cours d'eau ;
   - limiter l'incision du lit ;
   - réduire les phénomènes d'érosion régressive ;
   - favoriser le transit naturel des sédiments ;
   - restaurer les échanges entre le lit mineur et le lit majeur ;
   - améliorer le fonctionnement de la plaine alluviale.

II. Restauration écologique
   - restaurer la fonctionnalité de la ripisylve ;
   - améliorer les habitats aquatiques et rivulaires ;
   - renforcer les continuités écologiques ;
   - favoriser les essences rivulaires autochtones ;
   - améliorer les fonctionnalités écologiques du corridor alluvial.

III. Gestion durable du cours d'eau
   - réduire les risques liés aux embâcles ;
   - prévenir la formation de nouvelles perturbations hydrauliques ;
   - maintenir les capacités d'écoulement ;
   - améliorer la résilience du cours d'eau face aux crues et aux effets du changement climatique.

Délibération publiée le
21 SEP. 2026

IV. Préservation de la ressource en eau

- sécuriser durablement les stations de pompage alimentant le réseau d'eau potable ;
- préserver les fonctionnalités hydrologiques et écologiques de la masse d'eau.

Le projet comprend plusieurs catégories d'interventions complémentaires :

Au titre de la restauration hydromorphologique

- gestion des atterrissements ;
- suppression du mur dégradé des stations de pompage (suppression d'un facteur majeur de dysfonctionnement morphologique et restauration d'une géométrie plus favorable du lit) ;
- restauration des berges par techniques végétales et techniques mixtes (fascines et gabions végétalisés) ;
- confortement écologique du talus de la RD257 (restaurer les profils naturels et utiliser des techniques associant génie végétal et soutènement souple) ;
- restauration et stabilisation des berges érodées par retalutage et plantations ;
- restauration du fonctionnement hydraulique de la plaine aval.

Au titre de l'amélioration du fonctionnement hydraulique

- renaturation de la ripisylve du secteur du pont de la T40 ;
- arasement du chemin de l'ancienne pépinière afin de supprimer son effet de digue ;
- amélioration des échanges entre le cours d'eau et le lit majeur.

Au titre de la gestion des embâcles

- l'identification et la hiérarchisation des embâcles ;
- l'évacuation des accumulations présentant un risque hydraulique et surtout hydromorphologique ;
- le broyage ou la valorisation des produits de coupe lorsque cela est possible ;
- le maintien des bois morts présentant un intérêt écologique.

Au titre de la restauration de la ripisylve

- recépage sélectif ;
- débroussaillage ciblé ;
- plantation de saules et d'aulnes ;
- lutte contre les espèces végétales invasives ;
- reconstitution des continuités rivulaires ;
- renaturation écologique du corridor rivulaire entre Mulinu Novu et l'embouchure.
- accompagnement de la régénération naturelle.

Le montant prévisionnel du programme de restauration du Baracci est estimé à 444 600 € HT.

Catégorie	Libellé	Montant HT
Prestation intellectuelles	Maîtrise d'œuvre définitive	45 000 €
Travaux	Restauration morphologique (technique mixte et technique génie végétal)	214 600 €
Travaux	Essartage pont T40 et Arasement (chemin ancienne pépinière)	105 000 €
Travaux	Traitement embâcles et ripisylve	80 000 €
TOTAL		444 600 €

Le plan de financement proposé est le suivant :

Financeur	Montant € HT	%
FEDER	266 760 €	60 %
Agence de l'Eau RMC	88 920 €	20 %
CCSVT	88 920 €	20 %
TOTAL	444 600 €	100 %

Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les statuts de la Communauté de Communes,
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents ou représentés : 33
Nombre de suffrages exprimés : 33
Nombre de vote pour : 33
Nombre de vote contre : 0

Article 1 : d'approuver le plan de financement ci-après :

Financeur	Montant € HT	%
FEDER	266 760 €	60 %
Agence de l'Eau RMC	88 920 €	20 %
CCSVT	88 920 €	20 %
TOTAL	444 600 €	100 %

Article 2 : d'autoriser le Président à solliciter les différents financeurs.

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAIS-VALINCO-TARAVO 3

Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-242010130-20260910-2026-81-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/09/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Délibération publiée le
21 SEP. 2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO TARAVO
SÉANCE DU 10 SEPTEMBRE 2026

Convocations en date du 4 septembre 2026 **Délibération n° 2026-81**

Objet : Approbation du Programme Pluriannuel de Restauration et d'Entretien (PPRE) du Baracci, demande de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) et demande d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau

Le 10septembre 2026 à 14h30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la pépinière d'entreprises TARRA, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

COMPOSITION DU CONSEIL

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Marie-Ange ANDRÉANI	X		
Paul-Marie BARTOLI	x		
Paul-Félix BENEDETTI	X		
Céline D'ORTOLI		X	
Paul-Joseph CAITUCOLI			x
Caroline CANETTI	x		
Rose-Marie CESARI	x		
Cécile CLAUS			x
Michel COLONNA	x		
Mathias COSTANZO			x
François DE PERETTI	x		
Santa DUVAL	x		
Ghislaine ETTORI	x		
Alain FAGGIANI		x	
Dominique FILONI	x		
Michel GIACOMONI			x
Patrice ISTRIA			x
Jean-Yves LEANDRI	x		
Ange-François LEANDRI	x		
Emmanuel LUCCHINI	x		
Vincent MICHELETTI			x

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Jeannine MONDOLONI	x		
Christophe MONDOLONI			x
José-Pierre MOZZICONACCI	x		
François NICOLAI	x		
Jacques NICOLAI	x		
Jean-Baptiste OLLANDINI	x		
Jean-Charles PAOLI	x		
François PAOLINI	x		
Jean PERENEY	x		
Angélique PIANELLI-CASANOVA	x		
Joseph PUCCI	x		
Anne RICCI BIANCHINI	x		
Margaux ROBINET-MONDOLONI		x	
Antoine ROCCA			x
François-Joseph SCANAVINO	x		
Don Georges SIMEONI	x		
Elisabeth TABERNER	x		
Ange TRAMONI	x		
Laurent TRAMONI		x	
Michel TRAMONI	x		

29 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 41 membres en exercice.

Procurations : 4 : Robinet-Mondoloni Margaux a donné procuration à Colonna Michel, Faggiani Alain a donné procuration à Taberner Elisabeth, D'Ortoli Céline a donné procuration à Duval Santa, Tramoni Laurent a donné procuration à De Peretti François.

Délibération du conseil communautaire en date du 10 septembre 2026 : n°2026-81

Objet : Approbation du Programme Pluriannuel de Restauration et d'Entretien (PPRE) du Baracci, demande de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) et demande d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau

Le Président rappelle aux membres du Conseil qu'une étude a été menée en partenariat avec la CDC pour établir le diagnostic écologique du Baracci.

Les études hydrauliques et hydromorphologiques réalisées par AQUA Conseils mettent en évidence une dégradation progressive de l'équilibre morphodynamique du cours d'eau se traduisant par :

- incision progressive du lit mineur ;
- phénomènes d'érosion régressive ;
- recul important de certaines berges ;
- dégradation du mur de soutènement protégeant les stations de pompage ;
- fragilisation du talus de la RD257 ;
- perturbation des écoulements par des aménagements anthropiques anciens ;
- vitesses localement très élevées pouvant atteindre 2,7 à 3 m/s sur certains secteurs ;
- altération des échanges entre le lit mineur et le lit majeur ;
- accumulation d'embâcles sur plusieurs secteurs vulnérables ;
- dégradation locale de la ripisylve ;
- développement ponctuel d'espèces végétales indésirables ;
- réduction de certaines fonctionnalités écologiques du corridor rivulaire.

Le projet concerne le cours inférieur du Baracci, entre le lieu-dit Mulinu Novu et l'embouchure qui intègre le secteur des stations de pompage situées en aval du pont de *Filetta*, ainsi que le secteur de la RT40.

Les enjeux principaux concernent la restauration des processus morphodynamiques, la reconquête des habitats aquatiques, l'amélioration du transit sédimentaire, la restauration de la ripisylve, la préservation et la restauration des champs d'expansion des crues, la sécurisation durable des captages AEP et l'adaptation au changement climatique.

Le projet vise avant tout la restauration durable du fonctionnement naturel du Baracci conformément aux objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau, du SDAGE de Corse 2022-2027 et des politiques d'intervention de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

I. Restauration hydromorphologique
   - restaurer le profil d'équilibre du cours d'eau ;
   - limiter l'incision du lit ;
   - réduire les phénomènes d'érosion régressive ;
   - favoriser le transit naturel des sédiments ;
   - restaurer les échanges entre le lit mineur et le lit majeur ;
   - améliorer le fonctionnement de la plaine alluviale.

II. Restauration écologique
   - restaurer la fonctionnalité de la ripisylve ;
   - améliorer les habitats aquatiques et rivulaires ;
   - renforcer les continuités écologiques ;
   - favoriser les essences rivulaires autochtones ;
   - améliorer les fonctionnalités écologiques du corridor alluvial.

III. Gestion durable du cours d'eau
   - réduire les risques liés aux embâcles ;
   - prévenir la formation de nouvelles perturbations hydrauliques ;
   - maintenir les capacités d'écoulement ;
   - améliorer la résilience du cours d'eau face aux crues et aux effets du changement climatique.

IV. Préservation de la ressource en eau

- sécuriser durablement les stations de pompage alimentant le réseau d'eau potable ;
- préserver les fonctionnalités hydrologiques et écologiques de la masse d'eau.

Le projet comprend plusieurs catégories d'interventions complémentaires :

Au titre de la restauration hydromorphologique
- gestion des atterrissements ;
- suppression du mur dégradé des stations de pompage (suppression d'un facteur majeur de dysfonctionnement morphologique et restauration d'une géométrie plus favorable du lit) ;
- restauration des berges par techniques végétales et techniques mixtes (fascines et gabions végétalisés) ;
- confortement écologique du talus de la RD257 (restaurer les profils naturels et utiliser des techniques associant génie végétal et soutènement souple) ;
- restauration et stabilisation des berges érodées par retalutage et plantations ;
- restauration du fonctionnement hydraulique de la plaine aval.

Au titre de l'amélioration du fonctionnement hydraulique
- renaturation de la ripisylve du secteur du pont de la T40 ;
- arasement du chemin de l'ancienne pépinière afin de supprimer son effet de digue ;
- amélioration des échanges entre le cours d'eau et le lit majeur.

Au titre de la gestion des embâcles
- l'identification et la hiérarchisation des embâcles ;
- l'évacuation des accumulations présentant un risque hydraulique et surtout hydromorphologique ;
- le broyage ou la valorisation des produits de coupe lorsque cela est possible ;
- le maintien des bois morts présentant un intérêt écologique.

Au titre de la restauration de la ripisylve
- recépage sélectif ;
- débroussaillage ciblé ;
- plantation de saules et d'aulnes ;
- lutte contre les espèces végétales invasives ;
- reconstitution des continuités rivulaires ;
- renaturation écologique du corridor rivulaire entre Mulinu Novu et l'embouchure.
- accompagnement de la régénération naturelle.

Le Président précise que pour substituer l'action publique à la carence des propriétaires riverains et engager des fonds publics sur des parcelles privées, il est juridiquement indispensable d'obtenir une Déclaration d'Intérêt Général (DIG).

Ce programme d'intervention de la DIG porte sur une période de 5 ans, ces aménagements relevant du régime de la Déclaration au titre de la Loi sur l'eau (rubriques 3.3.5.0 et 3.1.4.0).

Le Président propose :
- d'approuver le Programme Pluriannuel de Restauration et d'Entretien (PPRE) du Baracci, tel que détaillé dans le dossier de demande qui lui est annexé.
- d'approuver le dossier de demande d'autorisation environnementale et d'ENGAGER la procédure de demande de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) auprès des services de l'État pour une durée de cinq ans.
- d'approuver le montant prévisionnel des travaux et d'entretien évalué à 508 600 € HT sur les 5 premières années du programme.
- d'autoriser le Président à signer les conventions tripartites avec les propriétaires fonciers et les exploitants agricoles des parcelles riveraines concernées afin de permettre le passage des engins et l'exécution des travaux de restauration et d'entretien.
- d'autoriser le Président, ou son représentant, à signer toutes les pièces administratives, techniques et financières nécessaires à la conduite de ce dossier, et à lancer les procédures de mise en concurrence nécessaires à la désignation des entreprises de travaux.

Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les statuts de la Communauté de Communes,
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents ou représentés : 33
Nombre de suffrages exprimés : 33
Nombre de vote pour : 33
Nombre de vote contre : 0

Article 1 : d'approuver le Programme Pluriannuel de Restauration et d'Entretien (PPRE) du Baracci, tel que détaillé dans le dossier de demande qui lui est annexé.

Article 2 : d'approuver le dossier de demande d'autorisation environnementale et d'ENGAGER la procédure de demande de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) auprès des services de l'État pour une durée de cinq ans.

Article 3 : d'approuver le montant prévisionnel des travaux et d'entretien évalué à 508 600 € HT sur les 5 premières années du programme.

Article 4 : d'autoriser le Président à signer les conventions tripartites avec les propriétaires fonciers et les exploitants agricoles des parcelles riveraines concernées afin de permettre le passage des engins et l'exécution des travaux de restauration et d'entretien.

Article 5 : d'autoriser le Président, ou son représentant, à signer toutes les pièces administratives, techniques et financières nécessaires à la conduite de ce dossier, et à lancer les procédures de mise en concurrence nécessaires à la désignation des entreprises de travaux.

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAIS-VALINCO-TARAVO

Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Serge-François LEANDRI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-242010130-20260910-2026-82-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/09/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Délibération publiée le

21 SEP. 2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO TARAVO

SÉANCE DU 10 SEPTEMBRE 2026

Convocations en date du 4 septembre 2026 **Délibération n° 2026-82**

Objet : Instauration et vote du montant de la taxe GEMAPI

Le 10 septembre 2026 à 14h30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la pépinière d'entreprises TARRA, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

COMPOSITION DU CONSEIL

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Marie-Ange ANDRÉANI	X		
Paul-Marie BARTOLI	x		
Paul-Félix BENEDETTI	X		
Céline D'ORTOLI		X	
Paul-Joseph CAITUCOLI			X
Caroline CANETTI	x		
Rose-Marie CESARI	x		
Cécile CLAUS			X
Michel COLONNA	x		
Mathias COSTANZO			X
François DE PERETTI	x		
Santa DUVAL	x		
Ghislaine ETTORI	x		
Alain FAGGIANI		x	
Dominique FILONI	x		
Michel GIACOMONI			x
Patrice ISTRIA			x
Jean-Yves LEANDRI	x		
Ange-François LEANDRI	x		
Emmanuel LUCCHINI	x		
Vincent MICHELETTI			x

TITULAIRE	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	ABSENT
Jeannine MONDOLONI	x		
Christophe MONDOLONI			x
José-Pierre MOZZICONACCI	x		
François NICOLAI	x		
Jacques NICOLAI	x		
Jean-Baptiste OLLANDINI	x		
Jean-Charles PAOLI	x		
François PAOLINI	x		
Jean PERENEY	x		
Angélique PIANELLI-CASANOVA	x		
Joseph PUCCI	x		
Anne RICCI BIANCHINI	x		
Margaux ROBINET-MONDOLONI		x	
Antoine ROCCA			x
François-Joseph SCANAVINO	x		
Don Georges SIMEONI	x		
Elisabeth TABERNER	x		
Ange TRAMONI	x		
Laurent TRAMONI		x	
Michel TRAMONI	x		

29 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 41 membres en exercice.

Procurations : 4 : Robinet-Mondoloni Margaux a donné procuration à Colonna Michel, Faggiani Alain a donné procuration à Taberner Elisabeth, D'Ortoli Céline a donné procuration à Duval Santa, Tramoni Laurent a donné procuration à De Peretti François.

Délibération du conseil communautaire en date du 10 septembre 2026 : n°2026-82

Objet : Instauration et vote du montant de la taxe GEMAPI

Le Président propose au Conseil de se prononcer sur l'instauration de la taxe GEMAPI à compter de 2027.

Cette taxe, instaurée en 2014 (loi MAPTAM renforcée par la loi NOTRe), est codifiée à l'article 1530 bis du Code Général des Impôts.

Cette recette est exclusivement affectée aux dépenses liées à la compétence GEMAPI.

Le Président rappelle que ce rapport fait suite aux rapports relatifs au plan de financement de l'opération de travaux de restauration hydromorphologique et amélioration du fonctionnement de la plaine alluviale du Baracci et à l'autorisation donnée au Président de solliciter l'instauration d'une DIG (Déclaration d'Intérêt Général) sur le Baracci.

Le secteur du Rizzanese fera l'objet d'une approche identique mais en léger décalage.

Sur la période des 6 ans, et hors problématique nouvelle, le montant s'élève à 490 000 €, soit environ 81 000 € par an.

L'enveloppe se détaille de la façon suivante :

SECTEUR BARACCI	TRAVAUX 2027, 2028	89 000 €	Correspondant à l'autofinancement (445 000 x 20%).
	ENTRETIEN 2029, 2030, 2031	64 000 €	
SECTEUR RIZZANESE	TRAVAUX 2028, 2029	162 000 €	Correspondant à l'autofinancement (810 000 x 20%).
	ENTRETIEN 2030, 2031, 2032	175 000 €	
TOTAL		490 000 €	

Compte tenu de la population prise en compte (DGF – 17 599), il est proposé d'instaurer une taxe de 5 € par habitant (4,64 € arrondi à 5 €).

La décision doit intervenir avant le 31 octobre pour l'année suivante sachant que cette taxe est répartie entre les différents impôts locaux.

Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les statuts de la Communauté de Communes,
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents ou représentés : 33
Nombre de suffrages exprimés : 33
Nombre de vote pour : 33

Délibération publiée le
21 SEP. 2026

Nombre de vote contre : 0

Article 1 : d'instaurer la taxe GEMAPI dès 2027.

Article 2 : de fixer le montant attendu de taxe GEMAPI pour 2027 à 5 € par habitant.

Article 3 : de notifier cette décision aux service préfectoraux et à l'administration fiscale.

Article 4 : d'autoriser le Président à signer tous les documents relatifs à la mise en place de cette taxe ainsi que toutes les démarches à engager dans ce domaine.

Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAIS-VALINCO-TARAVO

Délibération publiée le

21 SEP. 2026